

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



CALAIS
COMMENT LA « JUNGLE »
NOURRIT LA PROGRESSION
DU FN **PAGE 15**



ÉCOLE
LA RÉFORME
DE L'ORTHOGRAPHE NE
SATISFAIT PERSONNE **PAGE 10**

GAUCHE
À Boulogne-
sur-Mer,
Mélenchon joue
cavalier seul
PAGE 4

ROYAUME-UNI
Le Labour divisé
entre Khan
et Corbyn **PAGE 7**

LIBYE
Le premier
ministre à Paris
pour demander
le soutien
de la France **PAGE 8**

SANTÉ
Les nausées
de grossesse
réduisent le risque
de fausse couche
PAGE 11

CINÉMA
La danse,
star automnale
des écrans **PAGE 28**

VOYAGE
Chantilly, terrain
de course du Qatar
Prix de l'Arc-de-
Triomphe **PAGE 32**



Selon notre baromètre Kantar Sofres-OnePoint, le maire de Bordeaux distancerait l'ancien chef de l'État de six points au premier tour et l'emporterait au second. **PAGES 2 ET 3**

Malgré le CICE, les entreprises restent plus taxées qu'en 2011

Une étude du Medef publiée par *Le Figaro* révèle que les entreprises supportent près de 16 milliards d'euros de prélèvements de plus qu'il y a six ans. Malgré les allègements dus

à la mise en place du pacte de responsabilité et du CICE, le syndicat patronal compte pas moins de 87 hausses d'impôts depuis 2011. **PAGES 20, 21 ET L'ÉDITORIAL**



Après le débat, Trump touché mais pas coulé

Hillary Clinton a paru mieux préparée et plus combative que Donald Trump lors du premier débat télévisé, suivi par des dizaines de millions d'Américains, lundi soir. S'adressant à sa base électorale, la candidate démocrate

a su mettre son adversaire en difficulté et répondre aux attaques. Le candidat républicain n'a pas évoqué ses thèmes de prédilection, comme l'immigration, laissant la démocrate aux commandes. **PAGE 6**

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle gdecapelle@lefigaro.fr

Cinq ans après...

C'est ce que l'on appelle un brutal retour sur terre. Après les mauvaises statistiques du mois d'août - les pires depuis deux ans -, la preuve est faite que la situation reste dramatique sur le front du chômage. Très éloignée en tout cas de la ritournelle que l'on chantonne aux Français : le gouvernement peut déployer tout le zèle possible pour triturer les chiffres et tenter de démontrer l'indémontrable, avec 685 000 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis 2012, il aura du mal à convaincre que « ça va mieux ».

À dire vrai, ce constat d'échec n'étonnera que ceux qui ont pris le parti de se boucher les oreilles pour ne rien entendre et de se bander les yeux pour ne rien voir. Depuis cinq ans, les chefs d'entreprise - c'est-à-dire ceux qui ont le pouvoir d'embaucher - dénoncent sur tous les tons l'incohérence de la politique économique du chef de l'État. Depuis cinq ans, on les envoie sur les roses. Se plaignent-ils des charges et des impôts excessifs ? Les enfants gâtés ! Le CICE, que le gouvernement leur a généreusement offert, a paraît-il remis les compteurs à zéro après le matraquage du début de quin-

quennat. Ce n'est hélas pas la réalité : tous prélèvements confondus - dont une partie revient à la droite et aux collectivités locales -, les entreprises en sont encore de 16 milliards de leur poche par rapport à 2011. Dans la compétition mondiale, c'est tout sauf un détail.

Ces mêmes chefs d'entreprise maugréent contre le maquis de notre droit social ? Les ingrats ! La loi El Khomri, leur explique-t-on, va simplifier comme jamais le Code du travail. Ce n'est pas vraiment l'impression qui prévaut chez les entrepreneurs.

Une politique économique incohérente

Non seulement ce texte renforce le poids des syndicats et ne bouverse rien du tout, mais, pour faire bonne mesure, le gouvernement a parallèlement inventé de nouvelles usines à gaz - le compte pénibilité, la retenue de l'impôt à la source... - qui vont empoisonner encore un peu plus la vie des entreprises. Hausse des prélèvements, surréglementation... Quoi qu'il en dise, François Hollande n'a pas beaucoup œuvré pour l'inversion de la courbe du chômage. Ni pour sa réélection. ■



CHAMPS LIBRES

- Enquête : « Les mercenaires russes sortent de l'ombre en Syrie »
- Élections américaines : les tribunes de Ran Halévi et de John Gizzi
- La chronique d'Yves de Kerdrel
- L'analyse de Marc Landré

PAGES 14, 16 ET 17

FIGARO OUI
FIGARO NON

Réponses à la question de mardi :
Approuvez-vous la création d'un camp naturiste à Paris comme le souhaite la Mairie ?

OUI 27% **NON** 73%

TOTAL DE VOTANTS : 36162

Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr
Allez-vous
appliquer la réforme
de l'orthographe ?

PHILIPPE HUGUEN/AFIP-AMÉLIE
BENOIST/BSIP-DAVID GOLDMAN/AP



**ABONNEZ
VOS ENFANTS
AU LOUVRE
À PARTIR DE 4 ANS**

Avec la carte Petit Ami du Louvre, laissez-vous guider par vos enfants !
Rendez-vous sur amisdulouvre.fr/famille

LOUVRE

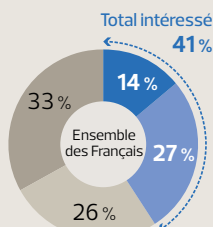
SOCIÉTÉ DES AMIS DU LOUVRE

2 | L'ÉVÉNEMENT

1 L'INTÉRÊT POUR LA PRIMAIRE

QUESTION : Les 20 et le 27 novembre, les Républicains organisent une élection primaire pour désigner le futur candidat de la droite et du centre à l'élection présidentielle. Cette élection primaire est ouverte à tous les Français inscrits sur les listes électorales. **Vous personnellement, vous intéressez-vous à cette primaire ?**

Beaucoup Assez
Pas du tout Peu



Sondage : Alain Juppé creuse l'écart avec Nicolas Sarkozy à

Le maire de Bordeaux progresse de 5 points (39 % au 1^{er} tour) quand l'ancien chef

JUDITH WAINTRAUB @jwaintraub

LA TROISIÈME vague du baromètre Kantar Sofres One Point pour RTL Le Figaro LCI que nous publions aujourd'hui marque un recul des intentions de vote en faveur de Nicolas Sarkozy à la primaire. Crédité de 34 % des suffrages fin août, à égalité avec Alain Juppé, au lendemain de l'annonce officielle de sa candidature, l'ancien président recule d'un point, à 33 %, tandis que le maire de Bordeaux progresse de cinq points, à 39 % des intentions de vote. Au second tour, Juppé l'emporterait avec 59 % des voix contre 41 % à Sarkozy dans l'hypothèse d'une

participation à 2,9 millions d'électeurs. Soit un écart de dix-huit points alors qu'il n'était que de dix points en août. L'ex-chef de l'État ne progresse plus que de trois points par rapport à notre première vague, réalisée en juin, tandis que l'ancien premier ministre gagne deux points.

Pour Carine Marcé, directrice associée de Kantar Public, « l'entrée officielle en campagne de Nicolas Sarkozy, même si elle n'avait rien d'une surprise, a suscité une dynamique dont les effets se sont partiellement dissipés ». En quittant la direction des Républicains pour descendre dans l'arène, le 22 août, le patron de LR avait réussi à déplacer les lignes au sein de l'électorat de la primaire. La proportion de

centristes qui disaient vouloir aller voter était descendue à 14 % à 11 % de l'électorat de l'UDI. Elle remonte à 15 % dans l'enquête que nous publions aujourd'hui. Chez les électeurs du MoDem, cette proportion est passée de 6 % en juin à 7 % en août. Elle est de 9 % aujourd'hui. Globalement, les sympathisants des partis du centre, très majoritairement favorables à Alain Juppé, sont donc plus nombreux dans l'électorat de la primaire, tandis que la mobilisation de ceux du FN ne varie presque pas : elle était de 5 % en juin, elle est passée à 6 % en août pour retomber à 5 %.

Au sein de cette proportion qui reste stable, l'écart se réduit au profit d'Alain Juppé. Nicolas Sarkozy captait 44 % des

sympathisants du FN, il n'en attire plus que 39 % aujourd'hui. Le maire de Bordeaux, lui, passe de 22 % des intentions de vote à 28 % chez les électeurs de Marine Le Pen.

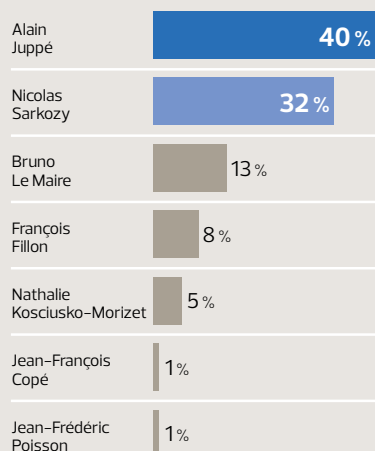
Polarisation

L'évolution la plus spectaculaire se produit dans le cœur de cible de la primaire, l'électorat des Républicains. Sarkozy reste leur candidat préféré, à 45 %, des suffrages comme en août, mais Juppé a réduit l'écart en passant de 23 % à 30 % de leurs intentions de vote. Carine Marcé souligne que cette progression de sept points de l'ex-premier ministre « s'effectue aux dépens de Bruno Le Maire et de

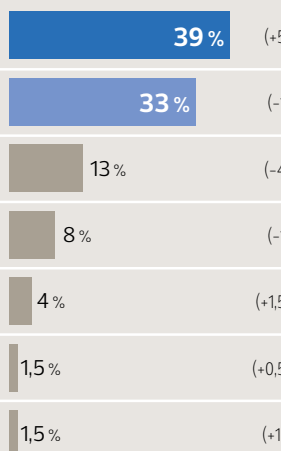
2 LES INTENTIONS DE VOTE À LA PRIMAIRE SELON LE NIVEAU DE PARTICIPATION...

... au premier tour

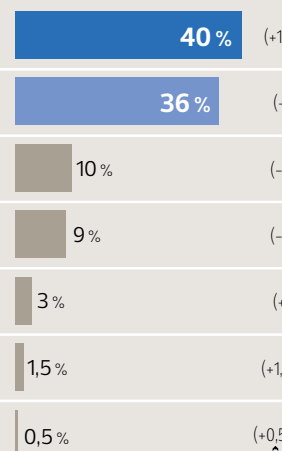
Hypothèse large
PARTICIPATION PLUS FORTE
Environ 5,2 millions d'électeurs



Hypothèse retenue par TNS Sofres
PARTICIPATION MOYENNE
Environ 2,9 millions d'électeurs

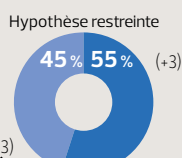
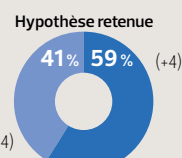
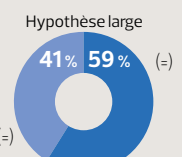


Hypothèse restreinte
PARTICIPATION PLUS FAIBLE
Environ 1,8 million d'électeurs



... au second tour

Nicolas Sarkozy Alain Juppé



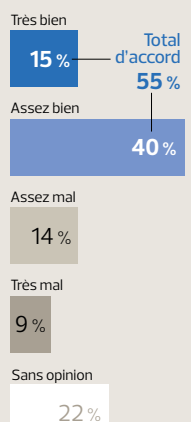
..... Variation en points par rapport au sondage d'août

RTL LCI LE FIGARO

Étude réalisée par KANTAR Sofres - OnePoint pour Le Figaro, LCI et RTL. Échantillon de 8 031 personnes inscrites sur les listes électorales représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (dont 577 personnes tout à fait certaines d'aller voter à la primaire de la droite et du centre). Enquête réalisée en ligne du 21 au 26 septembre 2016 selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par régions et catégories.

3 LES CHANCES DU VAINQUEUR DE LA PRIMAIRE DE GAGNER L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

QUESTION : Celui ou celle qui remportera la primaire de la droite et du centre a de grandes chances de gagner l'élection présidentielle de 2017. Cette affirmation correspond-elle très bien, assez bien, assez mal ou très mal à ce que vous pensez ?



Le maire de Bordeaux n'entend pas changer de stratégie

JEAN-BAPTISTE GARAT @figarart
ENVOYÉ SPÉCIAL À MONTPELLIER

« KEEP CALM and carry on. » Les juppéistes ont fait leur le slogan du gouvernement anglais lancé au début de la Seconde Guerre mondiale. « Restez calme et continuez. » Deux ans après son entrée en campagne, Alain Juppé n'entend changer ni de rythme ni de stratégie. Le maire de Bordeaux a essayé l'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy sans quasiment broncher. Il accueille la nouvelle vague de sondages avec le même flegme. « On ne s'alarme pas quand ils baissent pour nous, on ne sable pas le champagne quand ils montent », résume-t-on dans son équipe.

Cette dernière vague, justement, l'équipe l'appréhendait, après une semaine durant laquelle Nicolas Sarkozy « a été omniprésent dans les médias avec son histoire de Gaulois ». Il y a eu, lundi, l'étude du Cevipof qui enregistre une baisse de 1 point d'intention de vote pour le Girondin depuis juin et une hausse de 3 points pour Nicolas Sarkozy. Un sondage de l'Ifop-Paris Match, mardi, donne Juppé stable et Sarkozy en recul au premier tour sur le mois de septembre. Notre étude Kantar Sofres OnePoint, sur la même période, enregistre une nette poussée du maire de Bordeaux et un essoufflement de l'ancien président, qui perd notamment des plumes dans le cœur de son électorat : les sympathisants LR.

Est-ce la fin du « blast », cet effet de souffle sur lequel les sarkozystes parlaient au moment de l'entrée en campagne de leur champion ? « Il n'y a pas eu de blast, assure un proche de l'ancien premier ministre. Gagner 3 points en trois mois, quand Juppé reste stable, ce n'est vraisemblablement pas ce qu'il pouvait espérer. »

L'un des experts de l'ancien premier ministre y voit la fin des « recettes de Sarkozy ». « Les gens de droite veulent de la solidité et de la gravité, ils ne veulent plus de com' ni de pub. Et surtout, ils en ont soupé, des rodomontades », explique-t-il. « Et ça tombe bien, parce que Alain Juppé n'est pas homme à piloter sa campagne au gré des sondages », ajoute un autre.

Tout au long de la journée de mardi, en déplacement dans l'Hérault, le candidat a martelé les deux thèmes qui sont « au cœur de son projet » : le redressement économique et le rétablissement de l'autorité de l'État. « L'un ne va pas sans l'autre », souligne-t-il.

Mardi matin, devant des entrepreneurs, ils présentaient à nouveau ses solutions pour « libérer les entreprises »,

« relancer la création d'emplois, notamment à destination des jeunes » et « recentrer l'État sur les missions qu'il remplit bien et l'alléger sur celle où il est moins efficace ». Mercredi, il présentera son projet pour le numérique, « un dossier sur lequel d'autres candidats sont bien faibles », soulignent les juppéistes.

Un État fort

De quoi redresser un débat qu'il jugeait « nul » la semaine dernière ? « Le débat sur l'identité n'est pas un débat médiocre, explique l'ancien premier ministre. J'ai dénoncé les simplifications abusives. Non, nos ancêtres ne sont pas tous gaulois, on s'en est souvenu ce week-end en rendant hommage aux harkis. Les ancêtres des harkis ne sont pas gaulois. Ils n'en sont pas

moins français, au contraire, puisqu'ils ont versé leur sang pour nous. »

Jeudi soir, à l'occasion d'un meeting à Villeurbanne, près de Lyon, il devrait revenir longuement sur ses préconisations pour rétablir un État fort. Des thèmes qui devraient également être au programme de son déplacement en Corse, mardi et mercredi prochains.

En attendant, le candidat a savouré l'accueil des 400 personnes réunies à Castelnau-le-Lèz mardi après-midi, le prix qu'il a reçu le soir de la Lettre M et le cadeau très personnel de Jean-Pierre Grand. Le sénateur de l'Hérault lui a offert « l'insigne parlementaire de Jacques Chaban-Delmas », ancien premier ministre et maire de Bordeaux. Un présent qui a visiblement ému le premier des Bordelais. ■



Alain Juppé a présenté ses solutions pour le redressement économique devant des entrepreneurs, mardi à Paris. MARTIN BUREAU/AFP

à nouveau la primaire

de l'État en perd un (33 %).

François Fillon. Le « candidat du renouveau » perd six points chez les sympathisants des Républicains et celui de la « rupture radicale » en perd deux.

Globalement, notre sondage confirme la polarisation de la primaire autour du duel Juppé-Sarkozy. Bruno Le Maire conserve la troisième place, mais il ne recueille plus que 13 % des suffrages, contre 17 % en août. Son choix d'une rentrée plus tardive que celle de ses concurrents, le 17 septembre à Sète, ne se révèle pas payant. La publication de son « contrat présidentiel » de plus de mille pages ne lui profite pas non plus.

François Fillon, lui, est toujours relégué à la quatrième place, même s'il ne perd qu'un point en passant de 9 % à 8 % des intentions de vote. Parmi les « petits » candidats, seule Nathalie Kosciusko-Morizet réussit à atteindre un seuil de visibilité à 4 % des suffrages. Elle réalise son meilleur score chez les sympathisants de l'UDI, dont elle recueille 29 % des suffrages. Jean-François Copé et Jean-Frédéric Poisson, eux, plafonnent à 1,5 % des voix.

Dans l'hypothèse d'une participation plus faible, à environ 1,8 million d'électeurs, l'écart serait moindre mais Juppé gagne tout de même dix points au premier

tour tandis que Sarkozy en perd un, ce qui établirait le rapport de forces à 40 % contre 36 %. Au second tour, il serait de 55 % à 45 %, toujours en faveur de Juppé qui gagnerait trois points, tandis que Sarkozy en perdrait trois. La dynamique actuelle est donc favorable au maire de Bordeaux quelle que soit la participation.

Pour la première fois, Kantar Public a introduit dans son enquête une question sur la « stature présidentielle » des candidats. Là aussi, Alain Juppé l'emporte puisque 47 % des sondés estiment qu'il « ferait un bon président de la République », tandis que 24 % seulement pensent la même chose de Nicolas Sarkozy. Dans le domaine de la « stature », l'ancien chef de l'État fait même légèrement moins bien que François Fillon, qui obtient 26 %. À croire que ce n'est pas un élément déterminant du vote.

« Les très fortes évolutions que nous relevons d'une vague à l'autre, et qui n'ont rien à voir avec celles qui se produisent pour des élections « classiques », montrent que le vote n'est pas cristallisé », met en garde Carine Marcé. La seule constante qui s'affirme depuis que de début de cette enquête, en juin, est l'intérêt pour la primaire. Il ne se dément pas. ■

Rachida Dati: « L'ancien président fait la campagne qu'il faut »

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARION MOURGUE @MarionMourgue

Rachida Dati, députée européenne et maire du VII^e arrondissement de Paris, est conseillère politique auprès de Nicolas Sarkozy.

LE FIGARO. - Alain Juppé progresse au détriment de Nicolas Sarkozy. Comment l'interprétez-vous ?
RACHIDA DATI. - Sans doute Alain Juppé enregistre-t-il une progression chez ceux qui ne se reconnaissent pas dans les valeurs des Républicains. Je rappelle que ceux qui voteront à la primaire de notre famille politique devront déclarer qu'ils sont en accord avec les valeurs de la droite et du centre.

Certains des adversaires de Nicolas Sarkozy crient à la « trumpisation » du candidat. Cela explique-t-il son recul ?
Attention au discours que l'on entend actuellement sur ceux qui voteront Donald Trump ! Ce discours s'apparente à un mépris culturel voire social. Quant aux sondages, vu tout ce qui est dit contre Nicolas Sarkozy, y compris par ses concurrents, il résiste très bien et continue d'être en tête auprès des Républicains.

Nicolas Sarkozy fait-il la campagne qu'il faut ou doit-il la modifier ?
Je considère que Nicolas Sarkozy fait la campagne qu'il faut. D'ailleurs, si ce n'était pas le cas, cela ne susciterait pas

autant d'intérêt chez les Français et autant de commentaires. À ce stade, c'est une campagne de premier tour de la primaire de la droite et non pas une campagne de second tour de l'élection présidentielle.

Alain Juppé a dénoncé « la nullité du débat » au lendemain des déclarations sur nos « ancêtres les Gaulois ».

Comment jugez-vous ce débat ?
À chaque fois que l'on aborde les sujets qui intéressent les Français, on dit que le débat est nul ! Mais cette attitude-là fait



« À chaque fois que l'on aborde les sujets qui intéressent les Français, on dit que le débat est nul ! »

RACHIDA DATI

progresser les extrêmes. Certains candidats à la primaire ne se rendent pas compte qu'en refusant ce débat, ils excluent une partie de nos compatriotes de notre récit national y compris celui de nos « ancêtres les Gaulois ».

Dans cette primaire, Alain Juppé revendique « l'identité heureuse », Nicolas Sarkozy veut être « le candidat de la majorité silencieuse ». Qu'en pensez-vous ?
Le concept d'identité heureuse est fait

pour rassurer ceux qui sont déjà rassurés ! Il ne suffit pas de dire qu'il faut être heureux pour être bien. Cela me fait un peu penser à la méthode Coué. Allez le dire aux six millions de chômeurs, aux parents d'enfants qui partent faire le djihad en Syrie. Peut-être qu'Alain Juppé met la charrie avant les bœufs. Nicolas Sarkozy a raison « d'entendre » cette France qui souffre en silence !

Mais Alain Juppé explique qu'il s'agit d'un objectif, pas d'un constat...
Ce n'est pas une attaque contre Alain Juppé. Moi aussi, j'ai l'objectif que les inégalités se réduisent, que le chômage diminue, qu'il y ait la paix sur Terre ! Mais il faut ouvrir les yeux : la France est fracturée, les Français sont déstabilisés. Ils attendent surtout des réponses concrètes aux défis d'aujourd'hui : la lutte contre le chômage, contre l'insécurité et le terrorisme, la crise de l'identité. Je pense que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui le plus à même de leur apporter des solutions.

Jean-Jacques Urvoas a annoncé vouloir construire 16 000 places de prison. Comme ex-garde des Sceaux, êtes-vous satisfaite de cette annonce ?
Après avoir refusé pendant quatre ans toute construction de places de prison, on ne peut pas se féliciter d'une annonce du gouvernement qui ne connaîtra aucune concrétisation avant la fin du quinquennat. Croyez-moi, le personnel pénitentiaire, qui est méprisé par ce gouvernement, n'est pas dupe. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

Le procès ardent de Buisson contre Sarkozy

En septembre 2007, Nicolas Sarkozy décorait Patrick Buisson à l'Élysée en assurant : « Si je suis ici, c'est grâce à lui. » Neuf ans plus tard, le candidat à la primaire devra-t-il dire : « Si je n'y suis pas revenu, c'est à cause de lui » ? La Cause du peuple, titre riche en allusions, paraît au plus mauvais moment pour l'ancien président.

Buisson n'est pas le premier conseiller élyséen à raconter le quinquennat tel qu'il l'a vécu et à dévoiler propos et confidences de l'ancien président. Après Henri Guaino, Camille Pascal, Marie de Gandt et Georges-Marc Benamou, il est même le cinquième. Et plus d'une page présentait déjà Nicolas Sarkozy sous un jour peu... présidentiel.

Mais ce livre, sur lequel planera toujours l'ombre des enregistrements réalisés à l'insu de l'ancien chef de l'État, est plus sévère encore. Parce qu'il met en scène un Nicolas Sarkozy qui n'aurait pas été à la hauteur de la mission qu'il s'était fixée. Ou que Buisson avait fixée pour lui. On finit par ne plus savoir. Cette histoire, c'est celle d'une conception de la France, de son histoire et de sa nation. Patrick Buisson, comme il l'écrit, défend à la fois la « nation chaîne » et la « nation chène », c'est-à-dire qui conjugue « la transmission » et « l'enracinement ». Lui qui ne cache pas ses sympathies monarchistes et son attachement à l'histoire chrétienne de la France, croit à la dimension sacrée du pouvoir politique. Sarkozy et lui, à partir de 2005, se retrouvent pleinement dans cette conviction que, pour gagner, il faut s'adresser au « peuple », s'intéresser à la France des « oubliés » de toutes les politiques publiques – les « périphéries » plutôt que les banlieues –, « transgresser » les codes classiques des « élites » intellectuelles ou politiques. Ce sera « l'identité nationale » en 2007, les « frontières » en 2012. Et, d'une certaine manière, c'est la même logique utilisée aujourd'hui avec « nos ancêtres les Gaulois ».

Mais avant même la « trahison » finale, il y a une incompréhension initiale. Buisson découvre que Sarkozy est prêt à suivre ses conseils pour gagner une élection, mais pas pour exercer le pouvoir. « Le drame de l'Élu du 6 mai », écrit-il, sera d'oublier que le soutien de la « France

des lève-tôt », de « la France qui n'en peut plus », comportait de lourdes obligations, que ce viatique-là n'était ni inconditionnel ni irrévocable. » Bref, Buisson accuse Sarkozy d'avoir renoncé à « faire le job »,

et ce notamment pour des raisons personnelles et privées. D'avoir cédé à la « scénarisation de l'intime », d'avoir préféré la « jouissance immédiate » du pouvoir à son « incarnation ». Pour le dire autrement, il a cru que Nicolas Sarkozy allait débarrasser la France de « l'héritage de Mai 68 », comme il l'a souvent proclamé, alors qu'il est un enfant de Mai 68, fruit du libéralisme économique et du libéralisme social, deux concepts rejetés par Buisson. Lequel continue de plaider pour une droite capable de réaliser la jonction entre les classes populaires et les valeurs chrétiennes.

En lisant Buisson sur Sarkozy, on retrouve le même désenchantement, il y a trente ans, d'un Pierre Juillet et d'une Marie-France Gaudin quand ils crurent que Jacques Chirac n'était pas à la hauteur du costume qu'ils avaient taillé pour lui. Entre Patrick Buisson et Nicolas Sarkozy, la rupture personnelle est peut-être définitive. Le débat politique, lui, est loin d'être clos. Comme le prouvent les accents « buissoniens » de cette nouvelle campagne sarkozyste. Mais en pointant aujourd'hui l'écart entre les paroles et les actes, Patrick Buisson apporte – et délibérément – de l'eau au moulin de tous ses concurrents à la primaire. ■



» Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

Buisson accuse Sarkozy d'avoir renoncé à « faire le job »



TODS.COM

4 | POLITIQUE

Mélénchon évoque « le récit national »

Mardi, à Boulogne-sur-Mer, le candidat de la gauche radicale est revenu sur le débat autour des « Gaulois ».

SOPHIE DE RAVINEL @S2RVL
ENVOYÉE SPÉCIALE DANS LE PAS-DE-CALAIS

GAUCHE « Le maire m'a promis un panier gourmand en cadeau d'accueil. Il est où ce panier ? Vous le voyez, vous ? » À la gare de Calais, mardi matin, Jean-Luc Mélenchon cherche activement des yeux l'envoyé du maire PS de Boulogne-sur-Mer, où il doit se rendre directement pour une journée de campagne sur le thème de la mer. Mais l'émissaire de Frédéric Cu villier n'apparaît pas. Le candidat de la gauche radicale en plaisante. « Je le connais bien, va, c'est un ancien du MIS, on s'est croisé par le passé ! » Jean-Luc Mélenchon n'a pas l'air de lui en vouloir pour ce panier manqué, qui l'attendait d'ailleurs sagement le soir, sur les lieux de sa réunion publique. Il ne lui en veut pas non plus d'avoir freiné, en juillet, sa velléité de participer à la commémoration du bicentenaire de la libération de l'Argentine par le général de San Martín. Un des héros des indépendances de l'Amérique du Sud qui termina sa vie à Boulogne-sur-Mer et un des nombreux dieux du panthéon personnel de Mélenchon.

Les liens ne sont pas totalement rompus avec le socialiste. L'ex-secrétaire d'État aux Transports reconnaît d'ailleurs « des qualités » à « Mélu », dont celle d'être « concerné et constant sur les questions maritimes ». « Il y a une véritable convergence entre nous, défend le maire du premier port de pêche de France. Souvent, je lui dis de relire ce que nous avons écrit en 2011 sur la croissance bleue, sur les quotas, c'est exactement ce qu'il dit aujourd'hui ! »

Seulement, aujourd'hui, le fossé politique semble impossible à combler entre les deux gauches. Cu villier le prévient qu'il faut « faire attention aux conditions qui rendront possible un rassemblement de la gauche ». « Je ne sais pas quels vont être les lendemains mais il faudra que les gens se parlent ! » À l'heure où la campa-



Jean-Luc Mélenchon lors d'un discours pendant la Fête de l'Humanité, le 10 septembre à La Courneuve. ALAIN APAYDIN / ABACA

gne de 2017 démarre, Jean-Luc Mélenchon, lui, se souvient de ce qui fut peut-être « le pire souvenir » de sa campagne de 2012 : lorsqu'il a été forcé à la veille du second tour, en tribune à Paris, d'appeler à voter contre Nicolas Sarkozy. Et donc pour François Hollande. « Les gens ont commencé à huer avant même que je parle. » Sans le dire, Mélenchon accuse les communistes de l'avoir obligé à lancer cet appel.

Sur ses anciens alliés, le candidat reste discret tant les relations sont tendues avec la direction. Dans son entourage, on se dit certain que le PCF ne décidera pas

de soutenir Mélenchon lors de la prochaine conférence nationale du 5 novembre, préférant attendre le résultat de la primaire du PS pour privilégier le socialiste Arnaud Montebourg s'il devait l'emporter. Mélenchon fait celui qui s'en moque. « Je n'ai jamais été aussi décontracté dans une campagne. »

« Pourquoi aboyer en cadence, quoi que dise Sarkozy ? »

Malin, attentif aux sondages qui lui sont favorables, Mélenchon s'adresse désormais directement à Sarkozy, anticipant sur son rêve de doubler Hollande au pre-

mier tour. « L'histoire des Gaulois de Nicolas Sarkozy n'est pas dénuée de sens. Pourquoi faudrait-il aboyer en cadence, quoi qu'il dise ? Moi, je ne veux pas d'une ethnicisation gauloise du débat. Mais oui, je dis que nous sommes les filles et les fils des Lumières et de la grande Révolution ! À partir du moment où l'on est français, on adopte le récit national », insiste Mélenchon qui songe aux éventuels bienfaits d'un « débat solide » avec Sarkozy « sur l'identité nationale ».

En déplacement à quelques dizaines de kilomètres de Calais et de son camp, Jean-Luc Mélenchon ne s'est pourtant

pas saisi du déplacement de François Hollande, lundi, pour rebondir sur la crise des migrants. Il ne sait même pas s'il se rendra sur place durant sa campagne. « Calais, dit-il, c'est un problème, ce n'est pas un lieu de tourisme où une réserve de petites phrases pour les uns et les autres. L'urgence, c'est de ramasser les 1000 enfants qu'il y a dans ce camp et de s'occuper d'eux, un par un ! » Sur la question de l'immigration, il assure n'avoir « pas bougé » d'un iota dans ses positions. « Je n'ai jamais été un partisan de la liberté d'installation qui pompe les ressources des pays d'origine. » ■

Jean-Marie Le Pen déclenche la guerre des législatives

Le président d'honneur, exclu du FN, invite les « nationaux » à le rejoindre lors d'un « buffet politique », mercredi en Seine-et-Marne.

EMMANUEL GALIERO egallero@lefigaro.fr

FRONT NATIONAL Jean-Marie Le Pen, exclu du Front national, veut présenter, sous son nom, un maximum de candidats aux élections législatives en 2017. Mais l'ex-parachutiste se défend de vouloir poser un caillou dans la chaussure de sa fille. Pour lui, l'initiative est plutôt un parachute ventral de sécurité accroché au FN pour l'empêcher de se fracasser, glisse-t-on dans son entourage.

Mercredi soir, un « buffet politique » est organisé au domaine de Malassise, en Seine-et-Marne. « Jean-Marie Le Pen parlera à tous les nationaux. Un seul chemin, la France ! » lit-on sur le tract d'annonce, à l'invitation du comité Jeanne,

présidé par Pascal Aberlen, ex-délégué FN du département. Ce n'est pas seulement son profil de victimes des purges marinières qui est apprécié. On aime aussi sa prétendue capacité à entraîner dans son sillage « la moitié » de la fédération locale frontiste.

Parallèlement, des marques ont été déposées à l'Institut national de la propriété industrielle (Inpi). On y trouve le Front national libre et le Front national français. Gérard Gérin, le collaborateur du FN, a également déposé, le 3 septembre, la marque « Jean-Marie Le Pen ». Mais dans quel but ? « Parer à toutes éventualités », répond son assistant parlementaire, Lorrain de Saint-Affrique. En cas de changement de nom « brutal » du Front national ou d'orien-

tation inadéquate de la campagne législative, la petite équipe de Montretout à Saint-Cloud se dit prête à dégainer les armes.

« Il devrait prendre sa retraite »

En attendant, elle planche sur les législatives et veut engager des candidats sur le plus grand nombre possible de circonscriptions. Elle affirme en compter une soixantaine, auxquelles elle ajoute une « centaine » de circonscriptions déjà couvertes par le Parti de la France de Carl Lang, partenaire de la bataille. « Le chiffre de 300 à 400 circonscriptions paraît envisageable. On y arrivera », avance Saint-Affrique, en misant sur l'effet mobilisateur du discours que prononcera Jean-Marie Le

Pen le 2 octobre à Rungis, lors de la Journée nationale et identitaire organisée par l'organisation Synthèse nationale, qui veut fédérer les mouvements nationalistes français.

Au FN, on ironise avec désolation. On croit que l'attractivité politique de Jean-Marie Le Pen est « nulle ». On pense aussi que plus il frottera avec l'extrême droite, plus l'image de sa fille s'en détachera. « Il devrait prendre sa retraite », ont confié certains anciens militants aux Estivales de Marine Le Pen à Fréjus, semblant croire davantage en celle qui « a su moderniser le parti ». « Il est totalement paradoxal de demander la réintégration dans un parti, alors qu'on essaye de lui faire un maximum de concurrence », déplore Wallerand de Saint-Just, le trésor-

rier du FN. L'exclusion de Jean-Marie Le Pen sera au menu du TGI de Nanterre le 5 octobre. M^e Georges Sauveur défendra les arguments du mouvement, alors que l'ancien président réclame 2 millions d'euros de dommages et intérêts.

Les marinières ne sous-estiment pas le poids mécanique de certaines candidatures « parasites » que Jean-Marie Le Pen tentera de mobiliser. « À quelques voix près, elles peuvent nous empêcher d'être présents au second tour dans certains secteurs », admet Saint-Just, en accusant une manœuvre de « concurrence directe » destinée à bloquer l'accès des candidats marinières au seuil des 12,5 % de voix, une marche incontournable pour atteindre le second tour des législatives. ■

Collomb estime que Macron « porte un espoir nouveau »

Le sénateur maire de Lyon pense que l'ancien ministre de l'Économie est capable de « tout bousculer » au PS, qui doit, selon lui, « changer ».

SOPHIE HUET @sohue1

GAUCHE Gérard Collomb, qui est un soutien actif d'Emmanuel Macron, pense que l'ancien ministre de l'Économie a la capacité de « tout bousculer », comme l'avait fait François Mitterrand en 1971. Invité du « Talk Le Figaro », mardi, le sénateur maire PS de Lyon a raconté qu'il avait « vécu » le congrès d'Épinay : « On a bien vu que le parti (socialiste) se fossilisait, et quelqu'un qui venait de l'extérieur, puisque François Mitterrand n'était pas au PS (il présidait la Convention des institutions républicaines), a tout bouleversé et créé un nouveau parti qui, à l'époque, a suscité une espérance. » Pour Gérard Collomb, « Emmanuel Macron est capable de faire cela ». D'autant que, selon lui, le PS « va être obligé d'évoluer si l'on s'aperçoit

déjà qu'Emmanuel Macron est à touche-touche avec Nicolas Sarkozy dans les sondages ». Dans ce cas de figure, « le PS ne pourra pas garder la même position qu'aujourd'hui. Moi, mon espoir, c'est qu'il change », a insisté Collomb.

« Des idées en harmonie avec le XXI^e siècle »

Le président de la Métropole de Lyon, qui a accueilli samedi son champion pour un « sommet des réformistes européens », s'est dit convaincu que l'ancien ministre de Bercy « préfigure quelque chose de nouveau », ce qui le rend capable d'attirer « des gens que la politique n'intéressait pas ». Évoquant « la difficulté du camp progressiste », Collomb a fait remarquer que, face aux sondages catastrophiques pour le chef de l'État, « on se dit évidemment qu'il y a un problème et qu'il faut

trouver quelqu'un qui puisse porter un espoir nouveau ». Quand Macron annoncera-t-il sa candidature ? « Cela viendra quand il le jugera bon », a répondu le premier magistrat lyonnais, qui a rappelé qu'actuellement Macron était « dans une phase d'immersion pour aller voir les Français dans les régions prospères comme dans celles qui sont en difficulté ».

Ces très nombreux avis vont être étudiés et triés. Macron en fera la synthèse pour évoquer les forces et les faiblesses de la France, et développer ses propositions lors de trois réunions publiques : le 4 octobre à Strasbourg, le 11 au Mans et le 18 à Montpellier, ville dont le maire « antisyndème », Philippe Saurel, devrait le soutenir.

Gérard Collomb se dit convaincu que les Français « ont assez de la gauche dure et de la droite sectaire », et qu'ils



GÉRARD COLLOMB, mardi, dans le studio du Figaro. MARMARA/LE FIGARO

« cherchent quelqu'un de nouveau qui présente des idées en harmonie avec le XXI^e siècle ». « Ce que fait Macron, c'est de parler à la fois aux générations nouvelles qui sont en mouvement et à ceux qui sont en grande difficulté. (...) Certains viennent de la gauche, d'autres du centre droit. » Macron, le nouveau Kennedy français ? Il trouve la comparaison justifiée. ■

ZOOM

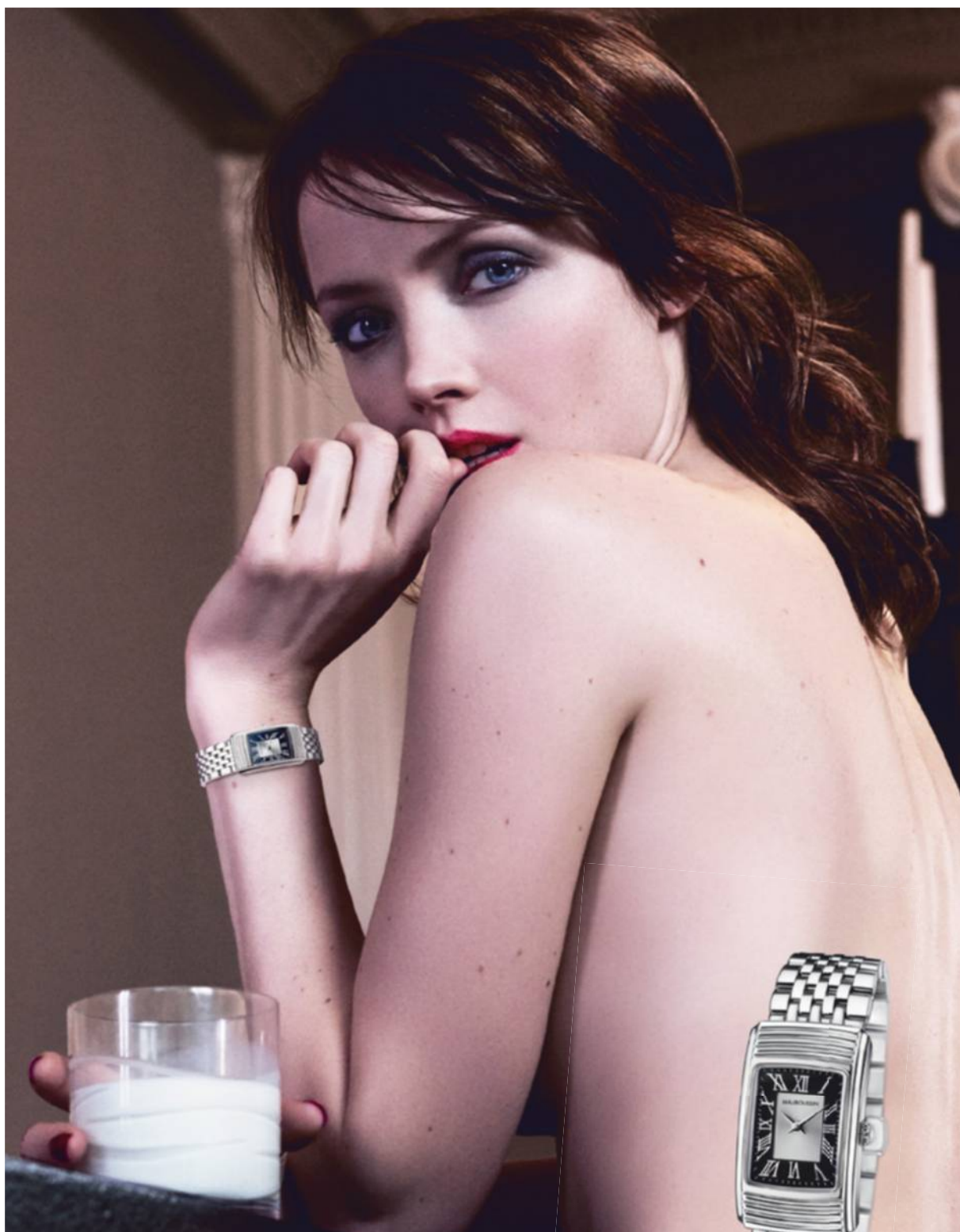
Hollande mobilise ses réseaux de la société civile pour 2017

Le fondateur de SOS-Racisme, Julien Dray, a invité mardi soir au Théâtre de Dix-Heures, à Paris, une centaine de personnes de la société civile, issues du monde culturel, universitaire, économique ou sportif, afin de mobiliser les futurs réseaux pour la campagne de François Hollande. Début septembre, un premier déjeuner avait rassemblé une vingtaine de personnes dans un restaurant du II^e arrondissement. Dray avait demandé à chacun de mobiliser à son tour une dizaine de représentants de la société civile. Ce sont ces têtes de réseaux et leurs recrues qui ont été invitées mardi soir à une première réunion de mobilisation. Devaient être présents l'ancien arbitre international de football Bruno Derrien, la créatrice de mode Sakina M'sa ou l'humoriste et animateur Yassine Belatar.

S. DE RO.

MAUBOUSSIN

Artiste Joaillier



Femme Vitale, montre acier, mouvement à quartz, 325 €

Paris. 15, rue de la Paix - 66, av. des Champs Elysées

Information points de vente: 01 80 18 15 90 - Liste complète des points de vente sur mauboussin.fr/boutiques

Clinton remporte la première manche

Plus combative, connaissant mieux ses dossiers, la candidate a pris l'avantage dans son duel face à Trump.

PHILIPPE GÉLIE @gelifig
CORRESPONDANT À WASHINGTON

ÉTATS-UNIS La barre avait été placée très haut pour Hillary Clinton. Elle était supposée à la fois se montrer « aimable », pour accroître sa cote d'amour, et implacable, pour « détruire » son adversaire. Une majorité d'Américains s'attendaient à ce qu'elle remporte son premier débat face à Donald Trump, en professionnelle de la politique opposée à un « débutant ». La candidate protestait contre ce traitement inégal et se méfiait d'un champion de la télé-réalité réputé imprévisible.

Finalement, l'ancienne secrétaire d'État a réussi ce pari difficile en gardant à l'esprit la véritable raison d'être du grand show politique suivi lundi soir par des dizaines de millions d'Américains : il s'agit d'un entretien d'embauche pour le poste unique de président des États-Unis. Le match de boxe qui y est associé relève de la mise en scène médiatique et, s'il faut en passer par là, cela ne suffit pas pour s'imposer. Donald Trump, qui sait donner des coups, n'a pas été battu sur la forme, il l'a été sur la substance.

« Elle a reçu le meilleur entraînement aux débats que j'aie jamais vu. Elle sait quand attaquer et quand expliquer »
FRANK LUNTZ, UN SONDEUR RÉPUBLICAIN

Hillary Clinton l'a attaqué avec l'efficacité d'un procureur sur tous les sujets sensibles. Il n'est pas sorti de ses gonds, mais il s'est souvent mal défendu, l'interrompant fréquemment avec des arguments parfois naïfs ou cyniques. Elle a mis en cause sa réputation d'homme d'affaires à succès, soulignant l'aide considérable reçue de son père et dénonçant sa brutalité avec ses fournisseurs. « Je tire avantage des lois existantes », s'est-il vanté. Elle a dénoncé son refus de dévoiler sa situation fiscale, insinuant qu'il ne payait aucun impôt ou cachait de « terribles » secrets. « Cela prouve que je suis intelligent », a-t-il dit.

Elle l'a quasi ouvertement accusé de racisme : il n'a pas pris la peine de démentir les pratiques discriminatoires de son groupe. Elle a dénoncé son absence de plan pour vaincre l'État islamique : « Elle dit à l'ennemi tout ce qu'elle veut faire ! s'est-il exclamé. Je ne pense pas que le général Douglas McArthur aurait beaucoup aimé ça... »

Brossant à l'inverse un portrait positif d'elle-même, Hillary Clinton a méthodiquement ciblé les électeurs dont elle a besoin pour l'emporter le 8 novembre : les indécis, les minorités, les femmes. Elle s'est présentée comme la fille d'un ouvrier d'usine exploité par des patrons capitalistes du genre de Trump, elle a formaté ses propositions pour plaire à la classe moyenne, elle a évoqué les tensions raciales et les rapports avec la police en termes calibrés pour séduire les Afro-Américains, elle a endossé le costume de commandant en chef responsable, pour lequel « les mots comptent », et

elle a fièrement proclamé « s'être préparée pour être présidente, parce que c'est ce qu'il faut faire », soulignant le contraste avec son adversaire.

La ligne d'attaque la plus efficace du républicain a été de dénoncer sa rivale comme une « politicienne typique », « tout en paroles, rien en actions », et qui « est là depuis trente ans : pourquoi n'avez-vous pas fait avant ce que vous dites aujourd'hui ? » « J'ai le sentiment qu'à la fin de cette soirée, j'aurai été tenu pour responsable de tout ce qui est jamais arrivé ! » a riposté Clinton. « Et pourquoi pas ? » a dit Trump. Mais il n'a pas poussé son avantage sur le scandale des courriels détruits par l'ancienne secrétaire d'État, ni sur ses relations ambiguës avec la Fondation Clinton. Il ne lui a pas reproché son insulte envers ses supporters « déplorables », ni même mis en cause son « honnêteté » comme il le fait sur les podiums. Et pas une fois il n'a évoqué l'immigration, son

sujet fétiche. Ainsi, Donald Trump a laissé à Hillary Clinton les commandes du débat pratiquement d'un bout à l'autre. « Il n'était pas suffisamment préparé », s'étonne Chris Cillizza du *Washington Post*. Même les commentateurs conservateurs peinent à lui faire crédit d'une bonne performance. « Cette élection n'est pas sur les détails, et Trump est meilleur dans la peinture au pochoir », assure Daniel Henninger, dans le *Wall Street Journal*. Frank Luntz, un sondeur républicain qui avait réuni un panel d'électeurs indécis en Pennsylvanie, a constaté que la victoire allait à Clinton par 16 voix contre 5. « Elle a reçu le meilleur entraînement aux débats que j'aie jamais vu, a-t-il dit. Elle sait quand attaquer et quand expliquer. »

La première manche est donc jouée, mais pas le match. Il reste encore deux face-à-face, les 9 et 19 octobre – plus un débat entre les colistiers le 4 octobre. Trump ne devrait pas commettre deux

fois les mêmes erreurs, et l'agressivité démontrée par Clinton l'expose probablement à un retour de bâton. Le républicain peut muscler sa préparation et durcir son jeu. Lundi soir, les experts du « fact-checking » – la vérification des allégations des candidats – ont accordé le bénéfice de l'exactitude à la démocrate : sur 24 déclarations litigieuses identifiées par le site PolitiFact, 19 ont été prononcées par Trump, 5 par Clinton.

Il faudra attendre la fin de la semaine pour mesurer les effets du premier débat sur les sondages. Mais une campagne présidentielle ne se résume pas à cette dramaturgie télévisée. Il reste six semaines et beaucoup de choses peuvent arriver, y compris de nouvelles révélations sur les courriels de Clinton. Reste qu'à la première occasion qui lui était offerte de se montrer présidentiel, Donald Trump a raté le coche. ■

➤ Lire aussi [PAGE 16](#)



Hillary Clinton et Donald Trump, lundi soir, à l'université Hofstra, près de New York, juste avant le face-à-face. JOE RAEDLE/POOL VIA AP

Quatre-vingt-dix minutes de passes d'armes entre les deux rivaux

Beaucoup de mimiques et d'interruptions d'un côté, une posture très contrôlée de l'autre. Le face-à-face a débuté de manière sobre, mais les passes d'armes n'ont pas tardé.

Les impôts de Donald Trump

Clinton : « On doit vraiment s'interroger sur la raison pour laquelle il refuse de publier ses déclarations d'impôt. Peut-être ne veut-il pas qu'on découvre qu'il n'est pas aussi riche qu'il le prétend ? Ou aussi charitable ? Ou qu'on sache ce qu'il doit aux banques et à Wall Street ? Ou qu'il paye zéro impôt ! Ce qui signifie zéro pour nos troupes, zéro pour nos vétérans, zéro pour nos écoles. En tout cas, ce doit être quelque chose de vraiment important, terrible peut-être. Il nous doit une réponse. »

Trump : « Je publierai mes déclarations d'impôts quand elle publiera les 33 000 e-mails qu'elle a effacés »

Clinton : « J'ai rencontré tant de petits

entrepreneurs que vous n'avez jamais payés pour leur travail. Il y a un architecte dans la salle... »

Trump : « Peut-être n'a-t-il pas fait du bon travail, je n'étais pas satisfait... »

Clinton : « Vous vous vantez d'être le roi des dettes. Parfois, les méthodes employées dans les affaires se révèlent très mauvaises appliquées au gouvernement. »

Trump : « Je profite des lois en vigueur. J'ai le devoir de prendre soin de moi, de ma famille, de mes employés, de mes affaires. »

« Je publierai mes déclarations d'impôts quand elle publiera les 33 000 e-mails qu'elle a effacés »

DONALD TRUMP

La conspiration sur Barack Obama

Trump : « J'ai réussi à faire publier par le président son acte de naissance. J'ai fait du bon travail pour le pays. »

Clinton : « Vous avez bien entendu ! Le mensonge raciste du "Birther" (l'insinuation qu'Obama n'était pas américain) ne

peut pas être évacué si facilement. Donald a persisté pendant des années. En 1973, il a été poursuivi pour discrimination parce qu'il refusait de louer ses appartements aux gens de couleur. Il a un long passif de comportement raciste. »

Trump : « J'ai obtenu un règlement amiable sans admission de culpabilité. » Mais il ne dément pas.

Le tempérament d'un président

Clinton : « Vous me critiquez pour m'être préparée. Oui, je me suis préparée, vous savez pourquoi ? Je me suis préparée pour être présidente. Et je crois que c'est ce qu'il faut faire. » Le public, tenu au silence, applaudit.

Trump : « J'ai un bien meilleur jugement qu'elle. J'ai aussi un bien meilleur tempérament. Je dirais même que c'est mon meilleur atout. » La salle rit.

Clinton : « Donald, je sais que vous vivez dans votre propre réalité... Donald ne dit jamais ce qu'il ferait. Les mots comptent quand on est président. »

Trump : « Elle n'a pas l'allure et elle n'a pas l'endurance pour être présidente. »

Clinton : « Quand vous aurez parcouru 112 pays et témoigné pendant 11 heures d'office devant le Congrès, vous viendrez me parler d'endurance. » ■

« Spin alley », coulisse où se mêlent politique et médias


MAURIN PICARD (A NEW YORK)
@MaurinPicard

L'ENVERS du décor d'un débat présidentiel offre un saisissant jeu de miroir : sous le feu des projecteurs, le ballet savamment réglé des candidats peut parfois tourner au vilain pugilat, comme ce fut le cas lundi soir entre Donald Trump et Hillary Trump. Les coulisses, elles, ressemblent à une effarante volière, dissimulant pourtant une chorégraphie bien huilée. Sitôt la grand-messe télévisée conclue, des portes battantes s'ouvrent vers le centre de presse attendant, gigantesque hangar high-tech abritant des milliers de journalistes. S'y engouffrent les VIP et *pundits* (du sanskrit *pandita*, l'homme qui sait), ces « experts de rien mais autorisés sur tout », comme l'écrit joliment Guillaume Faure dans son *Dictionnaire rock, historique et politique de l'Amérique*, pour livrer gracieusement leurs réflexions définitives aux médias. Le néophyte a de quoi être désarçonné par cet étonnant cirque médiatique : dans la foule des caméras et des tables encombrées de matériel, d'accortes hôtesse portant un polo bleu nuit « *Debate 2016* » se traient

un chemin en brandissant une sorte de tige matelassée de couleur au nom de la personnalité qui les talonne. Rouge, pour les républicains. Bleu, pour les démocrates. Voici venir Jeff Sessions, sénateur de l'Alabama et conseiller de politique étrangère de Donald Trump. Regard acéré, il murmure que Trump n'a « jamais, absolument jamais, appelé à l'invasion de l'Irak ». Non loin, Katrina Pierson, la porte-parole du milliardaire, engoncée dans un fuseau rouge ultra-sexy, maintient que Trump n'a « jamais voté pour aucune guerre que ce soit, lui ».

« Mon micro était défectueux »

Mais les *pundits* connaissent la règle : arrive un plus gros prédateur et ils s'effacent, pour se reformer en troupeau grégaire autour d'un nouveau venu. Donald Trump apparaît, encadré par le Secret Service, suivi par sa femme Melania, sa fille Ivanka, son fils Don Jr, semant une pagaille indescriptible. Hillary Clinton volatilisée, le milliardaire pourrait ravir l'estrade médiatique qui lui est offerte, mais il n'a visiblement pas le cœur à cela : « Mon micro était défectueux », annonce-t-il, la mâchoire serrée, se demandant si cela était « *délibéré* ». Quand même la technique vous lâche... ■



LAURE MANDEVILLE - QUI EST VRAIMENT DONALD TRUMP ?

Les secrets d'un homme.

L'enquête indispensable pour comprendre la colère américaine.

LE FIGARO
EQUATEURS
361°

Khan défie Corbyn sur sa capacité à faire gagner le Labour

Au congrès du Parti travailliste, le maire de Londres se fait l'écho des divisions sur la stratégie de reconquête du pouvoir.

FLORENTIN COLLOMP [@fcollomp](#)
ENVOYE SPECIAL A LIVERPOOL

ROYAUME-UNI La question de sa légitimité réglée, après le putsch raté de ses députés, Jeremy Corbyn est attendu ce mercredi sur son programme de leader de l'opposition de Sa Majesté, lors de son discours de clôture du congrès du Labour, à Liverpool. Le parti de gauche reste néanmoins divisé quant à la stratégie à adopter pour reconquérir l'opinion et es-

« Il est temps pour nous d'œuvrer ensemble pour la récompense suprême: remettre le Labour au pouvoir »

SADIQ KHAN

pérer gagner les prochaines élections en Grande-Bretagne. Celles-ci sont prévues en 2020, mais l'hypothèse d'un scrutin anticipé, peut-être dès l'an prochain, n'est pas écartée. Le Labour sait qu'il doit se préparer. Pour Corbyn, le défi est simple: faire mentir la prédiction de son prédécesseur à la tête des travaillistes pendant les années 1980, Neil Kinnock, 74 ans, qui a avoué craindre de ne jamais revoir son parti au pouvoir de son vivant.

Fort des 62 % des voix de militants travaillistes portées sur son nom, Corbyn cherche à asseoir son autorité et à aligner le parti sur sa ligne ultragauche. « Plus besoin de murmurer le mot dans ce parti: c'est le socialisme », a résumé John McDonnell, son éminence grise en charge de l'économie, devant les congressistes. Voilà le « blairisme » enterré une fois pour toutes. Au risque, critiquent les modérés du parti, de tourner le dos aux attentes d'une majorité d'électeurs.

Un seul homme peut se targuer d'un mandat populaire encore plus important que celui de Corbyn: le maire de Londres, Sadiq Khan, élu en mai avec 1,3 million de voix (57 % au second tour), ce qui en fait le politicien investi du plus vaste soutien au suffrage universel de l'histoire britannique. Lors d'un discours salué par une *standing ovation*, mardi, il a indirectement défié Jeremy Corbyn sur sa capacité à conquérir le « pouvoir », un mot répété pas moins de 38 fois durant une allocution d'une dizaine de minutes. « Il est temps pour nous d'œuvrer ensemble pour la récompense suprême: remettre le Labour au pouvoir », a-t-il imploré. Pas juste en parler, mais agir pour y arriver. Un Labour privé du pouvoir ne sera jamais suffisant. Nous ne pourrions améliorer les vies des gens qu'en étant au pouvoir. En gagnant les élections. »

Le message est clair, quand on se rap-



Sadiq Khan, le maire de Londres, lors du congrès du Parti travailliste, mardi à Liverpool.

pelle que Sadiq Khan a refusé de soutenir Jeremy Corbyn cet été, le jugeant inapte à remporter les élections. C'est aussi une façon, pas forcément très subtile, de mettre en valeur ses états de service personnels. Aux yeux de beaucoup, le maire de Londres se distingue comme l'un des seuls travaillistes aptes à succéder à Corbyn quand viendra son heure.

Autre visage de la *realpolitik*, Chuka Umunna, 37 ans, député de Londres, fils d'immigré comme Sadiq Khan, fait lui aussi entendre sa voix divergente. Après avoir renoncé en 2015 à briguer la tête du Labour, il semble n'avoir pas fait une

croix sur ses ambitions à long terme. Omniprésent pour défendre sa vision de centre droit opposée à la direction de Corbyn dans les tables rondes du congrès de Liverpool ou sur les plateaux télé, malgré ses déclarations en faveur de l'unité. « On ne risque pas de gagner un jour si on considère les électeurs qui ont voté pour les conservateurs en 2015 comme le diable incarné », s'impatiente-t-il. S'ils ne veulent pas rester cantonnés dans l'opposition pour des décennies, les travaillistes doivent s'unir et, en effet, marcher sur les terres des torys, au pouvoir depuis 2010. Ils en sont encore loin. ■

ZOOM

Mausolées de Tombouctou : la CPI punit un djihadiste

La Cour pénale internationale (CPI) a condamné mardi à neuf ans de prison le Touareg malien Ahmad al-Faqi al-Mahdi pour la destruction de mausolée de Tombouctou. « C'est bien fait pour lui. J'ai vu ce type ici pendant la crise (de 2012). Il était comme Dieu sur Terre. Aujourd'hui, on lui montre qu'il n'est rien. C'est bien pour l'exemple », a déclaré à l'AFP Mohamed Issa Touré, un guide touristique à Tombouctou. « Justice est rendue ! On sait maintenant que les gens qu'on appelait djihadistes n'étaient pas des dieux », a affirmé Mamadou Diallo, un enseignant. L'important pour les communautés c'est que ce procès soit allé jusqu'au bout », a commenté le représentant de l'Unesco au Mali.

EN BREF

Boris Johnson évoque à Ankara son « oncle Zeki »

Le chef de la diplomatie britannique, Boris Johnson, en visite en Turquie, a tenté mardi de minimiser ses anciennes piques sur ce pays et son président. « Certains parmi vous savent peut-être que c'est la terre de mes ancêtres », a-t-il dit à Ankara, évoquant son « grand-oncle Zeki » et son « cousin Selim ».

Égypte : 184 migrants sont morts dans un naufrage

Les autorités égyptiennes ont renfloué mardi le bateau de migrants ayant fait naufrage la semaine dernière en Méditerranée au large des côtes égyptiennes, communiquant un nouveau bilan de 184 morts après la découverte de nouveaux corps. Jusqu'à 450 migrants se trouvaient à bord du bateau de pêche lorsqu'il a chaviré mercredi dernier au large de la ville portuaire de Rosette, selon le témoignage de survivants.

Attentat de Dresde: la piste xénophobe

Deux bombes artisanales ont visé notamment une mosquée, lundi soir, sans faire de victimes.

NICOLAS BAROTTE [@NicolasBarotte](#)
CORRESPONDANT À BERLIN

ALLEMAGNE Deux explosions ont retenti lundi soir aux alentours de 22 heures dans le cœur de Dresde. Le premier engin explosif artisanal avait été placé devant la porte d'une mosquée, le deuxième sur la terrasse du centre des congrès ICC, qui doit accueillir lundi prochain le président fédéral Joachim Gauck, à l'occasion de la fête nationale allemande. La chancelière Angela Merkel est aussi attendue dans la capitale de Saxe. Personne n'a été blessé et les dommages ont été limités: une porte enfoncée, du verre brisé, un hôtel évacué par précaution. Mais le double attentat a choqué l'Allemagne mardi matin. « Ce n'est pas seulement une attaque contre la liberté religieuse, mais aussi une tentative consciente pour tuer », s'est exclamé le ministre président du Land, Stanislaw Tillich (CDU).

« Même s'il n'y a jusqu'ici aucune revendication, nous devons partir du principe qu'il s'agit d'actes à motivation xénophobe », a affirmé mardi le président de la police locale, Horst Kretzschmar. « Nous suspectons aussi un rapport avec les célébrations de la journée de l'Unité allemande », a-t-il ajouté. Les cibles laissent effectivement peu de doutes. « Nous sommes passés en gestion de crise », a déclaré la police. La sécurité a été renforcée autour des cinq lieux de culte musulman de la ville. Le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, qui participait mardi au 10^e anniversaire de la Conférence musulmane, s'est dit « scandalisé ».

La piste d'extrême droite est privilégiée. Les deux attentats s'ajoutent à une longue liste d'agressions racistes depuis le début de l'année. Depuis janvier, 507 actes de violence contre des étrangers ont été recensés, soit presque le double de l'année dernière. « La rhétorique de la ré-

sistance a progressé » dans les milieux néonazis, s'est inquiété le gouvernement dans une réponse écrite à un parlementaire, révélée par *Der Spiegel*. Les réseaux « identitaires » sont par ailleurs bien implantés à Dresde. Depuis deux ans, la ville est le théâtre des manifestations hebdomadaires de Pegida, le mouvement qui dénonce « l'islamisation de l'Occident ».

En Saxe, comme dans presque toute l'Allemagne de l'Est, la xénophobie est en recrudescence. À la crise sociale latente depuis la réunification s'est ajoutée depuis un an la peur des réfugiés. À Heidenau, en août 2015, des militants d'extrême



« C'est une tentative consciente pour tuer »

STANISLAW TILICH (CDU),
PRÉSIDENT DU LAND DE SAXE

me droite sont descendus dans la rue pour demander la fermeture d'un centre d'accueil. À Clausnitz, en février, un bus de demandeurs d'asile a été chahuté par la foule. À Bautzen, il y a une dizaine de jours, une bande de jeunes réfugiés et un groupe de militant néonazis se sont affrontés dans la rue.

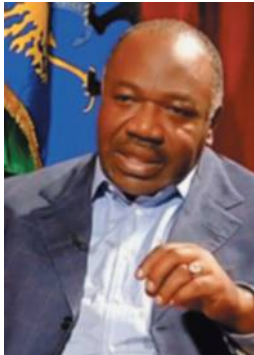
« L'extrémisme de droite dans toutes ses formes pose une menace très sérieuse pour la paix sociale et le développement économique » dans les Länder d'ex-Allemagne de l'Est, s'étaient alarmées les autorités dans un rapport gouvernemental sur « l'état de l'unité » allemande, paru il y a une semaine. « C'est plus qu'un simple signal d'alarme quand les agressions et les violences sont soutenues par le cœur de la société ou acceptées en silence », a dénoncé son auteur, Iris Gleicke. Face à la « haine » grandissante, la chancelière a plusieurs fois promis qu'elle opposerait son action. Sans résultat pour l'instant. ■



90, Rue du Faubourg Saint Honoré - Paris
17, Rue des États Unis - Cannes

Ali Bongo s'empresse de prêter serment

Quatre jours après la proclamation officielle des résultats d'une élection très contestée, le président gabonais a été investi mardi.



Ali Bongo lors d'une interview télévisée, le 24 septembre à Libreville. REUTERS TV

TANGUY BERTHEMET @tanguyber
ENVOYÉ SPECIAL À LIBREVILLE

GABON Après une proclamation officielle des résultats de la présidentielle quasi en catimini, au beau milieu de la nuit, le Gabon a organisé mardi une investiture au pas de charge. Quatre jours à peine après sa victoire hautement contestée, alors que le pays se calme à peine, Ali Bongo a prêté serment devant un parterre d'invités un rien étonnés de tant de célérité. La veille encore, l'heure de la cérémonie n'était pas vraiment fixée, et ce sont des hôtes et des dignitaires pressés et étourdis qui, au matin, défilaient sur les marbres du Palais du bord de mer dans une entente odor d'encens. Cet empressement peu courant semble avant tout viser à empêcher une opposition désemparée de se réorganiser, et de rendre irréversible la réélection d'Ali Bongo. « Il s'agit d'aller vite car il y a beaucoup de

choses à régler sans attendre. Il y a beaucoup d'urgence », assurait-on dans l'entourage du président.

Cette prestation de serment express permet aussi aux autorités d'expliquer la relative faiblesse des délégations étrangères. Seuls quatre présidents - Mali, Niger, Togo et Sao Tomé - ont fait le déplacement. Le Maroc, dont le roi est un proche d'Ali Bongo, a envoyé son premier ministre. Mais les grands voisins, Congo ou Cameroun, se sont contentés de délégations. Une demi-surprise. En dehors d'Afrique, nul ou presque n'a adressé de félicitations à l'élite, la France et les États-Unis se contentant de « prendre acte ». Aucun ministre français n'a fait le déplacement, une exception dans l'histoire des deux pays. « Que la France vienne ou non n'a aucune importance. Elle n'a plus de diplomatie. Ce n'est plus elle qui donne le la. Elle est collée à l'Union européenne », assurait Alain-Claude Billé By Nzé, le ministre de la Communication. Le communiqué de

Jean-Marc Ayrault soulignant « que les doutes ne sont pas levés » sur les conditions de la réélection d'Ali Bongo n'est pas passé. Pas plus que les commentaires secs de Federica Mogherini, haute représentante de l'UE, affirmant que « la confiance du peuple gabonais concernant l'intégrité du processus électoral peut, légitimement, être mise en doute ». « Ce n'est pas à nous de dire qui a gagné. Mais ce qui s'est passé au Gabon est très grave et n'est pas dans la tradition du Gabon. C'est au président de trouver une issue et de faire des ouvertures », explique-t-on au Quai d'Orsay.

Dialogue difficile

La tâche sera ardue. Si tous sont d'accord sur l'idée que seul le dialogue sera salvateur pour sortir le pays de la crise, personne ne semble réellement prêt à l'entamer. Dans son costume de cérémonie, le président a bien tenté de tendre la main « à tous les Gabonais ». Disant comprendre « le doute de certains », il a invité

« toutes les forces de vives de la nation à s'asseoir ensemble ». « Chez nous, les problèmes se règlent en famille dans le corps de garde », a-t-il néanmoins dit, écartant ainsi l'idée de toute médiation étrangère, réclamée par l'opposition. Certes, il s'est dit ouvert à évoquer les sujets brûlants comme le nombre des mandats présidentiels, encore illimité au Gabon. Mais c'est là un point concret bien tardif aux yeux de ses adversaires. « Nous demandons à parler de ces questions depuis des années et ça nous a toujours été refusé. Et maintenant, après les élections, on propose de dialoguer. C'est trop tard », a répondu Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, le porte-parole de l'opposant Jean Ping.

Dans un tel contexte les chances de pourparlers semblent maigres. D'autant que le temps est compté. Visiblement peu décidé à ralentir le rythme de sa reprise en main du pouvoir, Ali Bongo a annoncé la création d'un nouveau gouvernement « dans les prochains jours ». ■

Fayez al-Sarraj: « Les militaires dépendent du politique »

Le premier ministre libyen rappelle au maréchal Haftar, installé dans l'est du pays, qu'il doit se placer sous ses ordres.

PROPOS RECUEILLIS PAR
THIERRY PORTES @tportes@lefigaro.fr

LIBYE Chef du gouvernement reconnu par la communauté internationale, Fayez al-Sarraj était mardi à Paris où il a rencontré *Le Figaro*.

LE FIGARO. - Où en est la constitution de ce nouveau gouvernement d'unité nationale que vous a demandé de former le Parlement de Tobrouk ?
Fayez AL-SARRAJ. - Nous avons traité cette question positivement, bien que le Parlement de Tobrouk ne nous ait pas formulé sa demande par une lettre officielle. Les consultations ont donc commencé pour compléter notre équipe.

« Le Croissant pétrolier est le bien de tous les Libyens et il doit être préservé de tout conflit »

Mais ce n'est pas un secret que des personnalités et des partis ne veulent pas la réussite de ce gouvernement d'union nationale. Nous avons beaucoup de problèmes avec tous ceux qui jouent la scission. Parmi ceux-ci, certains se sentent exclus ; les autres ne veulent rien d'autre que notre échec.

Quel jugement portez-vous aujourd'hui sur la prise de contrôle du Croissant pétrolier par le maréchal Haftar ?
Nous avons été mis devant le fait accompli. Le Croissant pétrolier est le bien de tous les Libyens et il doit être préservé de tout conflit. Nous essayons aujourd'hui de traiter cette affaire d'une manière positive et d'éviter une guerre civile. Nous avons invité tous les Libyens à revenir à la raison et à ne rien envier. Mais quelle que soit la force présente sur le Croissant pétrolier, celle-ci doit être sous la tutelle du Conseil présidentiel.

Le maréchal Haftar a-t-il, comme il s'y est engagé, rétrocedé à la NOC - la Compagnie nationale de pétrole - la pleine gestion du Croissant pétrolier ?
Nous l'espérons. La NOC appartient à l'État libyen et se trouve sous l'autorité du Conseil présidentiel. Il y a un mécanisme pour la vente du pétrole dans

mon pays. L'argent du pétrole libyen exporté par la NOC est placé sur un compte de la banque extérieure libyenne, puis il est reversé par la NOC sur le compte de la banque centrale. Cela prend du temps. Ce mécanisme doit être respecté, et il ne faut pas jouer avec. Je le répète : le pétrole libyen est le bien de tous les Libyens.

Quelle place doit-on réserver au maréchal Haftar dans l'équipe devant diriger la Libye ?
Dans tous les États, les militaires dépendent du pouvoir politique. Si on accepte ce principe, qui vaut partout, alors aucune exclusion ne sera prononcée contre personne. Mais tout un chacun doit accepter de travailler sous la responsabilité du Conseil présidentiel.

Peut-on constituer une armée libyenne sans Haftar, et faut-il y intégrer les milices ?
L'armée libyenne ne date pas d'aujourd'hui, elle a été constituée il y a des dizaines d'années. Elle est présente à l'est, à l'ouest et au sud de la Libye, avec des chefs militaires dans chacune



Fayez al-Sarraj, premier ministre du gouvernement d'union nationale en Libye, lundi à Paris.

VINCENT BOISOT POUR LE FIGARO

vent aller dans le service civil. Il y a tout un travail à faire, et il faut suivre un processus militaire qui ne perturbe pas plus cette institution.

L'État islamique est en train d'être extirpé de Syrie. Mais ces combattants demeurent-ils une menace pour votre pays ?
À Syrie, il ne reste pas plus d'une dizaine ou d'une vingtaine de combattants de l'État islamique, et ils sont prisonniers d'une zone bien délimitée. Il faut rendre hommage à tous ceux qui ont combattu et pour certains d'entre eux, perdu leur vie, dans cette bataille contre Daech. Nous avons accompli l'essentiel de cette mission. Bien sûr, certains ont pu s'enfuir hors de la Libye. Nos services et d'autres les suivront et nous allons les combattre jusqu'au bout. Combattre le terrorisme est une œuvre de longue haleine qui nécessite des efforts continus, pas seulement en Libye, mais partout. Mais nous, Libyens, devons être très vigilants, pour que cela ne recommence pas.

Que peut faire la Libye pour mieux contrôler l'afflux sur son sol de migrants qui ensuite viennent en Europe ?
L'immigration illégale est une question complexe, que nous traitons avec l'Union européenne et certains pays plus particulièrement. La Libye est un pays de transit. Ce n'est pas un pays source. Certains pays européens veulent rendre les migrants arrivant sur leur sol à la Libye. Mais cela n'est pas possible, ni tenable pour nous, vu notre démographie. Nous devons penser des projets économiques dans les pays d'origine, pour que ces gens ne se lancent pas, au péril de leur vie, dans l'immigration illégale. Les flux de migrants viennent par le sud de la Libye. Nous avons engagé des discussions avec plusieurs chefs d'État pour voir comment contrôler nos frontières communes. Et L'Europe peut nous aider. ■

Le délicat jeu de la France, entre Tripoli et Tobrouk

Tout en soutenant le gouvernement d'union nationale de M. al-Sarraj, la diplomatie française appelle à ce que celui-ci trouve « un compromis »

LE PREMIER MINISTRE libyen Fayez al-Sarraj a finalement répondu, mardi, à l'invitation lancée publiquement le 30 août par François Hollande. C'est la première fois que le chef de l'exécutif libyen se rend dans un pays européen, se plaçant à noter l'Élysée, pour marquer l'implication française dans la crise libyenne. L'arrivée quelque peu différée du Tripolitain à Paris souligne toutefois la partition particulière jouée par la France, qui se retrouve auprès des deux frères ennemis de l'est et l'ouest libyen, qu'elle tente de rapprocher. Tout en soutenant le gouvernement d'union nationale de M. al-Sarraj, notre diplomatie appelle en effet, comme l'a récemment affirmé son chef Jean-Marc Ayrault, à ce que celui-ci trouve « un compromis » avec le maréchal Khalifa Haftar.

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, était enco-

re ce dimanche au Caire, pour s'entretenir avec le président Abdel Fattah el-Sissi, le parrain régional du maréchal Haftar, dont les troupes sont positionnées dans l'est libyen, en cette Cyrénaïque frontalière de l'Égypte. La Russie s'est également rangée du côté de Haftar, lui fournissant, comme l'Égypte, des armes. La France se trouve dans cette alliance, comme elle doit publiquement le reconnaître, après la mort de trois de ses militaires près de Benghazi, en juillet.

M. al-Sarraj a oublié les griefs qu'il avait à l'époque formulés. Il a assuré au *Figaro* qu'il faisait aujourd'hui siennes les explications de la France, qui aurait envoyé « quelques unités pour suivre les agissements de Boko Haram » en Cyrénaïque. Soit. Au vrai, la présence de militaires français a plutôt coïncidé et accompagné

l'avancée des troupes de Khalifa Haftar dans plusieurs quartiers de Benghazi, jusque-là tenus par des milices plutôt alliées de celles de l'Ouest libyen.

Guerre civile

Contrairement aux Français, mais également en petit nombre, les militaires américains, britanniques et italiens sont, eux, plutôt positionnés en Tripolitaine, du côté des troupes hostiles à celles du maréchal Haftar. Ce sont les frappes des avions américains qui ont accompagné l'offensive couronnée de succès des combattants de Misrata contre les djihadistes de l'État islamique (EI) à Syrte.

L'EI éliminé, les troupes de Misrata, qui ont agi sous la tutelle politique d'al-Sarraj et de son gouvernement qu'elles affirment soutenir, font désormais face à celles de Khalifa Haftar, qui est en

phase avec le parlement de Tobrouk. L'armée du maréchal a encore récemment gagné du terrain, en s'emparant du Croissant pétrolier libyen, entre Syrte et Benghazi. Un affrontement qui relancerait la guerre civile libyenne, et peut-être jusqu'à un niveau de violence sans précédent, ne peut être exclu.

Les parrains diplomatiques et militaires de la Libye se sont entendus, lors de la récente assemblée générale de l'ONU, pour soutenir le gouvernement d'al-Sarraj et le parlement de Tobrouk. Et pour inviter M. al-Sarraj à constituer une armée libyenne réunissant, sous sa responsabilité, les principales forces en présence, dont celles du maréchal Haftar. La France, par son curieux positionnement, a peut-être la possibilité de donner un peu de consistance à ce qui n'est aujourd'hui qu'un vœu pieux. ■

T.P.

SOCIÉTÉ

Polémique autour d'un nouveau délit d'entrave numérique à l'IVG

L'initiative du gouvernement soulève des craintes sur le respect de la liberté d'expression.

AGNÈS LECLAIR @AgnèsLeclair

FAMILIE La question de la liberté d'expression s'invite dans le débat sur la défense du droit à l'avortement. Le gouvernement a confirmé mardi sa volonté de créer un délit d'entrave numérique à l'interruption volontaire de grossesse. « L'action des groupes anti-choix s'est déplacée des grilles des hôpitaux pour se développer sur Internet » ou des « activistes opposés à l'avortement lancent des campagnes de grande ampleur », selon Laurence Rossignol. La ministre des Droits des femmes a dévoilé l'amendement au projet de loi égalité citoyenneté, en débat au Sénat à partir du 4 octobre, pour créer ce délit. Ce dernier vise « les allégations, indications ou présentations faussées et de nature à induire intentionnellement en erreur, dans un but dissuasif, sur la nature, les caractéristiques ou les conséquences médicales d'une IVG, à exercer des pressions psychologiques sur les femmes s'informant sur une IVG » sur la Toile. L'entrave numérique à l'IVG pourrait être punie de deux ans de prison et de 30 000 euros d'amende.

« Être hostile à l'IVG est une opinion que chacun peut exprimer librement. Le fait d'induire délibérément en erreur, d'exercer des pressions psychologiques ou morales afin de dissuader les femmes de recourir à l'IVG (...) nécessite une réponse pénale », a indiqué le ministre dans un communiqué. « Qu'est-ce qu'une pression morale ou psychologique ? N'est-ce pas une notion



Afterbaiz, un site supposé « exercer des pressions psychologiques ou morales afin de dissuader les femmes de recourir à l'IVG ».

très subjective ? », se défend Émile Dupont, créateur du site Afterbaiz - un des sites ciblés par la ministre - et porte-parole du mouvement « d'agit-prop » anti-avortement Les Survivants. « Vous avez le droit de penser ce que vous voulez mais vous n'avez pas le droit de le dire ? Cela ne semble difficilement applicable dans une démocratie », ironise pour sa part Pascale Morinière, vice-présidente des Associations familiales catholiques (AFC) qui dénonce une volonté « de banaliser l'avortement depuis 2012 » et considère que « le nombre très élevé d'avortements en France constitue un problème de santé publique qui devrait être traité comme tel ».

« Un débat d'intérêt public »

« C'est une atteinte à la liberté d'expression, s'accorde à penser Guillaume Drago, professeur de droit public à l'université Panthéon-Assas (Paris-II). Va-t-on pouvoir parler de ce grand tabou de la so-

ciété française qu'est l'avortement ? » Et de souligner que, dans un arrêt récent, la CEDH (Cour européenne des droits de l'homme) « a reconnu qu'une campagne anti-IVG contribuait à un débat d'intérêt public, utile même s'il était controversé ».

Effet d'annonce ou nouvelle arme juridique efficace ? Du côté du Planning familial, on reste prudent sur l'initiative du gouvernement. Le 28 septembre, journée du droit à l'avortement, l'association lance pour sa part la campagne « Ceci n'est pas un cintre » pour rappeler les drames des avortements clandestins et continuer à défendre le droit à l'IVG. « La bataille contre les sites anti-choix se joue d'abord sur le plan de la communication, lance Veronica Noseda, coordinatrice nationale du Planning familial. Certes, il faut contrer les discours dangereux, éviter que des femmes en situation de fragilité se fassent manipuler mais il me semble plus efficace de mobiliser la majorité silencieuse

des Français attachés au droit à l'IVG. Les anti-choix ne risquent-ils pas de se servir de ce délit pour se faire passer pour des victimes ? Comment sera-t-il appliqué ? »

Même s'il semble encore flou et suscite des critiques, ce délit d'entrave numérique pourrait être appliqué, note cependant Thierry Rambaud, professeur de droit public à l'université Paris-Descartes et à Sciences Po. « Les juges devront faire la balance entre la liberté de conscience de chacun et les droits et les libertés à pratiquer un acte médical autorisé par la loi, explique-t-il. Ils devront s'interroger sur l'intention de celui qui diffuse l'information : s'agit-il de participer à un débat d'intérêt général ou de nuire à une personne et de discréditer un acte ? » Engagée pour « la défense de la vie », la Fondation Jérôme Lejeune a annoncé qu'elle prendra « toutes les dispositions juridiques », à commencer par un recours au Conseil constitutionnel, pour contester cet amendement. ■

ZOOM

Plusieurs projets d'attentats déjoués à Nice depuis le 14 juillet

Le procureur de la République de Nice, Jean-Michel Prêtre, révèle dans un documentaire de France 3 Côte d'Azur consacré à la lutte contre le phénomène de radicalisation dans les Alpes-Maritimes, qui sera diffusé ce mercredi soir, que plusieurs projets d'attentats ont été déjoués depuis celui du 14 juillet, qui avait fait 86 morts sur la promenade des Anglais. « Il y a plusieurs dossiers qui ont été transmis au parquet antiterroriste de Paris », indique le magistrat dans un extrait diffusé sur le site de France 3 Côte d'Azur. Ces projets d'attentats, indique Jean-Michel Prêtre, concernaient des « lieux de culte, des rassemblements, des manifestations sportives, des stades, des écoles ». « On se retrouve avec des personnes qui commencent parfois à articuler des choses assez précises sur un type de cible », détaille-t-il. Lundi, lors d'une audience solennelle d'installation de nouveaux magistrats au tribunal de grande instance de Nice, le procureur était déjà revenu longuement sur la question du terrorisme. Il avait précisé que « depuis le 14 juillet, le parquet de Nice (avait) traité plus de 70 affaires » en lien avec la lutte contre la radicalisation et le terrorisme. Des procédures diverses pouvant concerner à la fois des actes d'apologie du terrorisme, de menace ou de consultation de sites Internet. Ces révélations interviennent alors que plusieurs manifestations ont été annulées sur la Côte d'Azur pour des raisons de sécurité. Après les championnats d'Europe de cyclisme sur route, après le triathlon de Nice, qui était prévu les 1er et 2 octobre et a finalement été annulé, c'est maintenant le marathon des Alpes-Maritimes Nice-Cannes du 13 novembre qui est en sursis. **V.-X.M. (à Nice)**

Deux anciens grands flics en garde à vue

Bernard Squarcini et Christian Flaesch sont entendus par l'IGPN pour trafic d'influence.

CHRISTOPHE CORNEVIN (AVEC AFP) @ccornevin

JUSTICE Une chape de plomb, plus lourde encore que celle pouvant couvrir une opération antiterroriste, pèse sur les gardes à vue entourant une trouble affaire de trafic d'influence présumé au cœur de laquelle se trouverait Bernard Squarcini. Depuis lundi, l'ex-directeur central du renseignement intérieur, réputé proche de Nicolas Sarkozy et évincé de ses fonctions après l'arrivée des socialistes au pouvoir en 2012, est aujourd'hui inquiété sur la base d'interceptions téléphoniques remontant, semble-t-il, à plus de trois ans. Effectuées plus exactement en mars et avril 2013, comme le relate *Le Monde*, elles ont été exhumées des archives judiciaires où elles sommeillaient en perspective d'un procès pour manquement aux obligations déclaratives visant l'homme d'affaires Ziad Takieddine, qui s'ouvre à Paris en mai prochain.

« La seule chose qu'on pouvait lui reprocher était un sens aigu de la rigueur »

UN POLICIER, À PROPOS DE CHRISTIAN FLAESCH

Une note établie à l'époque par l'ancienne Division nationale d'investigations financières et fiscales détaillait les contacts de l'ex-cador du renseignement, aussi connu sous le pseudo « le Squalo » et reconverti dans le privé, où il a fondé une société d'intelligence économique et de conseil en sécurité, Kyrnos. C'est dans ce contexte que Bernard Squarcini a travaillé pour LVMH. Il est notamment soupçonné d'avoir demandé en 2013 à Christian Flaesch, alors à la tête de la police judiciaire parisienne, des éléments sur une en-

quête conduite par la brigade financière sous l'autorité du parquet de Paris après une plainte d'Hermès accusant, toujours selon *Le Monde*, LVMH d'avoir manœuvré en secret pour monter à son capital.

Entendu tout comme Bernard Squarcini par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), la « police des polices », Christian Flaesch a été interpellé à son domicile. « Il est anormal qu'un ancien grand flic de cette valeur, qui a trente ans de services et qui aurait pu répondre à une convocation, soit traité comme un vulgaire voyou. La seule chose qu'on pouvait lui reprocher était un sens aigu de la rigueur... », s'insurge un policier de haut rang qui a travaillé à ses côtés.

Fin 2013, Christian Flaesch avait été évincé de son poste de patron du Quai des Orfèvres après une mise en garde du parquet général de la cour d'appel de Paris à propos d'un appel passé à son ancien ministre de tutelle, Brice Hortefeux. Lors de ce coup de fil, il semblait lui indiquer comment préparer une audition dans un dossier judiciaire concernant Nicolas Sarkozy.

L'enquête dans laquelle Bernard Squarcini est en garde à vue se nourrirait également d'écoutes téléphoniques ordonnées dans un autre dossier. Dans certaines conversations, en avril 2013, l'ancien numéro un de la DCRI semble rechercher des informations sur l'enquête pour fraude fiscale visant Jérôme Cahuzac pour les transmettre à ses interlocuteurs, dont l'ancien préfet de police de Paris, Michel Gaudin. Directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, ce dernier a été interrogé lundi dans le cadre d'une audition libre. Épluchant les contacts du Squalo, l'IGPN aurait aussi placé en garde à vue un analyste de la DGSI, soi-disant « consulté » par son ancien mentor sur certaines histoires corses, comme celle de la bande du Petit Bar citée dans la mort de l'avocat M^e Antoine Sollacaro. ■



ALBIN MICHEL

Des enseignants peu convaincus de l'utilité de la nouvelle orthographe

Nénufar, ognon, chauvesouris... les rectifications orthographiques créent la polémique mais, pour les professeurs, c'est bien l'apprentissage de l'orthographe dans son ensemble qui pose problème.



CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION « Notre orthographe est savante, trop savante. Que ne s'est-elle pas libérée, comme l'a su faire celle des Italiens, des Portugais ou des Espagnols, de certaines servitudes étymologiques, qui l'empêchent si fâcheusement de se mieux conformer à la prononciation ? »

C'est par cette phrase de Maurice Grevisse que Dominique Dupriez a choisi d'introduire son ouvrage sur *La nouvelle orthographe expliquée à tous* (Albin Michel). Il fallait au moins convoquer l'illustre grammairien pour traiter de cette question sensible, qui a fait polémique en février. Car les nouveaux programmes scolaires – élaborés en 2015 et entrés en application en cette rentrée, de la primaire au collège – ont été rédigés en « appliquant les rectifications orthographiques » proposées par le Conseil supérieur de la langue française, publiées au JO en 1990. De leur côté, les éditeurs de manuels scolaires, appelés à publier des ouvrages correspondant aux nouveaux programmes, ont fait le choix, pour certains, d'intégrer ces rectifications.

« La réforme ne prend pas »

Huit mois après la polémique, de nombreux livres surfent sur le sujet, du guide pratique des « 2 400 mots qui changent », écrit par Julien Soulié, un professeur de collège (First Editions), à l'ouvrage publié par une chercheuse et un informaticien, concluant, sur la base d'une enquête menée auprès d'écoliers français et canadiens, à des rectifications qui permettent de réduire les fautes... Un argument qui ferait bondir les défenseurs d'une orthographe reflétant l'histoire de la langue, opposés aux partisans d'une graphie proche de la prononciation.

Loin des débats médiatiques, les enseignants ont-ils « rectifié » leur orthographe en cette rentrée ? Si ces rectifications ont été validées en

1990, il a fallu attendre 2008 et les programmes Darcos pour que l'Éducation nationale rappelle que l'orthographe révisée est « la référence ». « Depuis cette date, l'école primaire a joué le jeu. Au collège, la situation est plus contrastée », constate Viviane Youx, présidente de l'Association française des enseignants de français (Afe). Les professeurs seraient-ils réticents ? « Ils le sont beaucoup plus au lycée », observe Viviane Youx. « Cette réforme ne prend pas. Les professeurs écrivent comme ils savent écrire », résume de son côté Jean-Rémi Girard, professeur de français, vice-président du Snacl.

Mais de quoi parle-t-on au juste ? De quelque 3 000 mots, pour lesquels sont admises deux orthographes. Parmi eux, les fameux « ognon », « nénufar », mais également « clé » ou « paiement » passés, eux, dans l'usage. « Chauvesouris » rejoint la famille des mots soudés, comme « bonjour » ou « adieu ». L'accent circonflexe s'efface sur « maltresse » ou « flûte ». Et l'on peut écrire « médias », « iglou » ou encore « exéma ». Au total 3 à 4 % du lexique français, précisait l'Académie française en février, au moment de la polémique. « L'Académie n'a jamais été pour autant fermée à des ajustements », indiquait-elle alors, tout en ajoutant : « L'usage ne saurait être modifié par décret ».

Au-delà du débat d'intellectuels, pour les enseignants comme pour les éditeurs, le problème est ailleurs. Au-delà de l'orthographe lexicale, il porte sur l'orthographe grammaticale, la syntaxe, la compréhension de la langue et le vocabulaire. « Ces recommandations ne répondent en rien aux réels problèmes orthographiques que connaissent nos élèves et les adultes qu'ils deviennent, assène Jean-Rémi Girard, au Snacl. Il manque un enseignement structuré de la grammaire. » ■

* L'orthographe rectifiée à l'école, Éditions Retz

Les nouveaux programmes scolaires ont été rédigés en « appliquant les rectifications orthographiques » proposées par le Conseil supérieur de la langue française.

AMELIE BENOIST/BSIP

LA RÉFORME

PAR LES CHIFFRES

Année de publication au « Journal officiel »

1990

Mots pour lesquels deux orthographes sont admises

3 000

Part du total du lexique français

3 à 4 %

L'auteur de « La Revanche des nuls » fustige les méthodes d'apprentissage

COBAYE de la méthode globale dans les années 1970, diagnostiquée à tort dyslexique, poursuivie dans sa vie adulte par une orthographe déficiente jusqu'au burn-out... Pour Anne-Marie Gagnard, la guérison est venue avec un réapprentissage de l'orthographe, à l'âge de 36 ans, à l'aide d'outils qu'elle a elle-même créés. Depuis

le milieu hospitalier, confondre un « é » ou « er » tue. Parce que j'ai croisé des ouvriers qui avaient rêvé d'être cosmonautes, des cameramen qui n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers des métiers d'image, des enfants qui se trouvent nuls et sont orientés malgré eux vers la voie professionnelle. Mais il n'y a pas de fatalité.



Dans les IUFM, devenus Espé, on est formé pour les bons élèves, donc une minorité d'enfants !

ANNE-MARIE GAGNARD

pour apprendre à lire. Aujourd'hui, on dit qu'un élève sait lire à Noël. Mais ce n'est pas le cas. Ils ont intégré l'encodage et le décodage. Il manque l'étape du balayage et de la compréhension. Cette incompréhension a des conséquences sur l'ensemble des apprentissages. On parle par exemple de « dyscalculie ». En réalité, le problème vient de l'incompréhension d'un énoncé de maths !

LE FIGARO. – Pourquoi mener ce combat autour de l'orthographe ? ANNE-MARIE GAGNARD. – Parce que l'on est toujours jugé sur son orthographe, ses écrits. Parce qu'un mauvais apprentissage de la lecture a des conséquences sur toute une scolarité. Parce que dans

le milieu hospitalier, confondre un « é » ou « er » tue. Parce que j'ai croisé des ouvriers qui avaient rêvé d'être cosmonautes, des cameramen qui n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers des métiers d'image, des enfants qui se trouvent nuls et sont orientés malgré eux vers la voie professionnelle. Mais il n'y a pas de fatalité.

En quoi consiste votre méthode de remédiation ? Il n'y a pas de miracle. Je répare. Je propose un apprentissage pour la vie qui sollicite les trois types de mémoires, la mémoire visuelle, la mémoire kinésique – celle des gestes, des dessins, du mouvement – et la mémoire auditive, celle des bons élèves, celle autour de laquelle tout le système éducatif est monté.

Que dire de la formation des enseignants ? Dans les IUFM, devenus Espé, on est formé pour les bons élèves, donc une minorité d'enfants ! Ensuite, il y a la « liberté pédagogique ». Un beau principe si elle ne se résume pas à une méthode faite de bouts de ficelles. Cette liberté pédagogique peut être dangereuse. Je ne jette pas la pierre aux enseignants, mais c'est le casino ! On perd ou on gagne.

L'Éducation nationale vous a-t-elle sollicitée ? Après mon livre *La Revanche des nuls en orthographe*, plusieurs directeurs de l'enseignement scolaire (Dgescos) m'ont « convoquée ». Sans suite. Je m'interroge sur cette organisation faite de hauts fonctionnaires, de recteurs, d'inspecteurs, de chercheurs qui décident entre eux, sans laisser entrer des gens venus de l'extérieur. Je ne supporte plus que l'on dise que « le niveau des élèves baisse ». Le système dysfonctionne. Les chiffres le disent ! Dans le classement Pisa de l'OCDE, la France arrive en 26^e position. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. B. * Le dernier en date, Hugo et les Secrets de la mémoire, a été publié cet été aux Éditions Le Robert.

« Faire sens », « bravitude »... quand le monde médiatique torture les mots

« JE VOULAIS voir les Antilles de vive voix », avait lancé Bernard Laporte, secrétaire d'État aux Sports, en 2008, lors son arrivée en Guadeloupe. Quant à Nadine Morano, elle se disait, en 2009, « sarkozyste jusqu'au bout des globules »... Ils ont l'excuse de l'oral et de l'improvisation, mais nos politiques ne montrent pas vraiment l'exemple dans l'usage qu'ils font de la langue française. Problèmes évidents de syntaxe, méconnaissance des règles du passé composé, usage erroné d'expressions, pléonasmes... Une véritable maltraitance ! Dans un ouvrage intitulé *Langue fran-*

çaise, le massacre continue (Éditions de l'Opportun), le grammairien et lexicographe Jean Maillet a relevé les erreurs plus ou moins grossières d'hommes politiques, de journalistes et d'autres personnalités.

« Il y a quelque chose que je suis très attaché, c'est la France » ou « Ce que je veux vous convaincre, c'est... » La première phrase a été prononcée par Nicolas Sarkozy, la seconde par François Hollande. Dans les deux cas, elles témoignent d'un usage approximatif des pronoms relatifs. Et l'on pourrait juste en sourire. Mais, pour Jean Maillet, cette ten-

dance à la simplification de la langue, son usage volontairement familier, cette « paresse linguistique » est un sujet d'inquiétude. « Une langue vivante évolue en permanence, mais elle n'est pas dotée de mécanismes immunitaires, explique-t-il. Les locuteurs ont une responsabilité à conserver ce trésor. »

Les pléonasmes courants

Force est de constater que les personnalités publiques n'ont pas toujours en tête cette responsabilité. « Perdre dans le temps » pour Philippe Candeloro, « fusionner ensemble » pour Marine Le Pen, « parler à

l'oral » pour Najat Vallaud-Belkacem. Les pléonasmes sont courants, comme les lapalissades telles le fameux « les jeunes sont destinés à devenir des adultes » de Jean-Pierre Raffarin, ou encore les termes inventés, de la célèbre « bravitude » de Ségolène Royal à la « méprisance » de Nicolas Sarkozy. L'ouvrage s'attache enfin à dénoncer l'invasion de l'anglais. « Et pas l'anglais de Shakespeare ! lance Jean Maillet. Un infâme « globish », incapable d'exprimer la délicatesse des sentiments ou les nuances de la pensée. » Outre les bien connus « gap », « deadline » et « bashing »,

l'auteur relève ces traductions littérales de l'anglais que les politiques utilisent à tout va, de « faire sens » à « être approché ». « Redisons la grandeur de notre langue française, affirmons que sa sauvegarde implique le respect », lance Jean Maillet en conclusion de son livre. Y a-t-il encore des hommes et femmes politiques qui la respectent ? « Arnaud Montebourg, par exemple. C'est d'ailleurs pour cela qu'il est moqué », observe Jean Maillet, avant de poursuivre : « Macron s'exprime bien. Valls ne fait pas de liaisons. » Seront-ils jugés sur leur maîtrise de la langue ? ■ C. B.

SCIENCES

Les nausées de la grossesse sont souvent bon signe

Avoir des nausées ou des vomissements au premier trimestre de gestation réduit de plus de 50 % le risque de fausse couche.

DAMIEN MASCRET @dmascret

GROSSESSE Quatre femmes sur cinq souffrent de nausées ou de vomissements au cours de la grossesse. Souvent très mal vécus, et parfois nécessitant une hospitalisation (1 % des cas), ces symptômes ne sont pas forcément un signe inquiétant, nonobstant le handicap qu'ils représentent pour la vie quotidienne de la future maman.

Selon une étude menée sous la houlette des Instituts nationaux de la santé américains (NIH), ils seraient même un bon signe car ils s'accompagnent d'une réduction du risque de fausse couche au cours du premier trimestre de grossesse qui atteint 55 % lorsqu'il y a des nausées et 81 % si elles sont accompagnées de vomissements !

Il y a deux ans, des chercheurs canadiens avaient déjà publié une analyse en ce sens, dans la revue *Reproductive Toxicology*, après avoir passé en revue toute la littérature scientifique existant sur le sujet, mais ils avaient relevé de nombreux biais dans les travaux publiés.

C'est ce qu'ont voulu éviter le Dr Stefanie Hinkle et ses collègues des universités de l'Utah (États-Unis) et de Haïfa (Israël). Ils ont donc soigneusement tenu compte des autres facteurs connus pour accroître le risque de fausse couche tels que l'âge, le stress, le manque d'activité physique, le surpoids, la consommation d'alcool, de caféine, de tabac ou d'autres causes inévitables.

Car l'apparition de nausées ou vomissements au cours de la grossesse n'est pas toujours anodine. Elle peut par exemple indiquer une anomalie chromosomique (trisomie 21 et autres) ou une grossesse multiple. Des situations qui contribuent à augmenter le taux de bêta-HCG, l'hormone produite par le placenta (et celle qui est recherchée par les tests de grossesse).

« La théorie est que la bêta-HCG peut stimuler la production d'œstrogènes par les ovaires, et les œstrogènes sont connus pour favoriser des nausées et des vomissements », explique le Dr Jennifer Niebly, de l'université de l'Iowa, dans un article du *New England Journal of Medicine*. « Les nausées déb

utent dans les quatre semaines qui suivent les dernières règles chez beaucoup de patientes, ajoute le Dr Niebly. Le problème atteint typiquement un pic approximativement à neuf semaines de gestation, 60 % des cas se résolvent à la fin du premier trimestre et 91 % à la vingtième semaine. »



Nausées et vomissements pourraient être les marqueurs d'un placenta viable.

MBPL/RUTH JENKINSON/BSIP

C'est la même tendance à l'amélioration au deuxième trimestre qu'ont observée le Dr Hinkle et ses collègues dans leur étude publiée dans le *Jama Internal Medicine*. Ils ont décortiqué le devenir de 797 femmes ayant commencé une grossesse parmi un groupe de 1228 femmes âgées de 18 à 40 ans qui cherchaient à y parvenir. Des femmes à risque accru de fausse couche car elles en avaient déjà fait au moins une dans le passé.

Des symptômes répandus

Un quart de ces grossesses (188 cas) s'est à nouveau terminé par une fausse couche, notent les auteurs, généralement au premier trimestre (176 sur 188), parfois avant même qu'elle ne soit décelable par des symptômes. Une fois sur trois (55 cas), en effet, la perte de l'embryon s'est produite autour de la période de conception.

L'un des intérêts de l'étude est d'avoir demandé aux femmes qui y participaient de noter chaque jour leurs symptômes éventuels dans un livret, en sus des analyses d'urine et tests de grossesse quotidiens. Cela a permis aux chercheurs de remarquer que « les nausées avec ou sans vomissements étaient des symptômes répandus, même dans les premières semaines de grossesse. Par exemple, environ une femme sur cinq signalait des symptômes avant même d'avoir un test de grossesse positif ».

Reste à comprendre par quel mécanisme des troubles aussi fréquents que gênants pourraient « protéger » la grossesse en cours. Les auteurs se demandent si les nausées et les vomissements ne sont pas tout simplement les marqueurs d'un placenta viable : « Ainsi moins de nausées et de vomissements pourraient signaler une grossesse compromise, avec moins d'hormones pour les déclencher. » ■

La nourriture infantile plutôt de bonne qualité

L'Anses a traqué 670 substances dans l'alimentation des enfants de 0 à 3 ans. Seize d'entre elles posent encore des problèmes, ce qui doit inciter à ne pas commencer la diversification alimentaire avant 6 mois.

MARIELLE COURT @MarielleCourt

ALIMENTATION Petits pots ou purée maison, plats préparés, poissons, laitages, céréales... Durant six années, des experts de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) se sont penchés sur l'alimentation des petits Français âgés de 0 à 3 ans. Avec un objectif : détecter la présence de substances chimiques dans les aliments et évaluer un risque éventuel pour la santé.

Il s'agit aussi bien des résidus de pesticides que des polluants organiques persistants, des phytoestrogènes ou encore des éléments traces métalliques et minéraux... Au total, l'Anses a traqué 670 substances et couvert 93 % du régime alimentaire des bambins.

La bonne nouvelle, c'est « que pour la plupart des substances évaluées, le risque peut être écarté », souligne l'Agence. Néanmoins, il en reste seize dans le collimateur des scientifiques, qui s'inquiètent par ailleurs des risques liés à une introduction trop précoce de certains aliments, tout particulièrement avant un an.

Sur les seize substances, « la situation est jugée préoccupante pour neuf d'entre

elles », soulignent les experts. C'est le cas par exemple de l'arsenic inorganique que l'on observe dans le riz et les céréales infantiles fréquemment servis aux enfants, ou encore du plomb, qui se retrouve un peu partout et qui est notamment véhiculé par l'eau et les légumes. Une limite maximale d'arsenic inorganique dans le riz vient d'ailleurs d'être fixée par la commission européenne. Pour le nickel, « les produits à base de chocolat apparaissent comme des contributeurs majeurs chez les enfants de plus d'un an ». Dans une moindre mesure, l'Anses a aussi détecté des teneurs très faibles en dioxine et furane dans le lait, et une nouvelle fois dans les poissons. Des PCB (polychlorobiphényles), des produits organiques chlorés) ont également été retrouvés dans du poisson. Des mycotoxines (des toxines produites par des champignons) ont été détectées notamment dans des boissons lactées à base de céréales, ainsi que des pots de fruits ou de légumes qui contiennent des céréales.

La présence de ces substances en des quantités supérieures aux valeurs acceptées conduit l'Anses à émettre des recommandations que l'on pourrait qualifier de bon sens : Il faut varier autant que faire se peut le régime alimentaire des enfants,

respecter les recommandations de pas plus de deux portions de poisson par semaine dont une de poisson gras (saumon, sardine, truite fumée...).

L'agence par ailleurs estime nécessaire de réduire les expositions et de poursuivre les recherches sur sept autres substances (aluminium, cadmium, cobalt...) le plus souvent observées en très faibles quantités ou en de très rares occasions, mais qu'il ne

« Les eaux minérales fortement minéralisées ne doivent être utilisées chez le nourrisson que sur avis médical »

UNE RECOMMANDATION DE L'ANSES

fait pas négliger. Exemple : le strontium. Chez les enfants, une consommation excessive de ce métal, que l'on peut trouver dans certaines eaux minérales, peut provoquer des problèmes de croissance osseuses. Lors de l'enquête effectuée sur l'alimentation de quelque 700 enfants, « nous n'avons observé que très peu de cas de dépassement », reconnaît Marion Huilin, chargée de la coordination de l'étude à

l'Anses. Mais il est important de rappeler « que les eaux minérales naturelles fortement minéralisées ne doivent être utilisées chez le nourrisson que sur avis médical et sur une période limitée ».

Pour l'Anses, cette étude permet de montrer les substances sur lesquelles il faut encore travailler. Elle rappelle aussi l'importance qu'il y a à respecter les recommandations émises dans le cadre du programme national nutrition santé : « commencer la diversification alimentaire à partir de 6 mois et dans tous les cas jamais avant quatre mois ». Elle rappelle à cette occasion que le lait courant n'est pas adapté pour les enfants de moins d'un an. Il augmente les niveaux d'exposition à certains contaminants.

Désormais, l'Anses devrait relier ces résultats à l'autre grande étude sur l'exposition à des contaminants au travers de l'alimentation de la population totale effectuée entre 2009 et 2011. Sans oublier des travaux qu'il faudrait mener sur l'exposition des enfants allaités, sachant « qu'un grand nombre de substances présentes chez la mère peuvent être transmises au nourrisson... En France, la prévalence de l'allaitement est de 69,7 % à la naissance », rappelle l'Agence. ■

ZOOM

Probable vapeur d'eau détectée sur la lune Europe

Des geysers contenant de la vapeur d'eau, qui s'élèvent jusqu'à 200 km de la surface, ont été détectés sur Europe, une des lunes gelées de Jupiter, qui abrite un océan, par un instrument du télescope Hubble. Ces jets ont été observés à trois reprises, lors d'une dizaine d'observations en quinze mois. « L'océan d'Europe serait l'une des zones les plus prometteuses du Système solaire où la vie aurait pu se développer », précise Geoffrey Yoder, un des patrons de la Nasa. En 2005, l'agence américaine avait déjà détecté de l'eau sur Encelade, une lune de Saturne.

EN BREF

Recours contre le « plan climat » de Barack Obama

La cour d'appel fédérale de Washington examine une plainte de 27 États fédérés contre le « plan climat » de Barack Obama, qui table sur les recours aux énergies propres et sur des réductions des émissions de dioxyde de carbone de 32 % d'ici à 2030 par rapport à 2005 pour les centrales thermiques. Les plaignants estiment que ces exigences sont trop coûteuses. Le jugement de la cour d'appel fédérale sera rendu dans plusieurs mois. Ce verdict sera décisif si la Cour suprême des États-Unis, qui pourrait être saisie, n'arrive pas à trancher.

OMS : 92 % de la population respire un air trop pollué

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 92 % de la population mondiale vit dans des lieux où les niveaux de la qualité de l'air extérieur ne respectent pas les limites souhaitables, notamment en matière de particules fines. Les seuils sont « particulièrement élevés » en Méditerranée orientale, dans l'Asie du Sud-Est et dans le Pacifique occidental.

Huit Français sur dix utilisent des génériques

Près de huit Français sur dix utilisent des médicaments génériques et 93 % en sont satisfaits, a indiqué hier Marisol Touraine, ministre de la Santé.

L'Académie des sciences revient au Louvre

En cette année du 350^e anniversaire de l'Académie des sciences, fondée sous Louis XIV, François Hollande a défendu les progrès de la science contre « les esprits chagrins » tentés par « le vertige du déclin ». Un discours prononcé dans l'Auditorium du Musée du Louvre à l'occasion de la Journée mondiale de la science. Ce retour au Louvre était un symbole pour les académiciens, qui s'y réunissaient sous Louis XIV, bien avant que Napoléon ne leur fasse traverser la Seine et que l'Institut ne s'installe, en 1805, dans l'ancien collège des Quatre-Nations. C. V.



REUTERS

Mais qui est Ludogorets, l'adversaire inconnu du PSG ?

L'hôte de Paris en Ligue des champions, ce mercredi, est le nouveau riche de Bulgarie.

VINCENT DUCHESNE @Vincesport24

FOOTBALL. Accroché par Arsenal au Parc des Princes (1-1), le PSG est à Sofia ce mercredi pour défier le Ludogorets Razgrad - la Ludogorets Arena n'étant pas aux normes européennes -, à l'occasion de la deuxième journée de phase de groupes de Ligue des champions. Un match piège face à un adversaire méconnu, nouveau riche de Bulgarie.

Un mecène bulgare depuis 2010

Ludogorets Razgrad, c'est avant tout la réussite d'un homme : Kiril Domuschiev (47 ans). Fondé en 1945, le club de cette ville du nord-est de la Bulgarie (35 000 habitants) connaît un essor fulgurant depuis six ans et la prise en main de Domuschiev. Le riche homme d'affaires bulgare, président du laboratoire pharmaceutique Huvepharma, a lourdement investi. Dans le recrutement. Mais aussi les infrastructures, avec notamment le Sport Center Ludogorets, inauguré en juin 2012, considéré comme le centre d'entraînement le plus moderne de Bulgarie. Reste que le budget est inférieur à 10 millions d'euros, loin des standards européens.

Quintuple champion de Bulgarie

Les clubs de Sofia (CSKA, Levski et Slavia), le Litex Lovetch ou encore le Lo-

| 2 ^e JOURNÉE LIGUE DES CHAMPIONS | | | |
|---|----------------------|-----------------|--|
| GR. A LUDOGORETS | mercredi 20h45 C+ | PARIS SG | |
| ARSENAL | - | BÂLE | |
| GR. B BESIKTAS | - | DYNAMO KIEV | |
| NAPLES | - | BENFICA | |
| GR. C M'GLADBACH | - | BARCELONE | |
| CELTIC GLASGOW | - | MANCHESTER CITY | |
| GR. D ATL MADRID | - | BAYERN MUNICH | |
| ROSTOV | - | PSV EINDHOVEN | |

komotiv Plovdiv avaient tendance ces dernières saisons à se répartir les parts du gâteau. L'arrivée de Domuschiev a tout chamboulé. Depuis sa montée historique en première division en 2011, Ludogorets, jusqu'ici habitué à végéter dans les divisions inférieures, est devenu un véritable glouton, ne laissant que des



Un des sept Brésiliens de Ludogorets Razgrad, Jonathan Cafu, inscrit le but bulgare contre Bâle (1-1) lors de la 1^{re} journée de Ligue des champions, le 13 septembre en Suisse. GEORGIOS KEFALAS/AP

miettes aux clubs historiques, englués dans leurs difficultés financières. Un triplé championnat-Coupe-Supercoupe de Bulgarie des leur première saison parmi l'élite, cinq titres de champion consécutif, les Aigles - leur surnom - ont pris leur envol. « C'est un peu le Paris Saint-Germain de Bulgarie », ose Loris Arnaud, ancien Parisien passé par le championnat bulgare, sur le site du PSG.

Un héros nommé Cosmin Moti

De la deuxième division à la Ligue des champions en l'espace de quatre ans. Après avoir aiguisé ses armes en Ligue Europa en 2013, s'offrant même la Lazio Rome en 16^e de finale, Ludogorets est devenu en 2014 le deuxième club bulgare après le Levski Sofia à se hisser en phase de groupes de CL. Un exploit rendu pos-

sible par la performance du défenseur roumain Cosmin Moti, reconverti gardien de but contre le Steaua Bucarest en prolongation et auteur de deux arrêts lors de la séance de tirs au but. « Ce n'est pas seulement un héros pour Ludogorets, mais pour toute la Bulgarie ! », s'exclama à l'époque Domuschiev. Le Petit Poucet terminera dernier de son groupe. Non sans avoir décroché son premier succès en CL contre Bâle (1-0) et joué les poils à gratter pour le Real Madrid (1-2) et Liverpool (1-2, 2-2). Aujourd'hui, Moti figure toujours dans l'effectif de Ludogorets. Et dispose même d'une tribune à son nom à la Ludogorets Arena (8 800 places, pas assez pour accueillir la CL).

Un petit coin de Brésil

Un recrutement ambitieux. Comme le

Shakhtar Donetsk ayant lui, Ludogorets a misé sur des joueurs brésiliens. Pour faire souffler un air de samba dans cet effectif cosmopolite où se mêlent Néerlandais, Bulgares ou encore Portugais. Ils sont sept au sein du groupe : Juninho Quixada, Wanderson, Natanael, Jonathan Cafu, Marcelinho, Gustavo Campanharo et Lucas Sasha. « Nous amenons un petit coin de Brésil, à Razgrad », note Jonathan Cafu, buteur contre Bâle lors de la 1^{re} journée (1-1). L'un d'entre eux, Gustavo Campanharo, a d'ailleurs évolué en France en 2015-2016, à Evian-Thonon-Gaillard. L'attaquant roumain Claudiu Keșerü est également une vieille connaissance avec des passages à Nantes, Angers, et Bastia. Sans oublier l'international malgache Anicet Andrianantenaina Abel, formé à Auxerre. ■

Le Paris SG pour éviter la crise

Avec des résultats encore en berne, l'entraîneur Unai Emery toujours sous pression et Serge Aurier condamné à deux mois de prison, le Paris SG broie du noir actuellement, et il doit impérativement remporter une première victoire en Ligue des champions mercredi à Ludogorets (20h45, Canal+) pour s'épargner une

crise sans précédent dans l'ère qatarienne. Ce sera toujours sans Hatem Ben Arfa, pressenti pour réintégrer le groupe après quatre mises à l'écart mais contraint au forfait par une périostite du tibia gauche. En revanche, le PSG peut compter sur Marco Verratti, remis de sa blessure à un mollet, et sur Serge Aurier, bien présent dans le groupe.

Douze sportifs jouent aux producteurs de film

Des footballeurs, des basketteurs, un rugbymen et un handballeur ont financé la comédie « Nola Circus » du réalisateur Luc Annest, en salle ce jour.

PURSHOOTHE THAYALAN
pthayalan@lefigaro.fr

CINÉMA Une production insolite. Nola Circus, réalisé par Luc Annest, sort en salle ce mercredi. Outre le fait d'être une comédie déjantée qui vous arrachera à coup sûr des fous rires, le film a la particularité d'être une « Black comedy » réalisée par un « Blanc » et de voir chacun de ses producteurs reverser 5 % des recettes à une association caritative de son choix. Autre singularité, justement, ses producteurs ne sont autres que douze sportifs français de renom. Une grande première en France.

Réunis sous le nom d'Illicit Producers, les basketteurs Boris Diaw, Nicolas Batum, Nando De Colo, Alexis Ajinca, Ronny Turiaf et Ian Mahinmi accompagnent dans cette aventure les footballeurs Michaël Ciani, Louis Saha, Johan Djourou, Bacary Sagna, le rugbymen Maxime Mermoz ainsi que le handballeur Luc Abalo.

« Ce projet a démarré de manière totalement hasardeuse, détaille Luc Annest, le réalisateur du film. J'étais en fait dans mes locaux avec Makhtar Ndiaye, le premier joueur sénégalais à avoir évolué en NBA. Mon scénario est sur le bureau. Il le lit, il se marre, et en sortant, il me demande : "Est-ce que je peux mettre un peu d'argent dans ton film ?" Quinze jours plus tard, j'étais au Madison Square Garden, et Boris Diaw jouait avec les Bobcats face au Knicks de New York. Makhtar m'a présenté à Boris (Diaw). Puis chaque joueur me présentait un ami. C'est comme ça que le concept a vu le jour. »

« Ils sont des précurseurs »

Pour ce qui était de les convaincre, Luc Annest se remémore que cela n'a pas été la tâche la plus compliquée. « Ce qui était difficile au départ c'était de les rencontrer. Je ne m'imaginais pas qu'ils étaient aussi sollicités. Après, ils suffisaient qu'ils lisent le scénario, raconte le réalisateur.

L'objectif du réalisateur à l'époque : regrouper douze à quinze sportifs afin de produire le film aux États-Unis. Une idée originale, mais loin d'être impossible à réaliser. « On n'était pas non plus sur des sommes astronomiques (1,5 million d'euros), par contre il y avait un vrai risque, parce que c'était la première fois que douze sportifs français décidaient d'aider à la production d'un film aux États-Unis. Mission réussie, puisque le film sort en

salle ce mercredi. Désormais The Illicit Producers et Luc Annest ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. « L'idée, c'était de faire ce film-là, et de valider le concept. C'est fait », se satisfait Luc Annest. « Ils sont des précurseurs », poursuit-il. Et cette collaboration avec les sportifs a tellement bien fonctionné qu'elle a permis de produire le premier court-métrage de Boris Diaw, tourné à Hawaï et intitulé Easy Life.

Alors qu'une grande majorité de la population tend (à tort) à voir les sportifs de haut niveau comme des personnes intéressées principalement par l'argent, le luxe et les femmes, Luc Annest tempère : « Tous les sportifs ne sont pas comme ces douze-là, mais ces douze-là ne sont pas les seuls sportifs à être ouverts, à avoir des centres d'intérêt divers et variés, autres que le sport. Nos douze à nous, ce sont des mecs en or, qui ont toujours beaucoup de respect. Ils nous ont toujours soutenus. Pas seulement financièrement, mais aussi moralement. »

Cette première collaboration française entre le monde du sport et celui du cinéma donne des ailes à Luc Annest, qui promet que pour la suite des aventures avec The Illicit Producers « on va augmenter un petit peu les mises », et que « d'autres joueurs vont nous rejoindre ». ■

EN BREF

Natation : Manaudou joue au hand pour respirer

Florent Manaudou, vice-champion olympique à Rio, a décidé de « faire une parenthèse » dans sa carrière de nageur et a commencé à s'entraîner au handball avec le club d'Aix-en-Provence (1^{re} division), a-t-il annoncé à l'AFP. En évoquant sa carrière de nageur, Manaudou dit ne pas vouloir prendre de « décisions hâtives et radicales » mais veut aussi éviter de « continuer sans plaisir pour de mauvaises raisons ». S'il se tourne vers le handball, c'est « sans autre ambition que de donner le meilleur de (lui-même) et trouver une source de plaisir différente ». Preuve qu'il reste encore un nageur, il participera à quelques meetings en 2017.

LE FIGARO présente

LES GRANDES figures DE LA Spiritualité CHRÉTIENNE

UNE COLLECTION DIRIGÉE PAR Michael Lonsdale

MÈRE TERESA

EN VENTE DÈS LE 29 SEPTEMBRE

LE VOLUME 3

9,95 €

SEULEMENT

1 LIVRE DE 140 PAGES + 1 CD AUDIO DES TEXTES

"Découvrez le message des grandes figures de la spiritualité à travers leur biographie et leurs écrits. Écoutez leurs textes remarquablement mis en voix par Michael Lonsdale."

EN PARTENARIAT AVEC RADIO NOTRE DAME DE LA RENAISSANCE

DISPONIBLE DÈS LE JEUDI
chez votre marchand de journaux

Pour commander ou s'informer, rendez-vous sur www.lefigaro.fr/spiritualite

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

par téléphone

0156 52 27 27

par télécopie

0156 52 20 90

par courriel

carnetdujour@media.figaro.fr

en nos bureaux

14 boulevard Haussmann,

75009 Paris,

sur notre site :

www.carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :

Du lundi au jeudi

24 € jusqu'à 25 lignes

22 € à partir de 26 lignes

Vendredi ou samedi

27 € jusqu'à 25 lignes

25 € à partir de 26 lignes

Réduction à nos abonnés :

nous consulter

Reprise des annonces sur :

www.carnetdujour.lefigaro.fr

www.dansnoscoeurs.fr

deuils

Antoine et Matthieu,

ses fils,

Sibylle, sa belle-fille,

ses 7 petits-enfants,

ses 3 arrière-petites-filles

ont la tristesse

de faire part du décès de

Yvonne BAUCHERE

née Roethlisberger,

survenu le 24 septembre 2016,

à l'âge de 82 ans, à Royan.

Annie du Caillar,

son épouse,

M. et Mme Laurent Guilbert

et Sébastien,

Mme Pierre du Caillar

et ses enfants et petits-enfants

ont la profonde tristesse

de vous faire part du décès de

M. Jacques du CAILLAR

le 26 septembre 2016.

La cérémonie religieuse

sera célébrée

le vendredi 30 septembre,

à 14 h 30, en l'église

Notre-Dame-de-l'Assomption,

à Paris (16^e).

Mme Jacqueline Lepaulmier,

M. Michel Lepaulmier,

Mme Stéphanie Miorces,

Mme Françoise Lallemand,

Mme Maria Pereira Da Costa

et toute la famille et amis

vous font part du décès de

Mme veuve

Pierre DEFREMONT

née Jane Métivier,

survenu à Neuilly-sur-Seine,

le 26 septembre 2016.

La cérémonie religieuse

sera célébrée

le jeudi 29 septembre, à 10 h 30,

en l'église Saint-Jean-Baptiste

de Neuilly-sur-Seine,

158, avenue Charles-de-Gaulle.

Une cérémonie aura lieu

le même jour en la collégiale

de Saint-Outille (Cher),

à 16 heures, suivie

de l'inhumation au cimetière

des Fleurs naturelles seulement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le capitaine de corvette

François-Paul Fardin,

Agnes, Alix, Irène et Vianney,

le contre-amiral et la comtesse

Benoit de La Bigne,

M. et Mme Jacques Fardin

ont la douleur de faire part

du rappel à Dieu de

Mme François-Paul FARDIN

née Cécile de La Bigne.

La cérémonie religieuse

sera célébrée en la cathédrale

Saint-Louis de Versailles,

le vendredi 30 septembre 2016,

à 10 heures.

Une messe sera célébrée

en l'église

de Saint-Rémy-la-Varenne

(Maine-et-Loire),

le samedi 1^{er} octobre,

à 10 heures,

suivie de l'inhumation.

Françoise Fay-Keller,

son épouse,

Martine, Olivier, Caroline,

ses enfants, et leurs conjoints,

son petit-fils Alexandre,

ont la tristesse

de faire part du décès du

docteur Lucien FAY-KELLER

le 17 septembre 2016.

Une messe de souvenir

sera célébrée

le vendredi 30 septembre,

à 14 h 30, en l'église

Saint-Justin de Levallois-Perret,

rue Rivay.

Pas de couronnes.

Annie Cravatte

et Catherine Henriot,

ses filles,

ses gendres et sa belle-fille,

ses 9 petits-enfants

et ses 9 arrière-petits-enfants

ont la tristesse

de vous faire part

du rappel à Dieu de

Mme Nicole HENRIOT

le 25 septembre 2016,

dans sa 92^e année.

La cérémonie religieuse

sera célébrée

le vendredi 30 septembre,

à 9 h 45, en l'église

Notre-Dame de Vincennes

(Val-de-Marne),

82, rue Raymond-du-Temple,

suivie de l'inhumation dans le

caveau familial vers 16 h 30,

au cimetière Saint-Laurent,

au Creusot (Saône-et-Loire).

Jean-Michel et Brigitte Imbert,

Didier et Laura Imbert,

Pascal et Brigitte Imbert,

ses fils et leurs épouses,

Julien et Viviane Imbert,

Lucie et Stéphane Caporusso,

Antoine et Clio Imbert,

Charles, Nicolas, Georges,

Juliette, Thomas Imbert,

ses petits-enfants,

et leurs conjoints,

Gabriel, Louise, Alexandre

et Adèle,

ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse

de vous faire part du décès de

Mme Annie IMBERT

née Seyfried,

survenu à Paris,

le 25 septembre 2016,

dans sa 89^e année.

La cérémonie religieuse

sera célébrée en l'église

Saint-Pierre, de Barcelonnette

(Alpes-de-Haute-Provence),

le vendredi 30 septembre,

à 16 heures, suivie

de l'inhumation au cimetière

des Fleurs naturelles seulement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La comtesse Laurent

Guilhe la Combe de Villers,

M. et Mme Gonzague

Guilhe la Combe de Villers,

M. et Mme

François-Régis de Lagrevol,

M. Erwan

Guilhe la Combe de Villers,

Jean-Baptiste, Josselin (†),

Tiphaine, Amance, Isauze,

Yolaine, Aymar, Evangéline,

ses petits-enfants,

ont l'émotion de vous faire part

du rappel à Dieu du

comte Laurent GUILHE

la COMBE de VILLERS

le 23 septembre 2016.

La cérémonie religieuse

aura lieu en l'église

Notre-Dame-de-l'Assomption

de Bougival (Yvelines),

le vendredi 30 septembre,

à 11 heures et sera suivie

de l'inhumation

dans l'intimité familiale.

Marie-Christine et Michel

Chiaffredo,

ses enfants,

Nicolas et Eva,

Anne-Sophie et Mathieu,

ses petits-enfants,

ont la douleur

de vous annoncer le décès de

Marie-Madeleine KRAUSS

née Collot,

survenu le 26 septembre 2016,

à l'hôpital de Saint-Nazaire

(Loire-Atlantique),

dans sa 81^e année.

La cérémonie religieuse

aura lieu le vendredi

30 septembre 2016, à 15 heures,

en la paroisse

Saint-Jean-Baptiste

de Megève (Haute-Savoie),

suivie de l'inhumation

au cimetière de Megève.

Les membres de la

communauté euchariste,

Mme Bernard de Chassey,

sa belle-sœur,

ses neveux et nièces

des familles de Borde,

de Boissieu, de Chassey

et Charmetant

font part du retour à Dieu de

Mme Roger de LA FLECHERE

née

Jacqueline Pelletrat de Borde,

le 23 septembre 2016, munie

des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse

aura lieu ce mercredi 28 septembre,

à 14 h 30, en l'église

de Saint-Jeoire-en-Faucigny.

Jean-Michel Leprêtre

et Pierre Burban,

Claude et Dany Leprêtre,

Gérard et Marie-Hélène

Leprêtre,

Nathalie et André Lespoune,

ses enfants,

ses huit petits-enfants

et ses trois arrière-petits-enfants

ont la tristesse

de vous faire part du décès,

le 26 septembre 2016,

dans sa 86^e année, de

Martia LEPRÊTRE

née Dargelze.

Elle a rejoint son époux,

Jean Leprêtre

décédé le 26 décembre 2006.

La cérémonie religieuse

aura lieu

le vendredi 30 septembre,

à 9 h 30, en l'église

Saint-Michel de Bedous

(Pyrénées-Atlantiques).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chambon-sur-Cisse

(Loir-et-Cher).

Xavier, Alain, Anne, Agnès,

Dominique et Benoit,

ses neveux et nièces,

leurs conjoints et leurs enfants,

René, Henry, Jean, Michel (†),

ses cousins,

leurs épouses et leurs enfants

ainsi que toute la famille

et amis

ont la tristesse

de faire part du décès de

Mlle Jeanne LEFEBVRE

de LADONCHAMPS

survenu le 2

Les mercenaires russes sortent de l'ombre en Syrie

Le 2 avril 2016, des troupes de l'armée russe prennent la direction de Palmyre libérée une semaine avant. Une victoire rendue possible grâce au soutien d'un groupe de mercenaires russes baptisé « Wagner », venus appuyer secrètement l'offensive.



Pierre Avril
pavril@lefigaro.fr

Correspondant à Moscou

Son prénom est Vitaly, mais dans le milieu, on le surnomme Prizer. Sur sa photo d'identité déposée sur la messagerie Skype, il pose avec un fusil-mitrailleur dans les bras. Cet homme de 44 ans évite la publicité pour la simple raison qu'il occupe une profession illégale en Russie : celle de mercenaire. Après l'armée et son passage dans les forces spéciales auprès du FSB (ex-KGB) où il a servi jusqu'à la retraite en tant « qu'instructeur pour la préparation tactique », il a entamé une seconde vie militaire, qui l'a emmené en Irak, dans le golfe d'Aden et l'océan Indien. Pour protéger une mission diplomatique avec le soutien de l'Otan ou convoier des tankers menacés par des pirates. Cette fois, il revient de Libye où il a préparé l'arrivée d'une équipe de déminage et séjourne actuellement à Kiev où son contrat l'amène à assurer la sécurité personnelle d'un homme d'affaires ukrainien.

Prizer refuse d'être classé dans la catégorie des mercenaires, mais le doute subsiste : « Les mercenaires ne s'intéressent pas à la morale ou à la dimension psychologique du conflit. Ils ne combattent pas pour la justice mais pour l'argent et peut-être aussi par hasard. Nous, nous sommes des contractuels, nous ne tuons pas, sauf lorsque nous devons nous défendre. J'ai la conscience tranquille », explique Vitaly. Cet homme secret est l'un de ces milliers de combattants russes invisibles, employés d'une poignée de sociétés militaires privées - les Tcheveka, comme on les appelle en Russie - et dont le statut reste dans les limbes. Leur influence et leur nombre augmentent néanmoins au prorata de l'implication de Moscou dans les conflits étrangers. Leur rôle se limitait autrefois à la lutte antipiraterie, mais leur champ d'activité s'est élargi aujourd'hui au Proche-Orient et à l'Afrique. Leur présence a également été signalée dans le sud-est de l'Ukraine, territoire en partie contrôlé par des séparatistes prorusses.

« Ce qui n'est pas interdit est autorisé »

À la différence des Blackwater ou des KBR qui ont pignon sur rue aux États-Unis, se distinguant particulièrement en Afghanistan ou en Irak, les Tcheveka sont considérés ici comme des parias. « Le recrutement, l'équipement, le financement ou toute autre aide matérielle apportée aux mercenaires ainsi que leur utilisation dans des conflits armés » est passible d'une peine de quatre à sept ans de prison, rappelle le code pénal russe. Ce dernier ne fait pas la différence entre le gardiennage d'objets sensibles en zone de guerre et la participation active à des offensives militaires. En 2013, sous couvert de protéger des installations pétrolières en Syrie pour le compte de la société Moran Security, un groupe d'anciens militaires s'est retrouvé, à l'insu de cette compagnie, versé dans une autre structure baptisée « Corps slave », et occupé à combattre aux côtés des forces régulières syriennes. De retour à Moscou, leurs deux chefs ont été arrêtés puis condamnés à - seulement - trois ans de prison après avoir collaboré avec le FSB. Le vide juridique conduit

Forts de leur expérience sur des terrains difficiles, d'anciens soldats russes se sont reconvertis au sein de sociétés privées. Depuis plusieurs mois, dans le plus grand secret, ces « chiens de guerre » mènent des opérations sur le sol syrien en étroite collaboration avec l'armée russe. Plusieurs dizaines d'entre eux y seraient tombés au combat.

souvent ces sociétés à s'immatriculer dans des paradis fiscaux. « Nous nous enregistrons avec plaisir en Russie, mais malheureusement, la base légale n'est pas créée ici à cet effet », regrette un responsable de Moran Security, immatriculé au Belize, en Amérique centrale. « Nous sommes les héritiers d'une jurisprudence byzantine : ce qui n'est pas interdit est autorisé », nuance Oleg Krinitsyn, fondateur, en 2011, de RSB Group qui se présente tour à tour comme une compagnie de « consulting militaire » ou « de sécurité internationale », payant ses impôts en Russie comme tout un chacun. Cet ancien diplômé de l'Institut du KGB, qui a combattu dans les années 1990 à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan, reçoit dans un petit bureau, situé dans un quartier excentré de la capitale russe. Au mur, un emblème de sa compagnie avec ces mots : « Nous ne sommes pas des anges... mais pas loin ». C'est sous ces vocables et cette devise que, pour la première fois en Russie, la compagnie a accompagné un navire ukrainien appareillant d'Odessa vers la Chine via le canal de Suez et les Maldives, en zone de piraterie. Aujourd'hui, 86 de ses collaborateurs, qu'il a recrutés après un examen de personnalité « très poussé », travaillent en Libye à des opérations de déminage pour le compte d'un commanditaire qu'il refuse de désigner. Tous d'anciens militaires « expérimentés » qui ont servi en Irak, et dans le Caucase. Un site d'information pro-ukrainien a récemment prêté à RSB le projet d'envoyer des hommes dans le Donbass pour le compte des autorités séparatistes prorusses, ce qu'Oleg Krinitsyn dément formellement. Le sud-est de l'Ukraine, aux mains selon lui d'intérêts purement mercantiles, et la Syrie où les belligérants sont multiples, sont des terrains « sales » sur lesquels sa société refuse de s'aventurer.

En Syrie, seuls des agents du renseignement militaire russe, des instructeurs ou des pilotes combattent officiellement auprès du régime de Bachar El Assad. Mais, depuis plusieurs mois, dans le plus grand secret, des hommes d'un groupe baptisé « Wagner » mènent des opérations au sol, cette fois en étroite collaboration avec l'armée russe. Cette formation, financée par un oligarque russe, aurait participé à la libération de Palmyre ainsi qu'à la récupération d'un des pilotes russes, dont l'avion avait été abattu par l'aviation d'Ankara à la frontière turco-syrienne. Plusieurs dizaines de ses membres seraient morts en Syrie, autant de décès non comptabilisés dans les statistiques officielles. Selon le site d'information Fontanka.ru, Wagner serait dirigé par un ancien officier des renseignements militaires (GRU), Dmitri Outkine. Détail encore plus piquant, le groupe serait basé dans l'enceinte de la 10^e brigade spéciale de renseignement, basée à Molkino, près de Krasnodar, dans le sud du pays.

« Il s'agit d'une configuration très pratique. Officiel-

lement, la Russie peut dire qu'elle ne participe pas à des opérations au sol en Syrie. Et si des collaborateurs de ces sociétés sont tués, ce n'est pas le problème de l'armée et il n'y a aucune résonance médiatique », explique Alexandre Khramtchikhin, expert à l'Institut d'analyse politique et militaire. Selon le groupe de reporters Conflict Intelligence Team, Sergueï Tchoupov serait l'un de ces anonymes. Cet ancien officier parachutiste, qui a notamment servi en Afghanistan, a été tué en Syrie en février 2016, quatre ans après avoir quitté le service d'active. Par ailleurs, les photos de soldats russes tués par Daech et mis en ligne par l'organisation État islamique en début d'année trahissaient déjà, par leur tenue et leur armement, la non-appartenance de ces combattants à l'armée. Le ministère de la Défense se refuse à tout commentaire.

Jusqu'à 80 000 dollars par mois

« Quand des sociétés privées, comme Wagner, bénéficient du soutien de l'État, leurs combattants bénéficient de la logistique militaire et sont au besoin rapatriés dans les hôpitaux militaires en Russie. Ce n'est pas le cas pour les autres compagnies, qui doivent se contenter de petits contrats », regrette Bodo Dorovskikh, un homme d'affaires, ancien volontaire du Donbass qui tente depuis quatre ans de s'implanter sur le marché. Sa récente tentative d'envoyer douze hommes dans le Kurdistan syrien pour combattre auprès des Forces démocratiques syriennes - une coalition épaulée par les États-Unis - s'est soldée par un échec. « Nous sommes arrivés trop tard, le terrain était déjà occupé par les Français, les Britanniques et les Américains », explique-t-il.

Sur les terrains où Moscou n'est pas impliqué, comme en Libye ou en Irak, l'origine russe des mercenaires, issus d'un pays non aligné sur les États-Unis, présenterait néanmoins un atout aux yeux des organisations qui les recrutent. « Là où l'Otan n'est pas à l'aise, nous, nous sommes à l'aise », résume Oleg Krinitsyn, de RSB Group. Les experts russes soulignent également leur plus grande aptitude au combat, même si l'argument est contesté par les militaires occidentaux. Enfin, les volontaires seraient légion. « Dans l'armée russe, il n'y a que des secrétaires et plus d'officiers, c'est pourquoi les gens comme moi sont partis et servent différemment. Toujours en attente d'être envoyés quelque part », se félicite « Magnus », qui a combattu à Azaz et Mari, deux localités situées au nord d'Alep, près de la frontière turque. Surtout, les salaires offerts par les Tcheveka - allant jusqu'à 80 000 dollars par mois pour un ancien colonel embauché sur le front - n'ont aucune commune mesure avec les traitements pratiqués dans l'armée (1 500 dollars minimum pour un colonel). Dans ces conditions, RSB affirme être capable de lever un millier d'hommes en un mois.

Le risque de développement anarchique du secteur avait incité, en 2013, deux parlementaires, guidés par le Kremlin, à déposer une proposition législative destinée à encadrer ces sociétés, tout en leur permettant de combler leur retard sur le marché international de la sécurité. La crainte est de voir surgir en Russie des armées privées financées par des oligarques, comme ce fut le cas dans le sud-est de l'Ukraine. Ainsi, le sulfureux homme d'affaires pro-ukrainien Igor Kolomoïski, en conflit avec le pouvoir de Kiev, en est venu à diriger les fameux bataillons du Donbass, qui furent ensuite dissous. ■

Officiellement, la Russie peut dire qu'elle ne participe pas à des opérations au sol en Syrie. Et si des collaborateurs de ces sociétés sont tués, ce n'est pas le problème de l'armée

ALEXANDRE KHRAMTCHIKHIN, EXPERT À L'INSTITUT D'ANALYSE POLITIQUE ET MILITAIRE

Quel est l'impact électoral de la « jungle » de Calais ?

Avec la crise des migrants, le score du Front national dans la ville de Calais est passé de 31,8 % aux européennes de 2014 à 49,1 % aux régionales de 2015.



ÉLECTIONS Au lendemain des visites à Calais de Nicolas Sarkozy et François Hollande, *Le Figaro* publie les premiers éléments d'une étude réalisée par l'Ifop et dont l'intégralité sera publiée dans quelques semaines par la Fondapol (www.fondapol.org).

LE FN À PRÈS DE 50 % AUX RÉGIONALES

Depuis le déclenchement de la crise migratoire au printemps 2014, le Front national a connu à Calais une progression que l'on ne retrouve nulle part en France sur cette courte période pour une commune de cette taille (Calais compte un peu plus de 50 000 électeurs inscrits). Au 1^{er} tour des régionales de 2015, Marine Le Pen y récolte ainsi 49,1 % des suffrages exprimés, en progression de 17,4 points sur son score des européennes 2014 (élection pour laquelle elle était déjà la tête de liste, ce qui permet une évidente comparaison). Ce sont donc quelque 5 690 suffrages supplémentaires que le FN récolte entre ces deux élections espacées de seulement un an et demi. À titre de comparaison, le parti léniniste a progressé de plus de 10 points dans cinq autres communes de plus de 1 000 électeurs seulement.

Cette progression du vote frontiste n'a pas été uniforme sur la ville de Calais. On constate une véritable explosion dans certains bureaux de vote en périphérie de la commune avec des hausses de plus de 30 points dans les quartiers populaires du Beau-Marais (assez proche de la jungle) et du Fort-Niauley (à l'autre extrémité de la ville). Tout se passe comme si la progression du vote frontiste avait d'abord obéi à une logique sociologique avec une hausse massive dans les quartiers populaires et une progression plus limitée voire contenue dans les quartiers résidentiels. Si dans le bureau riverain de la jungle (le n° 22), le FN ne progresse que

de 14,4 points (en deçà de la progression moyenne sur l'ensemble de la commune), il est intéressant de noter que la mobilisation électorale dans ce bureau a été nettement plus grande que dans le reste de la commune. Par rapport aux européennes, près d'un électeur sur quatre a retrouvé le chemin des urnes (+ 24,1 points) pour une progression de la participation de 17,8 points à Calais. Le bureau n° 22 se hisse ainsi dans la strate des bureaux où le FN progresse le plus en nombre d'inscrits (au 11^e rang sur 53 bureaux) et devient en 2015 le 2^e bureau qui accorde le plus de suffrages au FN avec 32,5 % des inscrits devant les bureaux de vote des quartiers populaires du Beau-Marais et du Fort-Niauley où les résultats se situent entre 25 et 30 % des inscrits. Le fort mécontentement d'une partie des riverains de la « jungle » ne s'est pas accompagné d'une démobilité des autres électeurs, ce qui a produit une progression nettement moins visible en suffrages exprimés.

LOGIQUES GÉOGRAPHIQUES, LOGIQUES SOCIOLOGIQUES

Parallèlement à cet effet de proximité, il est frappant de constater que les bureaux de vote où le FN a le plus progressé se situent quasiment tous en périphérie de la ville. C'est le cas, on l'a vu, dans les deux quartiers les plus pauvres de la ville, le Beau-Marais et le Fort-Niauley, alors que c'est sur le front de mer mais aussi dans le quartier de Calais-Nord et dans les bureaux de vote jouxtant l'hôtel de ville que la poussée frontiste a été la plus faible avec une hausse inférieure à 10 points. Si l'on se réfère au site www.milleursagents.com, c'est dans ces quartiers que le prix du mètre carré est le plus élevé à Calais (plus de 1 700 euros/mètre carré) alors que l'immobilier est beaucoup moins cher dans les quartiers précités (moins de 1 200 euros/mètre carré pour le Beau-Marais et le Fort-Niauley).

Cette logique centre/périphérie s'observe également quand on considère, non plus les évolutions, mais les scores enregistrés. Sous l'effet de la crise des migrants, les bureaux « bourgeois » votent

à 25 %, voire 35 % pour le FN (ce qui est beaucoup pour ce type de quartiers) et les bureaux populaires à plus de 55 % (avec des points à 70 % dans les bureaux 35 et 50). Dans ces derniers, il semble que nous ayons assisté à un transfert assez manifeste d'une partie de l'électorat communiste vers le FN entre 2014 et 2015. La présence de Jacky Hénin, ancien maire communiste de la ville, en tête de la liste Front de gauche aux européennes avait permis de mobiliser sur son nom cet électorat populaire des quartiers périphériques à l'époque. Son absence de la liste aux régionales en 2015 et son retrait de la vie politique calaisienne ont rendu cet effet caduc et cet électorat « orphelin » a massivement basculé vers le FN à la faveur de l'aggravation de la crise migratoire. Comme le montre le graphique ci-dessous, on constate que plus la liste conduite par Jacky Hénin avait obtenu un score élevé en 2014 et plus la progression frontiste a été spectaculaire entre ces deux scrutins. Le PS, à l'inverse, n'a pas profité de ce décrochage du PC dans les quartiers populaires. Cette percée frontiste s'explique également par le fait que nous soyons en présence d'un électorat populaire très homogène et avec une très faible présence de personnes issues de l'immigration. Contrairement à ce que l'on observe dans d'autres villes, ces quartiers ouvriers ou d'habitat social sont quasiment exclusivement peuplés par un prolétariat blanc et la présence immigrée, très faible à Calais, n'a pas servi de frein à la poussée frontiste dans ces quartiers. À l'instar de la tendance nationale, cette dynamique a été un peu plus contenue dans les quartiers plus résidentiels du fait de la présence des cadres, de retraités et de professions libérales, acquis à la droite.

UN BOND TOUT AU LONG DE L'AUTOROUTE A26

Le bond opéré par le FN entre 2014 et 2015 n'a pas concerné que Calais mais aussi l'arrière-pays. Dans toute une série de communes, comme Les Attaques (+ 10,1 points), Notkerque (- 11 points), Ardres (+ 12,4 points) ou bien encore Autingues (+ 16,8 points) la hausse est supérieure à 10 points. Ces communes ont la particularité de se trouver en bordure du tracé de l'autoroute A 26. C'est sur cet axe à l'entrée de Calais qu'on lie quasiment quotidiennement depuis des mois les incursions et les blocages de la circulation à la nuit tombée, opérations organisées par les migrants pour essayer de stopper le trafic et de monter dans les camions. Face à une présence policière

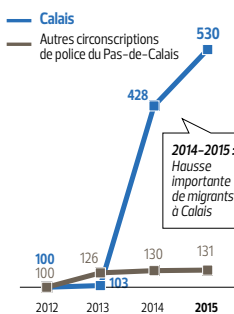
renforcée, ces actions se déplacent de plus en plus loin de Calais. Les usagers de l'autoroute que sont les chauffeurs routiers mais aussi les habitants de ces communes limitrophes de cet axe (qu'ils empruntent parfois quotidiennement pour aller travailler à Calais) sont donc confrontés très fréquemment à des scènes de guérilla urbaine et à des risques d'accidents de plus en plus fréquents et traumatisants. Sont également mentionnées les dégradations sur les exploitations agricoles (clôtures arrachées, cultures piétinées, vols dans les hangars) dans les campagnes du Calais. On retrouve cet effet en bordure de l'A26 jusqu'à 30 kilomètres de Calais à Moringhem (-12,8 points pour le FN) et Quelmes (- 11,7 points). Quand on s'éloigne de cet axe autoroutier, la progression frontiste perd en intensité mais reste réelle avec des hausses de 5 à 10 points.

QUEL LIEN AVEC LA DÉLINQUANCE ?

Aborder la question de la délinquance, qui plus est des migrants, est un exercice délicat, le parquet ne disposant pas de statistiques sur les migrants. Si l'on ne retient que les crimes et délits de type vols et cambriolages et les violences sexuelles, les chiffres officiels sont de 2 238 faits enregistrés en 2012 et de 2 458 en 2013. La délinquance n'était pas nulle à Calais avant l'arrivée massive des migrants. En 2014 toutefois, ces chiffres bondissent à 3 119 faits constatés, soit une progression de 26,9 %, la concomitance de cette aggravation de la délinquance avec les arrivées massives de migrants laissant envisager un lien de causalité entre les deux phénomènes. De la même façon, on enregistre une légère baisse de l'activité délinquante constatée en 2015 avec 3 006 faits enregistrés, ce qui tend également à valider l'idée que l'éloignement des migrants du centre-ville (des squats vers la « jungle ») mais aussi leur prise en charge par des ONG qui s'investissent alors de manière massive et viennent en soutien aux associations locales ont joué un rôle dans cette légère décline alors que le nombre de migrants à Calais a littéralement explosé une fois le bidonville de la lande constitué. Quand on compare à partir des données de l'« État 4001 », l'évolution de la délinquance sur la période 2012-2015 sur la circonscription de police de Calais et sur l'ensemble des 12 autres circonscriptions de police du Pas-de-Calais, on constate en effet que la hausse spectaculaire de la délinquance enregistrée à Calais ne s'observe pas dans les autres agglomérations du département. ■

1 La violence explose à Calais

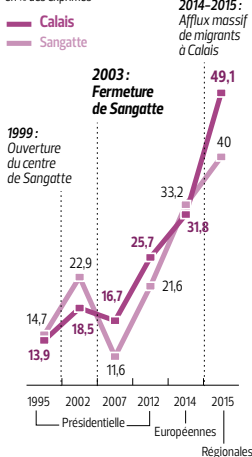
VOLS AVEC VIOLENCE, base 100 en 2012



2014-2015 : Hausse importante de migrants à Calais

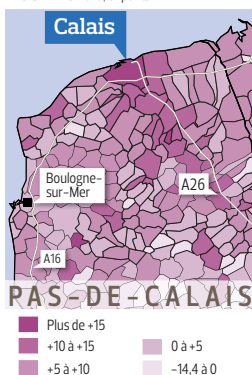
2 Un vote FN indexé sur la présence des migrants

SCORE DU FRONT NATIONAL, en % des exprimés



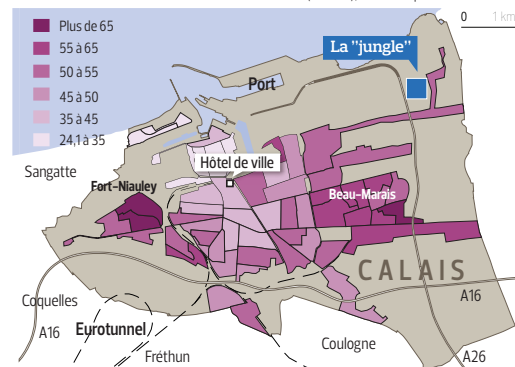
3 Le « couloir » de l'A 26

ÉVOLUTION DU SCORE DU FN ENTRE LES EUROPÉENNES DE 2014 ET LE 1^{ER} TOUR DES RÉGIONALES 2015, en points

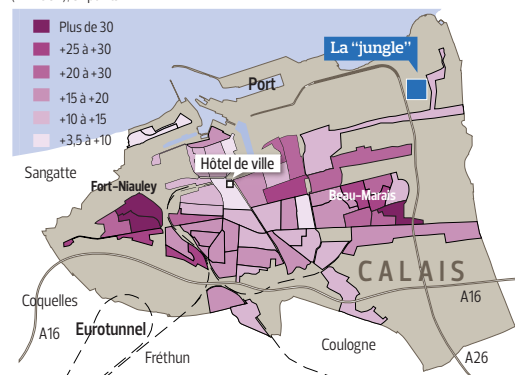


4 Force et progression du FN à Calais

SCORE DU FRONT NATIONAL AUX RÉGIONALES DE 2015 (1^{er} tour), en % des exprimés

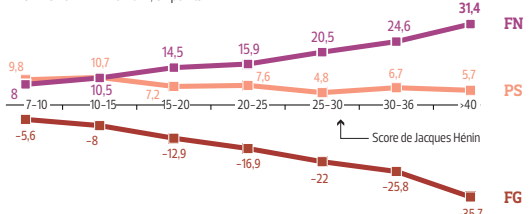


PROGRESSION DU SCORE DU FN ENTRE LES EUROPÉENNES 2014 ET LES RÉGIONALES 2015 (1^{er} tour), en points



5 Le FN progresse là où le PC était fort

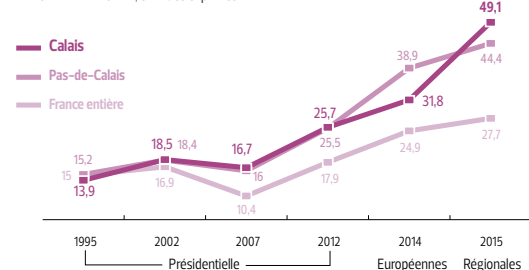
ÉVOLUTION DU VOTE FN/PS/FG ENTRE LES EUROPÉENNES 2014 ET LES RÉGIONALES 2015 (1^{er} TOUR) EN FONCTION DES SCORES FRONT DE GAUCHE DE JACQUES HÉNIN AUX EUROPÉENNES 2014, en points



Infographie LE FIGARO

6 Une hausse supérieure à la moyenne nationale

ÉVOLUTION COMPARÉE DES SCORES DU FN À CALAIS, DANS LE DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS ET AU PLAN NATIONAL, en % des exprimés



Clinton-Trump : à armes inégales

Dans les débats présidentiels, disent les spécialistes, le maintien et la manière comptent plus que les paroles et les idées. On se souvient de John Kennedy en 1960, beau, posé, hâlé, face à Richard Nixon livide et en sueur, qui voyait ce jour-là lui échapper les élections. Ou de Jimmy Carter, en 1980, ne sachant quelle contenance opposer à un Roland Reagan confiant et lisse, qui allait l'emporter triomphalement. Et plus près de nous de Barack Obama, le regard condescendant et contrarié pendant son premier duel télévisé avec Mitt Romney (il allait se rattraper ensuite).

Le débat entre Hillary Clinton et Donald Trump n'a pas échappé à cette règle d'airain. En bonne élève, familière de l'exercice, la candidate démocrate avait méticuleusement travaillé ses dossiers, testé ses arguments et éprouvé sa résilience face à des contradicteurs simulant la féroce de son concurrent. Elle semblait par moments presque trop préparée, « formatée », mais redoutablement efficace : bien renseignée, elle a attaqué M. Trump sur l'opacité de ses finances, ses mensonges sur le lieu de naissance du président Obama, son soutien avéré à la guerre d'Irak, qu'il nie désormais...

Donald Trump, qui a moins l'habitude de ce genre d'épreuve, paraissait moins à l'aise. Visiblement, il n'avait pas le souffle d'un débat aussi long. Il peinait à y introduire ses recettes habituelles, à escamoter son impréparation, son ignorance, voire un certain trouble sous le feu

de son adversaire. Il lui fallait, dans ce débat, projeter une image présidentielle. Il réussit à n'être que lui-même.

Les deux candidats, aujourd'hui au coude-à-coude dans les sondages, visaient à rallier des voix parmi les 20 % d'indécis. Alors que Hillary Clinton ciblait ostensiblement les minorités et les classes moyennes, lui, curieusement, ne cherchait pas à gagner les électeurs blancs diplômés, d'habitude acquis aux Républicains, que sa candidature avait fait partir.

Pour le reste, ce premier face-à-face devant une audience record, devait surtout conforter les électeurs qui

Alors que Hillary Clinton ciblait ostensiblement les minorités et les classes moyennes, Donald Trump, curieusement, ne cherchait pas à gagner les électeurs blancs diplômés, d'habitudes acquis aux républicains, que sa candidature avait fait partir

savaient déjà pourquoi ils allaient voter pour l'un et refuser leur suffrage à l'autre. Il constitue à ce titre le point d'orgue de la campagne la plus polarisée, la plus incivilisée et la plus dérangeante de l'histoire des États-Unis.

Les deux prétendants l'illustrent chacun à sa manière. À quelques semaines du scrutin, l'un et l'autre battent des records d'impopularité avec une cote de confiance la plus basse enregistrée par les sondages. M. Trump n'a jamais fait de politique, M^{me} Clinton est dans les parages depuis trente ans. Ils n'ont jamais vraiment expliqué les raisons de leur candidature, si ce n'est le narcissisme invétéré du premier et l'espèce de certitude élective qui habite la seconde. Et c'est peu de dire que ni l'un ni l'autre

n'incarne un espoir ou un projet d'avenir. Contestés, controversés, loin de sceller l'unité de leur parti respectif, ils en ont exacerbé au contraire les fractures. L'establishment républicain vient de subir un désaveu cinglant de son électoral qui a congédié son credo conservateur au profit d'un postulant qui n'en a cure et que le parti soutient désormais à son corps défendant.

Cette résignation doit autant à l'opportunisme électoral qu'à l'aversion des conservateurs pour M^{me} Clinton. Mais elle ne rend que plus aigu le dilemme des électeurs républicains : peut-on accorder son suffrage à un homme qui ne possède à l'évidence ni les compétences ni le tempérament ni l'équilibre psychologique pour exercer la fonction de président de la plus grande puissance de la

planète ? M. Trump n'a cessé d'alimenter cet embarras par ses affirmations controuvées, ses approximations, ses revirements, ses promesses improbables, ses insultes, cependant que les révélations s'accumulent sur ses affaires douteuses et ses litiges judiciaires. Au point que sa rivale démocrate s'est récemment étonnée d'avoir une avance si tenue sur un candidat aussi manifestement problématique et qui conserve pourtant une chance réelle de l'emporter en novembre.

C'était sans apercevoir les problèmes que posent ses propres aspirations présidentielles. Hillary Clinton donne l'impression d'appartenir à un monde révolu. L'âge n'y est pour rien — voyez

Bernie Sanders. Sa longue carrière n'a pas laissé un legs impérissable, plutôt une réputation mêlée de compétence, d'affairisme et de rapport incertain à la vérité. Disciplinée, pragmatique, convenue, sans charisme ni éloquence, il y a dans sa candidature quelque chose de suranné et de rétrograde.

Elle réussit à décrocher l'investiture démocrate sans emporter l'adhésion d'un parti qui l'a contrainte d'adopter le programme le plus à gauche de son histoire. Pour les partisans de Bernie Sanders, elle représente moins leur radicalisme politique et « social » que les plutocrates de Wall Street. Rien là de bien encourageant pour un électeur républicain qui serait tenté de voter utile.

Autrefois, les partis américains offraient un contrepoids aux passions politiques ; ils tendent aujourd'hui à en devenir l'instrument. La gauche du Parti démocrate est aussi attachée à ses engagements idéologiques qu'elle paraît indifférente aux procédures du jeu démocratique : militante et dépolitisée tout à la fois.

Quant aux électeurs républicains que la détresse économique et la dépossession identitaire portent à plébisciter Donald Trump, ils n'ont cure de son incompétence, pas plus qu'ils ne croient à ses promesses. Mais ils aiment les entendre et se moquent des conséquences — autre forme, aussi alarmante, de dépolitisation.

Comme l'a confié récemment l'un d'entre eux : « J'aime Trump parce qu'il dégage sans sommation. » Dangereux ? « Cela m'est égal. Après ce qu'on a vécu, cela m'est tout simplement égal. »

Entre démocrates et républicains, un autre « parti » joue dans ces élections sa partition, celui des « antipolitiques », des deux bords. *Professeur au Centre de recherches politiques Raymond-Aron.



RAN HALÉVI*

POUR « LE FIGARO »

Pour le directeur de recherche au CNRS, l'impopularité auprès de leurs propres électeurs des deux candidats à la présidentielle américaine fait le jeu des « antipolitiques ».

» Lire aussi PAGE 6

Moi, journaliste expérimenté américain, j'ai raté le « TGV Trump »

« **L**a vie punit celui qui arrive trop tard », a déclaré Mikhaïl Gorbatchev. Cette citation du dernier dirigeant de l'Union soviétique aurait aisément pu s'appliquer à bon nombre de correspondants politiques américains en 2016, surtout votre serviteur.

Devant le premier débat télévisé entre les deux principaux candidats à la fonction suprême, je pensais moins aux coups qu'ils se portaient qu'au fait qu'il y a moins d'un an un scénario dans lequel Donald Trump, le républicain, se tiendrait sur la même scène que Hillary Clinton, dont la candidature était attendue depuis si longtemps, était farfelu et inimaginable.

En d'autres termes, pour quelqu'un qui couvre les élections présidentielles américaines depuis près de quatre décennies et a assisté à 18 conventions nationales des deux camps, je peux avouer que j'ai raté le « TGV Trump ».

En s'appuyant sur les batailles qui ont fait rage pour l'investiture républicaine, allant de l'analyse des CV d'élus tous plus expérimentés les uns que les autres au degré de conservatisme de tel ou tel candidat, toute prévision concernant le résultat final est ici vouée à l'échec, surtout si les enseignements tirés de ces victoires passées sont faussés du fait de la présence d'un nouveau genre de candidat qui impose ses propres règles.

Voici pourquoi ce journaliste hésite à déclarer que Trump a déçu lors de sa première confrontation télévisée avec Hillary Clinton : il a à ce point bousculé les codes qui régissent la politique qu'en conclure que Hillary Clinton a remporté ce débat serait une erreur face à ce républicain unique en son genre.

Donald Trump, qui, rappelons-le, a été marié trois fois et va parfois à l'église, a soutenu à la fois des démocrates et des républicains et n'a jamais été élu, a non seulement ignoré les codes de la course à l'investiture républicaine, mais

il les a aussi tout bonnement piétinés. Ce faisant, il a remporté l'investiture avec le plus grand nombre de voix jamais exprimées dans des primaires régionales pour un candidat républicain.

En outre, tout comme l'issue du référendum sur le Brexit et la montée en puissance du parti allemand Alternative for Germany (AfD), dont la création remonte à seulement trois ans, ont déjoué tous les sondages et les pronostics en Europe, ce raz-de-marée a connu son apogée avec l'investiture de Trump, un candidat qui a régulièrement dépassé les chiffres dont il était crédité dans les sondages dans les États organisant des primaires.

Qu'il devienne ou non le 45^e président des États-Unis, Donald Trump est déjà entré dans les livres d'histoire comme étant la deuxième personne seulement à obtenir l'investiture sans jamais avoir été élu ni avoir occupé une haute fonction.

Si les républicains ont fait le choix de Trump, un promoteur immobilier multimillionnaire et présentateur d'une émission de télé-réalité, c'est que les circonstances lui étaient favorables. George Nash, auteur de *The Conservative Intellectual Movement in America Since 1945*, était son propos : « À tort ou à raison, chez pratiquement tous les conservateurs, une conviction profonde a cheminé selon laquelle la politique aux États-Unis est totalement partie à la dérive depuis la grande récession de 2008. » Nash conclut ainsi : « À la fin de l'année 2015, l'impression que les élites à la tête de l'Amérique ne respectaient plus la volonté du peuple s'est propagée bien au-delà de la droite incarnée par le Tea Party. »

Tout cela a donc permis le triomphe d'un outsider caractérisé par sa véhémence, un « animal sauvage », pour reprendre l'expression utilisée par Nash. Ses rivaux, tous élus (Jeb Bush, Chris Christie, Marco Rubio, John Kasich...), au comportement moins imprévisible, étaient perçus par de nombreux électeurs républicains comme étant tous les mêmes.

Depuis l'investiture de Barry Goldwater par les républicains en 1964, et surtout depuis la première investiture

de Ronald Reagan en 1980, les candidats se battent pour représenter leur camp aux élections présidentielles en faisant campagne à la droite de leurs opposants et finalement à la droite de la politique menée par celui qui a été élu président.

Cela a notamment impliqué de faire des appels du pied à des factions disparates sur l'axe droite dominante du parti. Trump s'est ainsi incliné devant la droite économique en s'engageant à réduire les dépenses et devant la droite culturelle en s'exprimant contre l'avortement (bien qu'il soit de loin le candidat républicain à l'investiture le plus en faveur de la communauté gay).

Toutefois, il a également façonné sa propre version du conservatisme, un conservatisme qui a clairement renforcé son électoral : une opposition

Qu'il devienne ou non le 45^e président des États-Unis, Donald Trump est déjà entré dans les livres d'histoire comme étant la deuxième personne seulement à obtenir l'investiture sans jamais avoir été élu ni avoir occupé une haute fonction

aux accords commerciaux multilatéraux tels que le partenariat transpacifique (TPP) voulu par l'Administration Obama et de nombreux républicains au Congrès ; une véritable « prise de distance » avec l'Otan et la participation globale des États-Unis au sein de l'alliance ou l'adoucissement de la position stricte du pays envers Vladimir Poutine, même après l'annexion de la Crimée l'année dernière.

Cette volonté de « laisser Poutine tranquille » est surprenante et reflète la vision de nombreux membres du Tea Party et de quelques républicains. Un sondage Economist YouGov réalisé auprès de républicains encartés à travers tout le pays a permis de constater que seuls 27 % avaient une opinion négative du président russe, contre 66 % il y a deux ans. Ce même sondage a également révélé que 85 % des républicains considéraient Poutine comme un « dirigeant fort », alors que

18 % utilisaient le même qualificatif pour Barack Obama.

L'une des difficultés éprouvées par de nombreux journalistes cette année a été de retrouver, chez Trump, les ressorts traditionnels d'une campagne présidentielle. Les permanences étaient rares et éloignées les unes des autres, tout comme les centres d'appels, voire les bénévoles. Dans une course qui comptait 17 candidats au départ, le candidat investi est au final celui qui aura dépensé le moins en personnel et en communication, en partie grâce à sa maîtrise des réseaux sociaux, dont l'importance est de plus en plus grande. Ses tweets parfois révoltants, appelant notamment la candidate démocrate « Hillary la malhonnête (crooked Hillary) » et qualifiant les membres de la presse de « simplices (dopey) », ont été largement relayés sur les réseaux sociaux.

Comme le remarque Howard Kalogian, président national du Tea Party Express, « Franklin Roosevelt a été le premier candidat à utiliser la radio pour rallier à sa cause d'innombrables partisans ; John Kennedy le premier président star de la télévision et Bill Clinton le premier à utiliser Internet avec une efficacité redoutable. Maintenant, Trump parle chaque jour à 30 millions de personnes qui, à leur tour, pourraient voter pour lui. »

C'est ainsi que s'est déroulée la course à l'investiture républicaine cette année. En regardant les « grands débats » de 2016, ce journaliste étudiait minutieusement de quelle manière Trump débat et s'il commence à avoir la stature d'un possible président des États-Unis. Considérer qu'un faux pas ou qu'une déclaration inexacte pourrait lui coûter les élections du 8 novembre est une erreur que je ne ferais pas non plus. Je l'ai déjà fait trop souvent par le passé, et je dois maintenant me résigner à assister à un débat avec Donald Trump comme candidat du Parti républicain. (Texte traduit par Aurélien Bigot).



JOHN GIZZI

Le correspondant à la Maison-Blanche du journal conservateur *Newsmax* estime que le candidat républicain a tellement bousculé les codes de la politique qu'il est audacieux de dire qu'il a perdu le premier débat télévisé.



CHRONIQUE

Yves de Kerdrel
ydekerdel@lefigaro.fr

Le capitalisme américain marche sur la tête

Tout le monde connaît Microsoft. Le géant de l'informatique, créé par Bill Gates et qui est devenu l'une des plus importantes entreprises américaines avec une valorisation proche de 440 milliards de dollars, a annoncé la semaine passée qu'il allait consacrer 40 milliards à racheter ses propres actions. A priori, c'est un signe de bonne santé, un geste de gratitude à l'égard des actionnaires et une preuve de l'ampleur de ses liquidités (113 milliards de dollars). En fait, c'est plutôt un signal inquiétant. D'abord parce que cela signifie que les dirigeants de Microsoft ont passé le rendement des actionnaires avant la recherche de projets d'avenir. Ensuite parce que

cette distribution de dollars est un curieux message envoyé à tous ceux qui, dans le groupe, innove, investissent et créent. Enfin parce que Microsoft laisse croire que l'argent, ne valant rien, il vaut mieux s'en débarrasser, quitte à se retrouver dans une situation difficile au cas où la situation changerait du tout au tout sur le front des taux d'intérêt. Cette annonce intervient quelques jours après qu'Apple, la plus grosse entreprise mondiale en termes de valorisation boursière, a décidé de rendre également une somme colossale aux actionnaires. Pour la firme à la pomme, cette restitution de cash ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan des 230 milliards d'euros de liquidités qu'elle a réussi à accumuler

grâce à ses succès technologiques et commerciaux. Au total, 92 % des entreprises américaines qui ont pu rapatrier des capitaux, placés dans des paradis fiscaux, grâce à une disposition ad hoc adoptée en 2004 à l'initiative de George Bush, ont décidé de distribuer cet argent aux actionnaires plutôt que de l'investir dans l'avenir. Cette frénésie de rachats d'actions vise d'abord et avant tout à améliorer la tenue du cours de Bourse. C'est ce qui résulte de plusieurs études académiques menées des deux côtés de l'Atlantique sur des milliers d'opérations de ce type. Et lorsque ces projets sont communiqués à l'ensemble des actionnaires, ils sont présentés comme « un moyen de création de la valeur ». Comme l'avait expliqué, il y a quelques années l'ex-banquier Bernard Esambert, qui avait présidé une mission de réflexion sur les rachats d'actions : « Laisser croire cela, c'est entretenir auprès du marché une illusion fautive, même si à court terme cela crée un effet de signal positif pour le cours de Bourse. »

Loin des bilans quantitatifs établis par les uns ou par les autres, on peut aujourd'hui soutenir que non seulement les rachats d'actions ne créent pas de valeur pour les actionnaires, mais qu'ils en détruisent bel et bien. Pour au moins trois raisons. D'abord ces opérations obligent les sociétés concernées à y consacrer des sommes très importantes. À tel point que cela fragilise de plus en plus leur situation financière. Même si, pour l'heure, il suffit de se baisser pour obtenir de l'argent très peu cher. Deuxième raison : en rendant au marché des sommes aussi importantes, les entreprises font l'aveu implicite de leur carence de projets industriels. Cela peut se concevoir dans des périodes

de récession économique. Un peu moins aujourd'hui. Au moment où la croissance mondiale retrouve des couleurs, il est frappant de voir tel constructeur automobile, tel éditeur de logiciels, tel fabricant d'ordinateurs arborer une attitude frileuse, voire multihésitante, qui consiste à rendre aux actionnaires une partie de l'argent que ceux-ci leur ont confié pour le faire prospérer. Comme un gestionnaire de fortune qui viendrait voir son client en lui avouant : « Je ne peux plus gérer votre compte ; je ne sais plus faire », ces industriels rapportent sur un plateau d'argent, avec une fiscalité bizarrement avantageuse, des capitaux qu'ils reconnaissent ne plus pouvoir faire fructifier au mieux de l'intérêt de leurs actionnaires. De fait, ils rompent en partie l'affectio societatis qui sacralise la notion de société anonyme.

La dernière perversion liée à cette mécanique destructrice tient au message qu'elle adresse à l'ensemble des salariés des sociétés concernées. En consacrant aux rachats d'actions une somme de nature comparable à celle engagée pour les investissements industriels, l'entreprise privilégie clairement l'actionnaire dans le partage de la valeur créée. Cela ne génère pas d'états d'âme dans les pays anglo-saxons où l'intérêt social de l'entreprise se confond totalement avec celui des actionnaires. En France, ce n'est pas la même chose. Nos organisations patronales ont toujours pris soin de rappeler que cet intérêt social liait celui des actionnaires, des salariés et des clients. Le rachat d'actions met en pièces ce triptyque. Et contrairement à ce que l'on pourrait croire, si à court terme cela profite aux actionnaires, cette fragilisation du corps social de l'entreprise peut devenir un lourd handicap pour sa création de valeur à long terme.

100 000 citations
et proverbes sur **evene.fr**

ENTRE GUILLEMETS

« Chemises arrachées » : procès des salariés d'Air France. KENZO TRIBOUILLARD/AFP



Johann Wolfgang von Goethe
Il y a un homme
dans chaque chemise



ANALYSE

Marc Landré
mlandre@lefigaro.frHollande, comédien malgré lui
d'une pièce de Molière

Tic-tac, tic-tac, tic-tac... A un peu plus de deux mois de l'annonce de sa décision de se porter (ou pas) candidat en 2017 à sa propre succession, François Hollande n'a toujours pas rempli la seule condition qu'il a lui-même fixée dès 2012 pour se représenter : inverser, significativement et durablement, la courbe du chômage. La hausse, fin août, de 52 400 inscrits en catégorie A à Pôle emploi est en effet venue doucher ses espoirs de présenter prochainement une facture propre aux Français sur le front de la lutte contre le chômage.

Si la tendance est toujours bien orientée à la baisse (- 27 000 chômeurs depuis le début de l'année, contre - 79 000 il y a tout juste un mois), elle est en revanche beaucoup moins probante depuis lundi soir. Encore un mois à ce rythme et le chômage battra, à nouveau, des records... à la hausse. À fin août, le chômage a ainsi augmenté 40 fois en 52 mois et baissé, certes 6 fois dans la dernière année (sur les 12 recensées depuis le début du quinquennat), mais deux fois seulement deux mois d'affilée (en juin et juillet 2015, et en mars et avril 2016). Quant au nombre de chômeurs supplémentaires depuis mai 2012 - le bilan Hollande, comme il y a eu il y a quatre ans un héritage Sarkozy sur lequel la gauche avait surfé pendant la campagne -, il est déjà sans appel pour le chef de l'État : - 685 000 chômeurs en 52 mois !

Difficile en effet de capitaliser sur une inversion de la courbe qui n'existe pas... Deux solutions s'offrent dès lors au président Hollande pour tenter

de rompre le mauvais sort, pense-t-il, qui s'acharne sur lui. Première option, relativiser l'indicateur de l'inversion de la courbe du chômage pour mieux le minimiser. Un travail de sape qui a d'ailleurs commencé depuis peu, et il n'y a qu'à écouter Jean-Marie Le Guen, actuel secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement qui se prédestine à bien plus en cas de réélection de François Hollande, pour s'en convaincre. « Je ne crois pas qu'on puisse décider d'une candidature à la présidentielle sur ce seul critère », a-t-il glissé lundi sur BFMTV, alors qu'il était interrogé sur l'engagement du chef

Comme M. Jourdain faisait
de la prose sans le savoir, le chef
de l'État a réussi à inverser la courbe
du chômage sans s'en rendre compte

de l'État de ne se représenter que si le chômage finissait par baisser. Myriam El Khomri, la ministre du Travail, n'est pas en reste quand elle affirme, comme ce mardi sur Radio Classique, que « les chiffres mensuels (...) ne sont pas l'alpha et l'oméga d'une politique qui est menée ».

La seconde option qui s'offre au président est un peu plus compliquée à mettre en œuvre. Il s'agit, ni plus ni moins, que de nier l'évidence et jurer, malgré la hausse, que le chômage baisse. Périlleux. Là encore, la belle mécanique élyséenne est en marche et les éléments de langage, véhiculés par les pro-Hollande, vont tous dans ce sens. Ainsi Myriam El Khomri n'a-t-elle pas hésité à marteler, sitôt les chiffres de fin août rendus publics, que « la tendance reste

bonne ». Comprenez, que le chômage est toujours orienté à la baisse.

La ministre est allée plus loin ce mardi en affirmant, dans une tournure de phrase en forme d'hommage présidentiel, que « l'inversion de la courbe du chômage, elle est là quand on regarde les chiffres de l'Insee », selon lesquels, « depuis un an, le taux de chômage en France est passé de 10,5 % à 9,9 % » de la population active. À écouter la locataire de la Rue de Grenelle, le taux de chômage ne serait pas le seul indicateur qui valide la thèse présidentielle du « ça va mieux ! » : la hausse de 3,7 % en août du nombre de déclarations d'embauche de plus

d'un mois, les 121 000 créations nettes d'emploi dans les entreprises depuis un an ou les 700 000 demandes d'aide « Embauche PME » depuis janvier, entre autres, le démontrent également...

Bref, comme M. Jourdain, le bourgeois gentilhomme de Molière qui faisait de la prose sans le savoir, François Hollande aurait réussi à inverser la courbe du chômage sans s'en rendre compte et, surtout, sans le dire et le faire savoir. Le président de la République s'est juste trompé... d'indicateur en liant depuis quatre ans son destin présidentiel au nombre d'inscrits à Pôle emploi plutôt qu'à celui des chômeurs calculé par l'Insee au sens du Bureau international du Travail (BIT). Le seul indicateur qui vaille, rappellent d'ailleurs les partisans du chef de l'État, au motif que lui seul permet les comparaisons internationales. Une candidature à la présidentielle tient parfois à peu de chose...

FIGAROVox

POLITIQUE

- La paix et l'amitié entre la Suisse et la France ont 500 ans : ça se fête !, par Alain Berset.
- Pour forger notre identité nationale : soutenir la langue française, par Claude Goasguen.

MONDE

- Pourquoi les Français devraient voter Donald Trump, par Frédéric Saint Clair.

LES RENCONTRES
DU FIGAROavec
LUC FERRY

le lundi 10 octobre

à 20 heures

Salle Gaveau

Réservations :

01 70 37 31 70 ou

www.lefigaro.fr/rencontres



LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Paul-Henri du Limbert
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie), Laurence de Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Philippe Gelle (International),

Anne Huet-Wuillème (Edition, Photo, Revision), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision) et Yves Thread (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bengana
Editeur adjoint
Robert Mergul

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pillet-Wil, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurora Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimé en Espagne Maroc. ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0421 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ; sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11. Gérez votre abonnement votre Espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 409 €. Semaine : 259 €. Week-end : 199 €.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 16 pages
Cahier 2 Économie
3 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages
Édition le-de-france
Supplément 4
Figaroscope
64 pages tabloïd

Claude Lelouch : « On apprend plus des navets que des chefs-d'œuvre »

Le cinéaste préside le Festival du film britannique de Dinard et monte son prochain film.



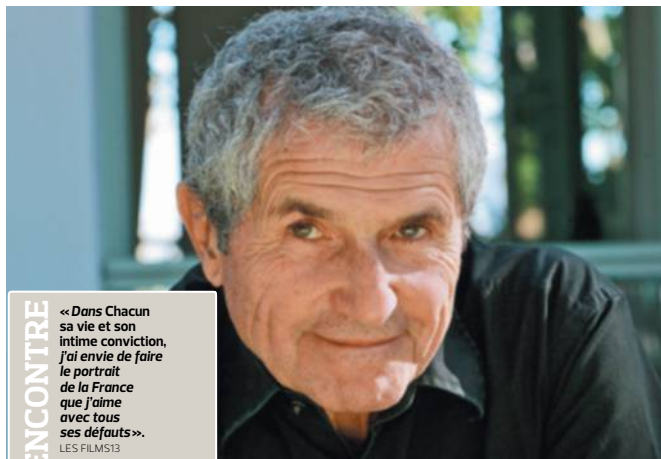
Nathalie Simon
nrsimon@lefigaro.fr

« Claude Lelouch est en plein montage de son prochain film, *Chacun sa vie* et son *intime conviction* avec Jean Dujardin et Johnny Hallyday. Il est aussi le président du jury du Festival du film britannique de Dinard qui commence ce 28 septembre. À 78 ans, il vient de sortir un livre, *Le Dictionnaire de ma vie* (Éd. Kero). Son mythique *Un homme et une femme* - palme d'or à Cannes en 1966 et couronné de deux os-cars - ressort en version restaurée en salle pour ses 50 ans le 16 novembre.

LE FIGARO. - Pourquoi aimez-vous présider un jury ?
CLAUDE LELOUCH. - C'est devenu mon deuxième métier ! Ma distraction préférée c'est encore de voir des films. J'ai besoin de me nourrir des films des autres pour faire les miens. Je ne comprends pas les cinéastes qui ont peur d'aller voir les films des autres. Le cinéma est un art de technologies nouvelles, c'est important de voir comment elles sont utilisées. On s'influence tous, tous les bons metteurs en scène laissent des traces. C'est pour cela que j'ai créé des ateliers de cinéma à Beaulieu. Les œuvres d'art sont là pour nous transformer. Derrière, il y a toujours une part de divin qui m'intéresse, ce qui fait que d'un seul coup l'invisible vous parle.

Dans les navets aussi ?

À Beaulieu, je montre à mes élèves autant de navets que de chefs-d'œuvre. Dans un navet, on voit ce qui ne va pas, dans un chef-d'œuvre tout est bon, comme dans le cochon ! On apprend plus avec les défauts qu'avec ce qui est réussi. Que voulez-vous dire avec *Citizen Kane* ? J'ai plus appris de mes échecs que de mes succès. Ça vous fait progresser. J'ai montré à mes élèves *Le 84 prend des vacances* de Léo Joannon. C'est un film qui a eu beaucoup de succès, mais c'est un gros navet.



RENCONTRE
« Dans *Chacun sa vie* et son *intime conviction*, j'ai envie de faire le portrait de la France que j'aime avec tous ses défauts ».
LES FILMS 13

Appréciez-vous le cinéma britannique ?

J'adore ! C'est un merveilleux cinéma de synthèse entre le cinéma américain et le cinéma européen. Il a la chance de parler anglais, ça lui ouvre un marché colossal. Le monde entier est à sa disposition. Il est aussi sur une ligne formidable, d'Hitchcock à David Lean, on a du mal à faire mieux. David Lean est au-dessus des plus grands, il a fait un cinéma populaire et de grande qualité. Il a réussi ce mélange que j'essaie de faire de temps en temps. Regardez *Lawrence d'Arabie*, *Brève rencontre*, *Le Pont de la rivière Kwai*... Le cinéma français reste mon préféré, j'aime beaucoup aussi le cinéma italien.

Quel genre de président serez-vous ?

Ouvert. Je ne serai surtout pas un dictateur. Si Dieu existe, il est comme un arbitre. Oui, je serai un arbitre. Quand un film trouve son public, c'est bien. Quand il trouve tous les publics, c'est encore mieux. J'ai la faculté d'être un bon spectateur, quand le film est mauvais, je redeviens professionnel, je regarde le son, la lumière... En revanche, s'il me fait du bien et me raconte une histoire, j'oublie la technique. Ce que j'aime dans les festivals, c'est entrer dans les salles sans savoir ce que je vais voir. Je vais inviter les jurés à ne pas regarder la brochure. C'est fou la vitesse à laquelle on se laisse intoxiquer par une critique, un acteur... Quand je visite un musée, je ne prends pas de guide. Quand je pars en vacances, je ne sais jamais où je vais. Je suis toujours récompensé. Le patron de ma vie, mon agent principal, c'est le hasard. Il

m'emmène là où mon intelligence n'aurait pas eu le culot de m'emmener. Mon intelligence a la trouille, a trop le sens des affaires. Elle est trop pragmatique.

Le cinéma est-il trop pessimiste aujourd'hui ?

Je n'aime pas les films qui se terminent bien, ni ceux qui finissent mal. J'adore ceux où il y a de l'espoir. Tout ce qui nous arrive aujourd'hui, c'est positif. J'ai eu la chance ou la malchance de connaître la guerre, je sais que s'il n'y a pas la guerre, c'est le paradis. Il y a des incendies avec des pompiers partout, mais il n'y a pas de guerre mondiale.

Pensez-vous aux attentats ?

C'est inévitable, on a fabriqué un monde... Toutes les religions ont le même scénario, c'est le metteur en scène qui change. On sait qu'il peut déformer ou créer une chapelle. Ce scénario est basé sur l'amour. Je me suis intéressé à Amma (*une figure spirituelle indienne devenue symbole de l'amour*, NDLR) dans mon dernier film, *Un plus une*. L'amour, c'est aussi ma religion. Pourquoi j'ai autant raconté d'histoires d'amour ? Parce que la plus belle histoire au monde, c'est pourquoi un homme et une femme ont envie d'aller dans un lit et pourquoi après, ils n'en ont plus envie. Ça intéresse l'humanité, c'est aussi une histoire politique. J'ai fait trois sortes de films, certains qui racontent une histoire d'amour, d'autres sur ce fil invisible qui relie les uns et les autres, et enfin j'ai laissé une porte ouverte aux cons. Les films qui fonctionnent le mieux sont des hommages à la connerie ; *Le Dîner de con*, *Le Corniaud*, *La Grande Vadrouille*... J'ai essayé de tout mettre dans mon prochain film, *Chacun sa vie* et son *intime conviction*.

Vous y avez dirigé Jean Dujardin, Johnny Hallyday,

Béatrice Dalle, Mathilde Seigner... Les stars sont-elles indispensables pour monter un film aujourd'hui ?

Ça aide ! Dans mon prochain, il y a une trentaine de stars et une trentaine d'inconnus, j'ai toujours mêlé les deux. Dans *Chacun sa vie* et son *intime conviction*, j'ai envie de faire le portrait de la France que j'aime avec tous ses défauts. Tout le monde veut commander, personne ne veut obéir, je retrouve un peu l'esprit de *L'aventure c'est l'aventure* et de *Les Uns et les Autres*. J'espère faire rire de nos défauts. ■



L'UNIVERS A-T-IL UN COMMENCEMENT ?

POUR VOTRE VOITURE, NE VOUS POSEZ PLUS DE QUESTION !



CITROËN C3
VITAMINE

À PARTIR DE
9 990 €⁽¹⁾

SOUS CONDITION DE REPRISE

- MOTEUR PURETECH
- CLIMATISATION
- RADIO CD MP3

ORIGINE
FRANCE[®]
GARANTIE

CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Citroën C3 PureTech 82 BVM Feel Edition avec option peinture métallisée (12 320 € TTC sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 8 ans). (1) Somme TTC restant à payer pour l'achat d'une Citroën C3 PureTech 68 BVM Vitamine neuve, hors option, déduction faite de 4 660 € de Prime Verte Citroën, sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 8 ans. Offre réservée aux particuliers, non cumulable, valable jusqu'au 31/10/16 dans le réseau Citroën participant, dans la limite des stocks disponibles. CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE CITROËN C3 : DE 3,0 À 4,6 L/100 KM ET DE 79 À 107 G/KM.

LE FIGARO economie

lefigaro.fr/economie

AUDIOVISUEL
CANALSAT ET FREE
LANCENT UNE OFFRE
GROUPEE À 39,99 EUROS
PAGE 25



UBER
LE GROUPE DÉFEND
SON MODÈLE
ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL PAGE 24



> ZOOM

LA BAISSÉ DU DÉFICIT EN 2017 JUGÉE << IMPROBABLE >>

Le Haut Conseil des finances publiques estime « improbables les réductions des déficits » prévues dans le projet de budget pour 2017, apprend-on dans son avis à paraître ce mercredi, dont Le Figaro a eu connaissance. Il considère même comme « incertain » le retour en 2017 du déficit sous le seuil des 3 % du produit intérieur brut, alors que le gouvernement a affiché dans son projet de loi de finances 2017 un objectif de 2,7 %.

L'instance pointe d'abord des hypothèses économiques - et notamment la prévision de croissance de 1,5 % l'année prochaine - « un peu élevée au regard des informations connues à ce jour ». Mais, surtout, le projet de budget pêche du côté des dépenses. « Les risques pesant sur les dépenses sont plus importants en 2017 que pour les années précédentes », juge l'institution présidée par le président de la Cour des comptes, Didier Migaud. Les économies escomptées de futures négociations sur l'assurance-chômage sont jugées « irréalistes ». De plus, le Haut Conseil s'inquiète des « incidences possibles » sur le déficit des recapitalisations annoncées d'EDF (4 milliards d'euros) et d'Areva (5 milliards).

Au passage, le Haut Conseil dévoile des mesures de trésorerie budgétaires non encore connues. La taxe sur les véhicules de société perçue par les Urssaf au titre de 2017 sera en effet perçue... dès 2017. Et ce, officiellement « pour faire coïncider la période d'imposition avec l'année civile », argumente le ministre des Finances, cité dans l'avis du Haut Conseil. Ce truchement comptable, qui rapporte 200 millions d'euros, vient s'ajouter à l'amortissement accéléré des logiciels (100 millions d'euros) ou - mesure déjà connue - à la majoration du cinquième acompte de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises (500 millions). « Ces suppléments exceptionnels, estimés à 1,3 milliard d'euros, ne se retrouveront plus l'année suivante », note le Haut Conseil. Enfin, l'instance pointe les mesures du gouvernement, telle la transformation de baisses d'impôts sur les entreprises en crédits d'impôts, qui ne coûteront rien en 2017 mais qui « fragilisent la trajectoire des finances publiques à compter de 2018 ». G. G.

Coup de frein sur le commerce mondial



JEAN-CHRISTOPHE MARIN/AR/L'E FIGARO, YU FANGPING/MAGNET CHINA, FAHAD SHADEED/REUTERS

Pour la première fois depuis la crise financière de 2008, le rythme de progression des échanges mondiaux de marchandises est plus faible que celui du PIB. Avant la crise, lors de la mondialisation, le commerce progressait bien plus vite que la richesse. L'OMC et le FMI avancent une série d'explications à ce phénomène inquiétant. PAGE 21

Les entreprises toujours plus taxées qu'en 2011

D'après le Medef, 16 milliards de hausse de taxes et de cotisations n'ont pas été effacés par le pacte de responsabilité et le CICE.

Selon une enquête réalisée par le Medef et dont Le Figaro publie les résultats, les entreprises françaises paieront l'année prochaine 16 milliards d'euros de prélèvements de plus qu'en 2011. Pas moins de 87 mesures de hausse ont été décidées depuis six ans sous les gouvernements Fillon et

Ayrault, notamment par les collectivités locales au niveau territorial, à hauteur de 9 milliards. Geoffroy Roux de Bézieux, numéro deux de l'organisation patronale, rappelle qu'il existe toujours un différentiel de 80 milliards d'euros de prélèvements avec l'Allemagne.

→ EN 2017, LES ENTREPRISES PAYERONT 16 MILLIARDS D'EUROS DE PRÉLÈVEMENTS DE PLUS QU'EN 2011 → « IL FAUT CONTINUER À COMBLER L'ÉCART FISCAL AVEC NOS VOISINS EUROPÉENS » → JUPPÉ, FILLON, SARKOZY ET CONSORTS DEVANT LES PATRONS PAGES 20 ET 21

Vers un contrôle renforcé de l'assurance-vie

L'État a décidé de mieux encadrer l'assurance-vie. Le projet de loi Sapin II revient ce mercredi devant l'Assemblée nationale. La mesure dont on parle le plus prévoit que le Haut Conseil de stabilité financière, sur proposition du gouverneur de la Banque de France, puisse « suspendre, retarder ou limiter temporairement, pour tout ou partie du portefeuille, le paiement des

valeurs de rachat, la faculté d'arbitrage ou le versement d'avances sur contrat ». Il s'agit de limiter les retraits pendant un certain temps (probablement six mois.) L'objectif : éviter que les épargnants retirent massivement leurs avoirs des contrats d'assurance-vie en cas de hausse brutale des taux d'intérêt pour les placer sur des actifs mieux rémunérés. PAGE 22

le PLUS du FIGARO ÉCO

CARREFOUR CITY
L'enseigne teste
un relais Poste
dans une supérette
de centre-ville

PAGE 22

LA SÉANCE

DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2016

| | | | |
|--|------------------------|-------------------|--------|
| | CAC 40 | 4398,68 | -0,21% |
| | DOW JONES (18h) | 18184,30 | +0,49% |
| | ONCE D'OR | 1327,00 (1340,50) | |
| | PÉTROLE (10h) | 45,830 (47,060) | |
| | EUROSTOXX 50 | 2970,84 | -0,17% |
| | FOOTSE | 6807,67 | -0,15% |
| | NASDAQ (18h) | 5286,34 | +0,55% |
| | NIKKEI | 16683,93 | +0,84% |

L'HISTOIRE

L'Arabie saoudite, en déficit budgétaire, sabre le salaire de ses ministres

Les temps sont difficiles pour les pétromonarchies du Golfe victimes de la chute des prix du pétrole depuis 2014. Habituees aux largesses financières, l'Arabie saoudite - premier exportateur mondial d'or noir - ne peut plus échapper à la cure d'austérité. Après avoir annoncé des coupes dans les subventions publiques il y a quelques mois, le gouvernement saoudien a pris le taureau par les cornes en s'attaquant, cette fois, au secteur public, qui ne représente pas moins des deux tiers des emplois du royaume. Pour faire passer plus facilement la pilule de l'austérité auprès des 30 millions d'habitants, le roi Salmane (notre photo) entend montrer l'exemple : le traitement des ministres devrait être amputé de 20 %, les indemnités annuelles des membres du Conseil de la Choura - l'Assemblée consultative du pays - devraient être réduites de 15 %, et les voitures de fonction ne devraient plus être fournies aux « hauts responsables de l'État », rapporte l'AFF. Quant aux fonctionnaires, ils ne pourront plus, par exemple, bénéficier

de bonus lors du renouvellement de leur contrat. Du jamais-vu dans ce pays qui achète depuis des dizaines d'années la stabilité sociale grâce à sa rente pétrolière et qui, aujourd'hui, paie cher sa dépendance à l'or noir. Et pour cause, alors que le baril de pétrole se négociait à plus de 100 dollars en 2014, il se vend désormais à moins de 50 dollars. Résultat : la pétromonarchie, habituée aux excédents, devrait afficher cette année un déficit, équivalent à près de 14 % du PIB. ■ MANON MALHÈRE



Sanofi sera la cible de la première action de groupe en santé

Les victimes de la Dépakine, l'antiépileptique prescrit à des femmes enceintes, seront les premières à recourir à l'action de groupe. Huit mois après le vote de la loi de modernisation du système de santé, le décret autorisant des patients à intenter, en association, des poursuites contre un fournisseur de produits de santé, a été publié hier. Charles Joseph-Oudin, l'avocat des victimes de ce traitement à base de valproate et commercialisé par Sanofi, s'apprête donc à lancer la première action de groupe. Il représentera une quinzaine de victimes devant le tribunal de grande instance de Créteil, conjointement avec l'Association d'aide aux parents d'enfants souffrant du syndrome de l'anticonvulsivant (Apesac). « Nous présenterons les dossiers d'enfants nés entre 1985

et 2015 », explique l'avocat. Cette variété de situations permettra au tribunal d'évaluer la faute du laboratoire et le lien de causalité entre le valproate et les différentes malformations (congénitales, autisme, retards...). Selon la loi française, une procédure individuelle devra ensuite être engagée pour chaque dossier. Charles Joseph-Oudin, qui a été auparavant l'avocat des victimes du Mediator et de celles du vaccin contre la grippe H1N1, gère les dossiers d'environ 800 enfants victimes de la Dépakine. Il espère qu'une première décision rapide sur 15 dossiers incitera Sanofi, qui n'a pour l'instant pas réagi, à discuter et négocier avec les victimes. Le dossier Dépakine, pour lequel on parle de 15 000 victimes, pourrait devenir délicat pour le laboratoire tricolore. ARMELLE BOHNEUST

En 2017, les entreprises paieront 16 milliards de prélèvements de plus qu'en 2011

Le pacte de responsabilité et le CICE ne compensent pas toutes les hausses de taxes et de cotisations en six ans.

EXCLUSIF

GUILLAUME GUICHARD
@guillaume_gui

FISCALITÉ Michel Sapin aurait dû réfléchir un peu plus avant de parler... « Nous aurons en 2017 effacé l'ensemble des hausses d'impôts et de charges sur les entreprises mises en œuvre depuis 2011 », a affirmé, le 20 septembre, content de lui, le ministre de l'Économie et des Finances lors de la présentation des grands équilibres du budget 2017. Le problème, c'est que le Medef n'est pas de cet avis et il a quelques arguments pour le démontrer...

Dans une étude dont *Le Figaro* publie les résultats, le mouvement patronal estime que la facture des hausses d'impôts et de charges supportées par les entreprises depuis cinq ans n'a pas été remboursée en intégralité, loin de là. Certes, le pacte de responsabilité et le crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE) ont, depuis 2014, allégé de 31,9 milliards le fardeau fiscal qui pèse sur les employeurs. Mais l'addition des hausses de prélèvements enregistrées depuis 2011 culmine à pas moins de 47,8 milliards d'euros, dont 10,1 milliards sous la présidence de Nicolas Sarkozy et 28,9 sous celle de François Hollande. D'où un différentiel, en dé-

47,8
milliards d'euros
Surcroît de prélèvements pesant sur les entreprises depuis 2011, avant prise en compte du CICE et pacte de responsabilité

veur des entreprises, restant de 15,9 milliards.

Pour arriver à ce résultat, le Medef a compulsé toutes les lois financières (y compris de la Sécurité sociale) votées depuis 2011, année à partir de laquelle les prélèvements ont dérapé. Le mouvement présidé par Pierre Gattaz prend aussi en compte, contrairement à Michel Sapin, l'envolée de la fiscalité locale depuis cinq ans. Et la différence est

loin d'être anodine. Les collectivités ont, en effet, actionné lourdement le levier des taxes sur les sociétés (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, contribution foncière des entreprises...) pour dégager un total de 9 milliards en six ans.

Le décompte effectué par le Medef est des plus minutieux. Il recense pas moins de 87 hausses d'impôts, cotisations sociales et taxes diverses sur la période. Une myriade de créations ou de hausses de microtaxes, souvent sectorielles, passées en grande partie inaperçues... Mais du « renforcement

de la taxe générale sur les activités polluantes air (40 millions d'euros par an) à l'« harmonisation » - à la hausse - de la C3S dans l'assurance (55 millions d'euros), en passant par la « modernisation » de la taxe due par les éditeurs de service de télévision (4 millions d'euros), l'addition finit par peser très lourd.

Figure aussi dans cet inventaire à la Prévert réalisé par le Medef une quinzaine de mesures fiscales d'une tout autre importance, pesant au moins 1 milliard d'euros chacune. La plus douloureuse ? La limitation de la déductibilité des charges financières, qui coûte

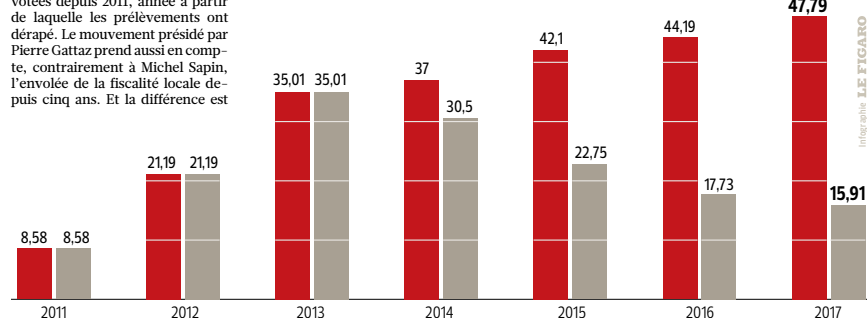
ÉVOLUTION DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES SUR LES ENTREPRISES

En milliards d'euros

TOTAL MESURES hors CICE et Pacte

TOTAL MESURES y compris CICE et Pacte

Source : calculs Medef



4 milliards par an aux sociétés, et ce depuis 2014. Quant aux hausses successives des cotisations retraitées depuis 2012, elles pèsent 3 milliards d'euros. La hausse du forfait social, en 2012, coûte quant à elle 2,4 milliards d'euros par an aux entreprises. D'ailleurs, le coup le plus dur fut asséné justement en 2012 par la toute nouvelle majorité socialiste. Les budgets rectificatifs élaborés par le gouvernement Ayrault cette année-là ont alourdi d'un coup la fiscalité sur les entreprises de près de 10 milliards.

Par ailleurs, malgré le tournant pris en 2014 par le gouvernement en faveur d'une politique de l'offre, les prélèvements sur les entreprises ont continué de gonfler. La prorogation de la surtaxe sur l'impôt sur les sociétés, en juillet 2014, coûte ainsi toujours 3 milliards aux entreprises. La réintégration, la même année, des temps de pause dans le calcul des allègements de charge, 200 millions. Quant à la cotisation pénibilité, elle pèsera 85 millions d'euros en 2017 mais devrait monter en charge à l'avenir. Mais c'est le relèvement progressif de la taxe carbone, voté en 2015, qui représente la plus grosse facture post-2014 : 2,4 milliards d'euros en 2017.

La leçon à tirer de l'étude du Medef sur ces 87 hausses d'impôts en

« On vient de passer cinq années horribles »

REPORTAGE

MARIE VISOT @MarieVisot

Mardi, maison de la Chimie, 10h20. Ils sont déjà plusieurs dizaines d'entrepreneurs et d'investisseurs à attendre le premier des six candidats à la primaire de la droite, dans moins d'une heure, Alain Juppé leur présentera son programme et sera suivi dans la journée par Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-François Copé, Bruno Le Maire, François Fillon et Nicolas Sarkozy. Chacun va tenter une opération séduction lors de ces « Primaires de l'économie », organisées par l'ACSEL (Association transversale du numérique en France), CroissancePlus, France Digitale, le Meti (Entreprises de taille intermédiaire) et France Biotech... Dans les couloirs, les discussions vont bon train : « On vient de passer cinq années horribles, il faut vraiment remettre les entreprises de croissance au cœur du débat », souffle un entrepreneur. Ont-ils un favori ? « J'attends la fin de la journée pour me prononcer », répond un financier. « Oui, mais je ne vous le dirai pas ! Sauf peut-être que ce n'est pas le favori... », rétorque un autre.

11 heures
Les journalistes se précipitent à l'entrée, caméras et perches s'entrechoquent. « Un jour ils vont en tuer un », peste la directrice de

campagne d'Alain Juppé et ex-entrepreneuse, Virginie Calmels. Le candidat se lance : il a 12 minutes pour présenter ses priorités. « Je veux remettre les entreprises au cœur des politiques de l'emploi », déclare le favori de la primaire. Le compteur défile sur grand écran, il parle de sa loi fiscale « qui garantira la visibilité aux entreprises sur le quinquennat ». Dans la salle, on critique l'absence de détails. « Il a la stature mais je reste sur ma faim », peste un patron.

Alain Juppé se détend quand Guillaume Richard, le patron de O₂ (services à la personne), l'interroge. « Dans votre ouvrage, vous dites beaucoup que vous aimez la France, mais aimez-vous aussi l'entreprise ? » demande-t-il. « Je vais vous en donner des preuves », rétorque Juppé. Une déclaration saisie au vol par Bruno Grandjean, le président de Redex, qui regrette que les baisses de cotisations proposées soient concentrées sur les bas salaires « alors que la France a besoin d'entreprises qui innovent et exportent ». Pour l'heure, Juppé n'en démontre pas. « C'est une recette qui n'a jamais marché. On espère encore la faire changer d'avis », confie Philippe d'Ornano, président de Sisley et coprésident du Meti.

12h15
Nathalie Kosciusko-Morizet apporte la touche féminine de la journée. La salle est plus claire, semée, le discours



Alain Juppé
11h



NKM
12h15

plus lyrique, moins organisé, mais il y souffle un vent de nouveauté. « Le nouveau monde est plein d'opportunités. Pendant longtemps, on a voulu tous les mêmes produits le moins cher du monde ; aujourd'hui nous voulons des produits qui nous ressemblent », jure-t-elle. Investissements et créativité sont ses lignes directrices. Elle défend aussi un statut du travailleur indépendant. Lors de la table ronde, elle engage une discussion spontanée : « Quand les politiques ne comprennent pas un sujet, ils ont tendance à le transformer en débat moral. L'ubérisation arrive ; il faut arrêter d'épiloguer et nous organiser pour en tirer parti. » L'ex-ministre n'oublie pas de tacler ses adversaires : « Avoir 100 mesures en stock ou des programmes de 1000 pages, ça ne sert à rien si on ne leur donne pas un sens ! explique-t-elle. Supprimer le syndicalisme, ce sont des trucs qu'on dit

dans la campagne et qu'on ne fait jamais. » Un entrepreneur approuve : « Elle est ingénieur et geek, moi j'aime bien ! »

14h15

Jean-François Copé fait son entrée. Le discours est plus politique. Copé parle de la droite, de Hollande, des dépenses sociales, de sa volonté de diriger par ordonnances. « On a retardé les choix décisifs, on a fait de la pompe à morphine », jure-t-il. Il explique « vouloir créer les conditions pour que nos enfants réussissent en France ». Et cite certaines mesures emblématiques de son projet : un numéro de Siret pour chaque jeune de 16 ans, le référendum d'entreprises généralisé, la réforme de l'Inspection du travail, la fin du paritarisme... Le discours est allant. De celui qui n'a rien à perdre. Avant son départ, François Bergerault, cofondateur de L'Atelier des chefs, le « met au défi » de connaître toutes les lois fiscales de la France !

15h10

Bruno Le Maire fait son ap-

parition. La salle s'est bien remplie. « Je vais vous résumer 1000 pages de projet en 12 minutes ! » s'amuse-t-il. Insiste sur la baisse de la CSG, celle de l'IS et la suppression de l'ISF. Évoque son contrat à objectif déterminé de trois ans renouvelable cinq fois - « c'est ce qu'a fait Matteo Renzi en Italie et ça fonctionne », précise-t-il -, la privatisation de Pôle emploi. Contrairement à NKM, il « ne croit pas à un monde ubérisé, à une France sans usine ». La salle est aussi sage que le candidat. Non loin de là, Philippe Carle, chairman de Marsh & McLennan Companies France, prend un café en arborant un bracelet rouge siglé #AVECBLM.

16h30

La salle est comble. François Fillon attaque fort : « J'ai sillonné la France et j'ai entendu le message : Que l'Etat arrête de vous emmerder ! » Applaudissements. « Mon programme coche les 10 cases du projet que vous avez élaboré » (les propositions faites par les cinq associations), poursuit Fillon : réforme de la fiscalité du capital, suspension des droits de transmission quand elle reste dans la famille, orientation de l'épargne vers les PME, etc. Olivier Mathiot, PDG de PriceMinister, voit de nouvelles opportunités dans la plate-formisation de l'économie ? Fillon jure qu'on peut créer un million d'emplois avec le statut de travailleur indépendant. « Allez voter pour le candidat qui porte vos idées ! » s'amuse-t-il en partant.

François Fillon
16h30

Nicolas Sarkozy
18h



Bruno Le Maire
15h10



d'euros

GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX
VICE-PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ
DU MEDEF

Il faut continuer à combler l'écart fiscal avec nos voisins européens

six ans, « c'est aussi que le système est beaucoup trop complexe, que la France doit absolument simplifier son maquis fiscal », résume Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du Medef en charge de la fiscalité. Car, face à cette avalanche de hausses hétéroclites, les mesures, même massives, contenues dans le pacte de responsabilité et le CICE ont été insuffisantes. « C'est trop peu, trop tard », tacle Geoffroy Roux de Bézieux. Certes, elles ont contribué pour moitié à l'amélioration des profits des entreprises entre 2013 et 2016, a calculé le think-tank COE Rexecode, l'autre moitié étant alimentée par la chute des prix du pétrole et des taux d'intérêt au plancher.

Mais c'est en se comparant qu'on se désole. Si les baisses de cotisations sociales ont permis de réduire de trois points l'écart avec l'Allemagne, le coût du travail demeure encore de 13 % inférieur de l'autre côté du Rhin. Pire, les hausses des prélèvements sur les entreprises ont particulièrement pesé sur les taxes sur la production (contribution foncière des entreprises, taxe sur les véhicules de société, etc.) et, surtout, sur l'impôt sur les sociétés, relève-t-on au Medef. Résultat, le fossé avec l'Allemagne sera, d'après le Medef, de 50 milliards d'euros en 2018 dans ce domaine. ■

Jean-François Copé
14h15

18 heures

Nicolas Sarkozy monte sur scène. « La seule stratégie consiste à diminuer la dépense publique et à baisser les impôts, il n'y a pas besoin de 12 minutes pour dire ça ! » attaque l'ancien président. Place au dialogue... « Le numérique est un atout, mais l'industrie n'est pas le passé ! » s'empare-t-il. « Les entrepreneurs du numérique ne choisissent pas Londres pour le climat ! » s'amuse-t-il ensuite. Plus sérieux : « Ils y vont parce qu'ils peuvent lever des capitaux ; le problème de nos banques, c'est qu'elles adorent prêter quand on n'en a pas besoin ! » D'où son intention de défiscaliser 60 % de l'investissement dans les entreprises. Il évoque aussi la suppression de toute norme française supérieure à la moyenne européenne. Satisfaction dans la salle. Déception en revanche sur la baisse des charges : Nicolas Sarkozy veut, lui aussi, les concentrer sur les bas salaires.

19 heures

La journée marathon se termine. Qui remporte le grand oral ? « C'est à l'applaudimètre que vous avez votre réponse », sourit un patron. Cela se jouerait entre Fillon et Sarkozy... ■

Geoffroy Roux de Bézieux.



ÉCONOMIE

Commerce mondial : coup de frein inédit depuis la crise

L'OMC revoit à la baisse sa prévision pour 2016, de 2,8 % à 1,7 %.

ANNE CHEYVILLÉ
@AnneCheyville

COMMERCES Le panorama économique mondial ne cesse de s'assombrir. Après le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE qui ont successivement et à plusieurs reprises revu en baisse leurs prévisions de croissance, l'alerte vient cette fois de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui prévoit un net ralentissement du commerce mondial. Selon ses dernières estimations, publiées mardi, les échanges de marchandises ne devraient croître cette année que de 1,7 %, soit la plus faible progression depuis la crise financière de 2009 ! Alors qu'en avril, l'OMC prédisait encore 2,8 %, pronostic qui avait déjà été abaissé.

Ce nouveau coup de frein tient à un mauvais début d'année avec une baisse de 1,1 % des échanges enregistrée au premier trimestre par rapport à fin 2015 suivie d'une timide reprise entre avril et juin (+ 0,3 %). L'OMC pointe un ralentissement du commerce et de la croissance des émergents, en particulier de la Chine et du Brésil - confronté à une sévère récession depuis plusieurs mois - mais aussi en Amérique du Nord.

Surtout, les échanges progressent désormais moins vite que la croissance économique mondiale, prévue cette année à 2,2 %. Historiquement, le commerce a toujours augmenté 1,5 fois plus vite que le PIB, et même à un rythme deux fois plus important dans les années 1990. « Si la prévision révisée se confirme, 2016 sera l'année où, pour la première fois en quinze ans, le ratio chute en dessous d'un pour un », note l'OMC. Une situation dont s'alarme le directeur général,

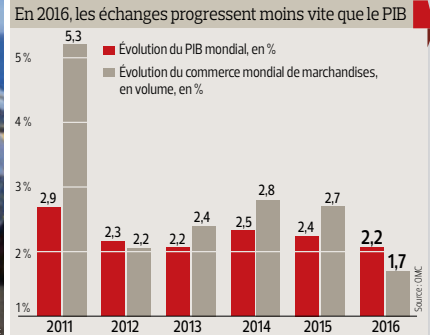


Photo : Gilles Boissière

Roberto Azevêdo : « Le ralentissement impressionnant de la croissance du commerce est grave et devrait servir de sonnette d'alarme, a-t-il alerté. Il est particulièrement inquiétant vu l'hostilité croissante à l'égard de la mondialisation. » Attention, insiste le Brésilien, à ce que cela ne se traduise pas par des « politiques inconsidérées » qui risquent d'aggraver la situation. Sans parler de démondialisation, l'organisation internationale, basée à Genève, évoque plusieurs facteurs structurels, tels que l'absence de libéralisation du commerce, le protectionnisme rampant, une contraction des chaînes de valeurs mondiales et le rôle croissant de l'économie numérique.

Inconnu du Brexit

Il y a aussi des éléments conjoncturels. L'aspect le plus frappant, notent les experts internationaux, c'est la baisse brutale des importations des pays producteurs de matières premières, due à la chute des



cours mondiaux et au recul des recettes d'export. Pour cette année, le rythme de progression des exportations des émergents devrait diminuer de plus de moitié, passant de 3,2 % en 2015 à 1,2 %. La dégringolade est encore plus spectaculaire pour l'Asie - de 3,1 à 0,3 % - effet collatéral de la baisse de régime en Chine. Sur le front des importations, la baisse est significative dans les économies développées, particulièrement en Amérique du Nord, où elles augmentent de 1,9 % seulement contre 6,5 % en 2015.

Si des indicateurs avancés - progression du trafic des ports à conteneurs, augmentation des commandes d'export aux États-Unis - augurent une fin d'année plus positive, plusieurs incertitudes pèsent sur les perspectives à moyen terme. L'OMC met en avant la volatilité financière et l'inconnu du Brexit. Résultat, sa prévision pour 2017 est plus prudente : entre 1,8 % et 3,1 % contre 3,6 % en avril. ■

Le ralentissement impressionnant de la croissance du commerce est grave et devrait servir de sonnette d'alarme

ROBERTO AZEVEDO,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'OMC

Les signes d'une mondialisation à bout de souffle

Depuis 2012, la croissance des échanges internationaux de biens et de services est médiocre, autour de 3 % l'an, deux fois moins que les trois décennies précédentes

FMI

JEAN-PIERRE ROBIN jprobin@lefigaro.fr

Sans se concerter et chacun de son côté, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont établi mardi le même diagnostic : le commerce international de biens et de services progresse désormais moins rapidement que le PIB mondial, qui est la somme des PIB des 189 pays de la planète.

Ainsi, en 2016, et à nouveau en 2017, les échanges mondiaux devraient augmenter respectivement de 1,7 % et 1,8 %, en volume, sensiblement moins que le PIB mondial, dont la progression attendue est comprise entre 2,2 % et 2,9 %, selon les organisations internationales. Ce cas de figure s'est déjà produit à trois reprises en trente-cinq ans : en 1982, 2001 et 2009, qui avaient pour dénominateur commun d'être des années de récession mondiale. Car il est dans la nature des choses que le commerce international soit plus volatil que l'économie mondiale proprement dite.

Or c'est là que la situation présente diffère sensiblement des précédentes : le monde n'est pas actuellement en récession.

Pour sa part, le FMI en donne une

explication détaillée dans une étude analytique publiée le même jour : « Commerce mondial, que cache le ralentissement ? »

Indépendamment des estimations de l'OMC pour 2016 et 2017, les économistes de Washington constatent que « depuis 2012 la croissance des échanges internationaux de biens et de services est médiocre, autour de 3 % l'an, deux fois moins que durant les trois décennies précédentes ». Et plus encore que ce ralentissement en soi, le fait majeur est que depuis cinq ans le commerce augmente à peine au rythme de la croissance mondiale, alors que traditionnellement son expansion était une fois et demie plus rapide.

Emblématique Apple

Ce changement de régime est fondamental et signifie un coup d'arrêt de la mondialisation stricto sensu. La définition même de la globalisation est que les économies nationales et leurs entreprises tissent des liens internationaux de plus en plus étroits : les échanges transfrontaliers progressent plus vite que les productions nationales elles-mêmes. Apple est emblématique à cet égard, assemblant l'iPhone en Chine à partir de composants fabriqués dans une dizaine de pays.

Le FMI avance trois explications à cette inversion de tendance.

La première est conjoncturelle, et elle expliquerait les trois quarts du ralentissement des échanges, lequel porte principalement sur des produits d'équipement des entreprises et des ménages. Le commerce s'atrophie car la croissance patine. En relation notamment avec la chute du pétrole et des matières premières qui a appauvri, sinon ruiné, des dizaines d'États et entre un et deux milliards d'individus.

La deuxième raison tient aux tendances protectionnistes des pays, qui, sans être brutales, sont bien réelles.

La troisième explication est plus originale : les « chaînes transfrontalières de production » sont arrivées à maturité et elles ont cessé de dopper les échanges et les passages de frontières. Tel, le fameux pot de yaourt qui parcourt des milliers de kilomètres entre le pis de la vache et le consommateur.

Le FMI se garde d'être définitif. « Les raisons de la faiblesse du commerce international ne sont pas encore clairement comprises », dit-il. Mais, à l'évidence, la mondialisation marque un essoufflement, dans les faits et les chiffres et pas seulement dans les têtes et les idéologies. ■

LES RENCONTRES DE
L'ORIENTATION
LE FIGARO
étudiant

PREMIÈRES / TERMINALES
QUE FAIRE APRÈS LE BAC ?
ANTICIPEZ SANS STRESS 3 MOIS AVANT APB

INVITATION GRATUITES, RÉSERVATION AUX CONFÉRENCES ET ATELIERS
& PRISE DE RDV AVEC UN COACH D'ORIENTATION SUR :

ETUDIANT.LEFIGARO.FR

14-15
OCTOBRE 2016

DE 10H
À 18H
ACCORHOTELS
ARENA
(PARIS)

MAIRIE DE PARIS

JDN

intern@ute

ape

Europe 1

Assurance-vie : ce qui devrait changer

Le projet de loi Sapin veut limiter les retraits des épargnants en cas de menaces sur le système financier français.

DANIELE GUINOT @danieleguinot

RÉFORME L'Assurance-vie est en passe d'être davantage encadrée par l'État. Le projet de loi Sapin II, qui revient à partir de ce mercredi devant l'Assemblée nationale, comporte en effet deux dispositions devant permettre au Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) de prendre « des mesures conservatoires » en cas de menaces sur « le système financier français ». L'amendement parlementaire introduit en juin vise à la fois à préserver le secteur face à des taux d'intérêt historiquement bas, susceptibles de laminer les rémunérations des fonds en euros à moyen terme, et à le protéger en cas d'une remontée brutale des taux.

La mesure dont on parle le plus prévoit que le HCSF, sur proposition du gouverneur de la Banque de France, puisse « suspendre, retarder ou limiter temporairement, pour tout ou partie du portefeuille, le paiement des valeurs de rachat, la faculté d'arbitrages ou le versement d'avances

sur contrat ». En d'autres termes, les retraits pourraient être limités pendant un certain temps (probablement six mois). L'objectif : éviter que les épargnants retirent massivement leurs avoirs des contrats d'assurance-vie en cas de hausse brutale des taux d'intérêt pour les placer sur des actifs mieux rémunérés. La loi autorise déjà l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) à bloquer les rachats lorsqu'une compagnie d'assurances est en difficulté. Avec ce nouveau texte, ce sont tous les contrats qui seraient susceptibles d'être « bloqués » (totalement ou partiellement) en même temps. « L'objectif est d'éviter tout risque systémique », précise-t-on à l'Assemblée nationale, où l'on a concédé toutefois, que cette mesure, « prise à titre préventif », risque d'envoyer « un message anxiogène » aux épargnants. « En cas de difficultés extrêmes, ils risquent de détenir un placement peu liquide à brève échéance. Ce qui contraste singulièrement avec l'image de l'assurance-vie jusqu'ici

considérée comme un produit sûr, rentable et liquide », explique Guillaume Leroy, actuariaire associé chez Prim'act.

Possible baisse des taux

« Les compagnies d'assurances sont solides et ont suffisamment de réserves de capitalisation pour faire face à une hausse de taux importante », s'insurge Gérard Bekerman, le président de l'Afer. Comme ce dernier le réclamait, la loi devrait être assouplie. Un amendement, soumis au vote de l'Assemblée nationale à partir de mercredi, stipule que le HCSF devra tenir compte « des intérêts des assurés, adhérents et bénéficiaires ». Ceux qui seront confrontés à un aléa de la vie, comme le licenciement, la perte d'un proche ou le divorce, par exemple, devraient pouvoir échapper aux nouvelles règles.

Le deuxième volet du projet de loi prévoit de limiter la rémunération des fonds en euros, déjà en forte baisse depuis quelques années. Le HCSF présidé par le ministre des Fi-

nances devrait pouvoir « moduler les règles de constitution et de reprise de la provision pour participation aux bénéfices ». Aussi appelée participation pour excédent (PPE), cette réserve de sécurité est alimentée par les assureurs censés reverser au

minimum aux assurés 85 % des profits dégagés par les fonds en euros. Le solde peut donc être placé sur cette réserve. « Elle représente en moyenne de 2,4 % à 2,5 % de rendement », précise Cyrille Chartier-Kastler, président de Facts & Figures. Les assureurs s'en servent les années difficiles pour doper la performance de leurs fonds. À l'avenir, les règles pourraient donc être plus contraignantes afin de protéger l'épargne des assurés dans un contexte de taux extrêmement bas.

Si le HCSF le décide, le rendement des fonds en euros pourrait donc fortement baisser. « Cette mesure a surtout un caractère dissuasif pour les assureurs afin de les contraindre à ne pas être trop généreux à court terme », estime Guillaume Leroy. Elle pourrait cependant ne jamais être appliquée. « Elle risque d'être contestée par des épargnants devant le Conseil d'État pour abus de droit, par exemple, car elle risque de leur priver durablement d'une partie de la rémunération de leur fonds », avance Cyrille Chartier-Kastler. ■

L'assurance emprunteur bientôt résiliable chaque année ?

À l'avenir pourra-t-on résilier chaque année son assurance-emprunteur ? La semaine dernière, la commission des finances de l'Assemblée nationale du projet de loi Sapin II, a adopté un amendement allant en ce sens. Le sujet, qui fait débat, sera examiné par les députés à partir de ce mercredi. Depuis la loi Hamon, il est possible de changer d'assureur pendant un an après la signature de son prêt

immobilier. Mais, pour l'heure, la majorité des emprunteurs sont toujours couverts par l'assurance de groupe proposée par leur banque. Mardi, la Macif s'est dite favorable à l'assouplissement législatif. « La substitution annuelle de l'assurance emprunteur est la seule mesure qui garantisse aux assurés la possibilité de préserver leur pouvoir d'achat ». D.G.

Angela Merkel tente d'éviter le piège de la Deutsche Bank

En Bourse, la banque a perdu la moitié de sa valeur en un an.

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte CORRESPONDANT À BERLIN

FINANCE Encore un symbole allemand qui se fissure. Pour la Deutsche Bank, la crise s'aggrave sous le regard pétrifié des pouvoirs publics allemands. La première banque du pays est menacée d'une amende record de 12 milliards d'euros aux États-Unis, pour ses pratiques durant la crise des subprimes. Même si l'amende sera sans doute moins élevée au terme de la procédure judiciaire, c'est, quoi qu'il en soit, beaucoup plus que les 5,5 milliards d'euros provisionnés par l'établissement pour ses 8000 litiges. Or le gouvernement allemand a « exclu » de lui apporter son aide.

Lundi, le cours de l'action s'est effondré à 10 euros. L'hypothèse d'un effondrement de la banque ou d'une crise de liquidités fait l'objet de toutes les spéculations. Après avoir vilipendé les banques grecques, italiennes ou espagnoles, l'Allemagne fait face aux failles de son propre système.

Pour ne pas affoler encore davantage les marchés, la chancelière, Angela Merkel, s'est montrée prudente mardi. « Je veux seulement rappeler que la Deutsche Bank est une part du système bancaire et financier allemand, a-t-elle déclaré en marge d'une conférence de presse avec le premier ministre de Malaisie. Nous soutenons naturellement que toutes les entreprises, même si elles ont des difficultés temporaires, puissent connaître un bon développement. »



Prudente, Angela Merkel (ici, le 21 septembre) a souhaité mardi que « toutes les entreprises, même si elles ont des difficultés temporaires, puissent connaître un bon développement. »

Pourtant, l'inquiétude est évidente et la difficulté autant économique que politique. La Deutsche Bank est « too big to fail » (trop grande pour faire faillite). Mais, politiquement, Angela Merkel ne peut pas assumer à un an des élections de faire appel aux contribuables pour sauver l'établissement. Le sauvetage des banques allemandes en 2009 lui avait déjà été fortement reproché et avait affaibli son résultat aux élections fédérales. En 2013, elle se trouve dans une situation encore plus instable. Par ailleurs, pendant toute la crise financière en Europe, Berlin a exigé que les créanciers et les actionnaires d'une banque soient les premiers à renflouer un établissement défaillant. La chancelière est prise aujourd'hui à sa propre logique.

Plan de restructuration

Pour l'instant, le PDG de la Deutsche Bank, John Cryan, a assuré que l'entreprise entendait surmonter l'épreuve « seule ». Mais le magazine Focus, lundi, a fait état d'une rencontre au mois de juillet entre la direction de la banque et la chancelière Angela Merkel. Il ne s'agissait pas de réclamer de l'aide, a-t-on assuré du côté de la Deutsche Bank, puisque la procédure enclenchée aux États-Unis n'était pas encore aboutie.

Quoi qu'il en soit, face à la fermeté du gouvernement alle-

mand, les actionnaires du groupe craignent une recapitalisation qui les pénaliserait. La direction a pour l'instant écarté cette option. Mais les rumeurs d'un rapprochement avec la Commerzbank ont circulé à la fin de l'été.

Avant la crise de 2008, l'action Deutsche Bank valait 110 euros. Depuis, la banque a révélé ses fragilités. Et le gouvernement allemand n'a jamais cessé de la surveiller, notamment parce que la banque était fortement engagée en Grèce. Un plan de restructuration est aussi en cours depuis 2015 pour supprimer quelque 9 000 postes sur l'ensemble du groupe et 200 agences en Allemagne. L'entreprise voudrait réussir à économiser ainsi 3,8 milliards d'euros en 2018.

Mais cet été, le FMI avait déjà pointé du doigt les « crises systémiques » que la taille de la Deutsche Bank faisait courir à l'ensemble du secteur. Inquiet, l'Autorité bancaire européenne (EBA) avait elle aussi classé fin juillet la banque allemande dans le groupe des établissements fragiles. La crise que traverse la Deutsche Bank depuis plusieurs années a fait fondre sa valeur à 16 milliards d'euros, soit la moitié de ce qu'elle valait il y a un an. La banque fait fuir les investisseurs. Angela Merkel ne pourra pas détourner les yeux du problème indéfiniment. ■

Carrefour modernise ses supérettes de centre-ville

Son enseigne City teste à Paris un magasin offrant moult services, dont un point Poste.

OLIVIA DÉTROYAT @Olivierdetroyat

DISTRIBUTION Après la version 2 de son concept « Contact », lancée il y a un an et demi, Carrefour poursuit son travail de fond sur ses concepts de proximité. Des formats toujours en croissance (+7,5 % à fin août), mais qu'il faut constamment repenser pour s'adapter aux évolutions des habitudes de consommation des Français. Fin août, le géant de la distribution a ainsi rouvert

son Carrefour City de l'avenue Maillat, à deux pas de la porte Maillot (XVI^e), après trois semaines de travaux. Symboliquement, ce test est mené sur le premier City ouvert par Carrefour. C'était en janvier 2009.

Plus qu'un toilettage, ce magasin de 400 m² géré par un locataire géant propose toute une palette de services assez inédite : « bar à partages » pour venir déjeuner ou échanger des livres, caisses conviviales où le caissier est placé à côté du client, conciergerie regroupant des offres de pressing, de retoucherie ou de cordonnerie, livraison gratuite des 50 euros d'achats... Grande nouveauté : la présence d'un point Poste permettant de déposer ou retirer des colis, acheter des timbres ou envoyer des recommandés. Un succès, une quarantaine de personnes venant chaque jour retirer ou poster un colis.

« Nous voulions vraiment faire de ce magasin un lieu de vie et d'animation de la vie de quartier », explique Christophe Rabatel, directeur exécutif de la proximité chez Carrefour. Le magasin dispose aussi des incontournables point chaud (pain, pâtis-

series...) et machine à jus d'orange, communs à beaucoup de supérettes, ainsi que d'une rotisserie. Environ 15 % de l'activité est réalisée sur le snacking, dont l'offre figure en bonne place à l'entrée du magasin.

La rénovation de nos concepts s'accélère pour répondre aux exigences de la clientèle urbaine

CHRISTOPHE RABATEL, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE LA PROXIMITÉ CHEZ CARREFOUR

« Ce n'est pas pour l'instant qu'un pilote, poursuit Christophe Rabatel. D'ici trois, quatre mois, nous prendrons en compte les retours de nos clients pour faire d'éventuels ajustements pilotes. » D'ores et déjà, une nouvelle ouverture est prévue à Nîmes ce mercredi.

Il s'agit d'un travail d'envergure, Carrefour ayant près de 700 City dans l'Hexagone, gérés à 95 % par des franchises qu'il faut convaincre d'engager les travaux. Outre les

City, Carrefour a misé gros ces dernières années sur la proximité : l'enseigne dispose de 550 Express, 900 Contact et 349 8 à Huit. Au total, plus de 4200 supérettes maillent la France. « La rénovation de nos concepts s'accélère, pour répondre aux exigences de la clientèle urbaine », conclut le dirigeant.

L'enseigne ne tarit d'ailleurs pas d'idées sur ses concepts : 10 Carrefour Bio ont désormais ouvert. En revanche, le déploiement de son concept dédié au snacking, Bon App', qui n'a que deux magasins à Paris, ne semble pas avoir encore été lancé. La concurrence reste rude sur ces formats, tous les groupes de distribution s'étant lancés, plus ou moins tôt, dans la course à la supérette. Le groupe Casino, avec près de 7000 magasins de proximité, est ainsi un autre poids lourd de ces formats. Plus récemment, Auchan a aussi accéléré avec son enseigne A2PAs, présente essentiellement à Paris. Elle devrait compter une centaine de points de vente d'ici à la fin de l'année. La guerre de la proximité n'est pas terminée. ■

Une enseigne Carrefour City, à Paris. CARREFOUR



EN BREF

TUILANCE SON SITE INTERNET TUILFR

□ Le premier tour-opérateur mondial a lancé hier son site Tuil.fr, regroupant ses marques françaises (Marmara, Nouvelles Frontières...), qui deviennent de simples lignes de produits. Pour cet hiver, le voyageuriste toujours plus sur la montagne, avec notamment un nouveau club Marmara à Serre-Chevalier.

LAIT : UNE AIDE POUR 13000 PRODUCTEURS

□ Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, a annoncé mardi que 13 000 producteurs de lait ont déposé un dossier pour bénéficier d'une aide européenne, en compensation d'une diminution volontaire de leur production dans l'espoir de faire remonter les prix. Bruxelles va consacrer 500 millions d'euros au soutien au secteur laitier.

» La facture des ordres ménagers de plus en plus contestée

» Les DRH, qui passent de moins en moins de temps à conseiller les salariés, ont le blues... www.lefigaro.fr/economie

ENTREPRISES

Le PDG d'Alstom garde son cap

Alors que les salariés se mobilisent pour Belfort, Henri Poupart-Lafarge rappelle la situation du groupe.

VALÉRIE COLLET @V_Collet

INDUSTRIE Henri Poupart-Lafarge est un dirigeant rationnel. Peut-être l'est-il trop alors que la maison Alstom est en colère en France. À l'Assemblée nationale, le PDG d'Alstom a répondu pendant près de deux heures aux questions des députés inquiets pour l'emploi à Belfort mais aussi à Valenciennes, La Rochelle, Reichshoffen, Ornans, Tarbes, Le Creusot, Le Petit-Quevilly... où Alstom compte des usines.

Le matin, devant le siège du constructeur, à Saint-Ouen, des centaines de salariés se sont massés pour manifester contre l'arrêt de l'activité industrielle à Belfort, usine spécialisée dans la production de motrices de TGV et de locomotives de fret, dont l'avenir est remis en cause par le manque de commandes.

Sur les douze sites français du constructeur ferroviaire, des débrayages ont eu lieu mardi en réponse à l'appel à la grève de l'intersyndicale. Ce mardi, le comité central d'entreprise (CCE) a voté un droit d'alerte sur la situation économique du groupe en France. Dans ce cadre, le cabinet Secafi Alpha est mandaté pour dresser un état des lieux de l'activité en France. Cette mesure conduira aussi la direction d'Alstom à rendre des

comptes sur des questions choisies par les syndicats.

L'état des lieux, Henri Poupart-Lafarge ne cesse de le rappeler. Aux députés, il a exposé des faits, sincèrement mais sans émotion. « En temps normal, Belfort fabrique 140 locomotives par an. En 2016, seulement 20 sont sorties de l'usine », a résumé le PDG devant les parlementaires. Surtout, le fret ferroviaire se réduit comme peau de chagrin. « La part du fret ferroviaire rapportée à l'ensemble du transport de marchandises est de 9 % seulement en France, alors qu'il est de 23 % en Allemagne. »

Moins de TGV

L'avenir du TGV est à peine plus clair : « Il y a cinq à dix ans, les rapports sur la construction de TGV étaient optimistes », a souligné le dirigeant. Nous savions que les premiers TGV arriveraient en fin de vie. Les analystes pensaient qu'une période faste allait s'ouvrir. Ce n'est pas ce qui se passe. Le trafic du TGV ne croît plus et les rames à un niveau sont remplacées par des rames à deux niveaux plus capacitaires. » En pratique, on en fabrique donc moins. « Avec seulement dix rames par an, l'industrie devient de l'artisanat », dit-il. L'export, qu'Emmanuel Macron présente comme un remède aux difficultés de Belfort ? « Si Belfort survit aujourd'hui, c'est grâce à



Des salariés d'Alstom ont manifesté contre la fermeture du site de Belfort, mardi matin, devant le siège du constructeur à Saint-Ouen. VINCENT BOISOT POUR LE FIGARO

l'export. Nous avons investi 50 millions d'euros à Belfort dans une nouvelle locomotive, la Prima 2. Nous ne l'avons jamais vendue en France », a admis le dirigeant. Des modèles similaires ont en revanche été vendus au Kazakhstan, en Azerbaïdjan, en Russie, en Inde.

Revenir sur la trop grande spécialisation des sites pour éviter les

trous dans les commandes ? « Tous nos sites français sont en sous-charge, il n'est donc pas question de répartir la charge sur l'ensemble. Si nous avons décidé de stopper la fabrication à Belfort, c'est parce que nous ne voyons pas d'issue structurelle à cette situation alors que, sur les autres sites, les problèmes sont temporaires », a rappelé le diri-

geant, dont le diagnostic n'a donc pas changé. Alors qu'un député lui reprochait de rejeter la faute sur les opérateurs publics de transport, le PDG a estimé que ce n'était pas le cas : « Nous avons essayé de nous adapter. Nous n'avons pas toujours réussi. » Le gouvernement, lui, réussira-t-il, le 4 octobre, lorsqu'il présentera son plan pour Belfort ? ■

Dernière ligne droite pour les candidats à la reprise de Morpho

Gemalto et Oberthur sont plus que jamais favoris pour reprendre la filiale biométrie de Safran.



Philippe Petitcolin, directeur général de Safran.

J.-C. MARMARA / LE FIGARO

VÉRONIQUE GUILLERMARD @vguillermard

SÉCURITÉ Dernière ligne droite pour les candidats à la reprise de Morpho Identité et Sécurité, filiale de Safran. Deux semaines après avoir sélectionné cinq offres sur les douze en lice, la direction du groupe aéronautique souhaiterait boucler la vente cette semaine. « Les échanges et discussions se sont accélérés et touchent potentiellement à leur fin avec au moins deux des cinq candidats, dont les offres sont sorties en tête », précise-t-on de très bonne source. La désignation du repreneur pourrait intervenir ce jeudi.

Les deux favoris sont Gemalto, le spécialiste français de la sécurité numérique, dont Bpifrance est actionnaire, et le français Oberthur Technologies (cartes à puces, paiement sans contact, identification) détenu par le fonds américain Advent depuis 2011. Impala, la société d'investissement de Jacques Veyrat, associée à des investisseurs (Xavier Niel, Bernard Arnault, Albert Frère...) et au fonds KKR, arrive en troisième position mais n'est pas écartée. Contrairement à Bain Capital et CVC. Depuis le début de la semaine, les trois finalistes sont auditionnés par l'État, de l'Élysée à Bercy en passant par Matignon et les ministères de la Défense et de l'Intérieur. L'État qui

détient 15,39 % du capital de Safran veut des garanties sur le maintien en France des emplois, laboratoires et activités sensibles de Morpho (identification par l'iris, le visage et les empreintes digitales).

Fort potentiel

Safran et ses conseils ont évalué les offres en les passant au tamis de plusieurs critères : le prix, la qualité du projet industriel ainsi que la « certitude d'exécution ». « Les candidats sont proches en termes de prix. On arrive à une valeur d'entreprise de 2,4 milliards d'euros », dit-on de bonne source. En matière industrielle, chacun a ses arguments. Gemalto créerait un champion français

de la sécurité et de la biométrie qui se hisserait au premier rang mondial avec 5 milliards de chiffre d'affaires. De son côté, Oberthur-Morpho deviendrait numéro deux mondial avec 2,8 milliards de ventes tandis qu'Impala ferait émerger un nouvel acteur, en lui offrant un fort potentiel de développement en Asie.

Mais ce dernier a été le « moins-disant en termes de prix ». Quant à Gemalto, il suscite des doutes au sein des marchés sur « sa capacité d'exécution ». Comme le reflète une note du cabinet Berengery, publiée hier. Elle évoque notamment un prix trop élevé et le risque que le projet soit rejeté par l'assemblée générale des actionnaires. Le titre a

cédé 5,34 % hier, la plus forte baisse du SBF-120. « L'issue de l'AG est incertaine car la société n'est pas contrôlée », confirme-t-on. Gemalto et Morpho seront en outre dominants sur plusieurs marchés. « L'opération devra passer par un long processus d'autorisation auprès des autorités de la concurrence et Gemalto pourrait être contraint de revendre des actifs », ajoute-t-on. Malgré cela, le groupe conserve toutes ses chances. Oberthur et Advent soulèvent aussi des doutes car les engagements (emploi...) pris par écrit ne courent que sur deux ans. Et Advent projette de coter en Bourse le futur ensemble d'ici à trois ans ou de le revendre. ■



LES DÉCIDEURS

PAR Carole Bellemare avec Corinne Caillaud

www.lefigaro.fr/decideurs

PIERRE BOUILLON
Carrefour

L'énarque de 30 ans, également diplômé de l'Essec, qui était depuis deux ans administrateur de la Ville de Paris en charge du suivi des participations de la Ville et de la préparation du budget au sein de la direction des finances et des achats, devient directeur de cabinet du PDG Georges Plassat. Il succède à Jean Richard de Latour, qui a rejoint les équipes des hypermarchés France comme directeur opérationnel du bassin Paris-Île-de-France.

YVAN LEFRANC
FlixBus

Précédemment chargé du développement de la start-up, leader du marché du car longue distance, il en prend la direction générale, succédant à Pierre Gourdain, qui évolue à l'international.

CHRISTOPHE DELENTA
Sandoz

Retour dans l'Hexagone pour ce docteur en pharmacie, précédemment DG d'Elil Lilly pour le côté sud de l'Amérique latine. Il devient président France du spécialiste des médicaments génériques et directeur exécutif de Novartis dans l'Hexagone.

Lucien Deveaux, défenseur
de la mode, rempile à la tête du DEFI

Alors que le nom de Lucien Deveaux circule ces derniers jours dans le microcosme de la mode, l'industriel français dément catégoriquement être candidat à la reprise de la centaine de magasins dont Vivarte, groupe français d'habillement, a annoncé la cession. A bientôt 76 ans, ce capitaine d'industrie rhônalpin, issu d'une lignée de tisseurs depuis trois cent cinquante ans, règne sur l'empire familial. Lucien Deveaux est PDG de Deveaux SA, président du conseil de surveillance du groupe ECCE, (ex-Bidemann Europe), président du conseil de surveillance et propriétaire d'Armand Thierry et de Jacqueline Riù. Il est épaulé par ses deux enfants et son gendre, sa fille gérant la partie industrielle et son fils la distribution. Figure tutélaire du secteur, Lucien Deveaux est aussi investi dans plusieurs institutions professionnelles, dans le DEFI, comité professionnel de développement économique de l'habillement, à la tête duquel il rempile pour un sixième mandat de trois ans. Cet organisme d'intérêt général collecte une taxe auprès des entreprises de l'habillement. Prélevée auprès de 3000 entreprises pour le bénéfice de 800 autres, celle-ci rapporte 10,2 millions d'euros, utilisés pour défendre la filière et soutenir les petites sociétés de mode créati-

ves. « De grandes maisons comme LVMH, Chanel, Kering et Hermès dominent le secteur, ce qui pose la question de savoir comment se fait le renouvellement. Cette taxe créée en 1984 à la demande des professionnels repose sur un principe solidaire, les grands payant pour les petits », souligne le dirigeant.

Le fleau de la contrefaçon

Le marché de la mode et de l'habillement compte en France 4500 entreprises, dont 98 % sont des PME et des TPE. Parmi ses missions, le DEFI prend notamment en charge une partie des coûts des défilés des jeunes créateurs. « L'enjeu étant qu'il y ait un accès possible à l'international pour de petites marques, afin qu'elles ne se retrouvent pas cantonnées à la France, où il y a un vrai problème de pouvoir d'achat », commente Lucien Deveaux. Si ce Roannais, qui confie avoir « passé sa vie à rassembler, dans un secteur qui a tant besoin d'union », défend activement le made in France, il lutte aussi avec son équipe du DEFI contre la contrefaçon. « C'est un véritable fleau qui touche de plus en plus de créateurs, dont les dessins et modèles sont pillés. Il est urgent de lutter contre les copieurs. » Car, à ses yeux, « si en France nous avons perdu la bataille de l'industrie, c'est pour gagner celle de la création ». C. C.

KIMBERLY STEWART
Solvay

L'Américaine, précédemment directrice de la communication financière de Technip, rejoint à la même fonction le groupe international de chimie. Elle remplace Maria Alcón-Hidalgo, promue directrice de la trésorerie et des assurances.

DENIS OLIVENNES
Lagardère Active

Le président de la branche médias du groupe Lagardère réorganise son équipe. Pascale Rus, directrice des ressources humaines et du développement durable, membre du comité exécutif, est nommée secrétaire générale. Dalila Zein, directrice financière, rejoint le comex, directement rattachée à Denis Olivennes.

MICHEL BUSSIÈRE
Groupe Bénéteau

Le numéro un mondial des constructeurs de voiliers recrute son directeur qualité plaisance au sein de la société quatre ans directeur qualité et coordination transverse. Auparavant, il avait passé 23 ans chez Snecma Propulsion Solide.

« C'est le chômage, pas Uber, qui détruit le modèle social »

Thibaud Simphal, directeur général d'Uber pour l'Europe de l'Ouest, plaide pour un débat serein sur la disruption numérique.

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERTILLE BAYART @BertilleBayart
ET IVAN LETESSIER letessier@lefigaro.fr

Alors que la proposition de loi Grandguillaume, qui réforme une fois encore le marché des taxis et des VTC (voitures de tourisme avec chauffeur), doit arriver au Sénat, le patron d'Uber en France, tout juste promu par l'entreprise californienne à la responsabilité des marchés d'Europe de l'Ouest, veut lever les malentendus sur le modèle Uber.

LE FIGARO. - Le mot « ubérisation » est entré dans le langage courant. Comment le définiriez-vous ?

Thibaud SIMPHAL. - C'est même entré dans le dictionnaire ! Dans le Robert, la définition d'ubériser, c'est « déstabiliser et transformer un secteur d'activité avec un modèle économique innovant tirant parti des nouvelles technologies ». Cela me semble plutôt juste et factuel. Pour moi, l'ubérisation, c'est la transformation, la rénovation de l'existant. La technologie s'applique au monde réel, dans notre cas celui des transports de personnes en ville, auxquels nous apportons, avec notre capacité d'innovation, la possibilité d'être plus efficace, de concerner plus de passagers, pour moins cher, et avec un niveau de sécurité plus élevé. Est-ce que c'est une révolution ? C'est plutôt un processus, certes disruptif, mais aussi incrémental, qui fonctionne par étapes. La vraie révolution, celle que l'histoire retiendra, est plutôt à mon sens celle du smartphone, l'outil qui permet tout cela.

Avec ce concept d'« ubérisation », ce sont aussi beaucoup de valeurs négatives qui sont projetées sur votre entreprise...

Uber est devenu un emblème, une icône, et cela brouille notre image. Nous devons donc mieux et plus expliquer ce que nous sommes : une alternative à la voiture individuelle en ville. Notre service rend les villes plus intelligentes, il retire des voitures de la chaussée, et donc de la pollution, il peut amener l'élimination des bouchons. C'est cela, Uber. Mais je reconnais que, parce qu'à nos débuts nous avons peut-être voulu aller trop vite sans assez nous soucier de nous intégrer dans le tissu local de chacun des pays dans lesquels la société s'implantait, cela a pu créer de l'incompréhension, voire de l'angoisse.



JEAN-CHRISTOPHE MARMARAZ/LE FIGARO

Parce qu'à nos débuts, nous avons peut-être voulu aller trop vite (...), cela a pu créer de l'incompréhension, voire de l'angoisse.

THIBAUD SIMPHAL, DG D'UBER POUR L'EUROPE DE L'OUEST

Vous plaidez l'erreur de jeunesse. Mais il a fallu attendre les procédures en justice pour qu'Uber entre dans cette logique de dialogue...

Au début de son développement, quand Uber lançait son service, cela provoquait des réactions très différentes selon les pays et les municipalités. À Londres, par exemple, notre plus gros marché en Europe, les choses se sont très bien passées. Dans d'autres pays, comme la France, l'Argentine ou le Japon, les règles évoluent plus lentement, il faut plus de temps pour que tout le monde accepte de s'asseoir autour de la table pour réfléchir à la façon dont il faut s'adapter à la nouvelle réalité créée par le smartphone. Parce que nous sommes présents dans des très

nombreuses villes, nous connaissons aujourd'hui la palette des solutions possibles, plus ou moins souples, plus ou moins réglementées. Notre modèle initial pour l'Europe continentale n'était peut-être pas le bon, et nous l'avons adapté. Mais il n'y avait pas d'arrogance. Uber est une aventure d'entrepreneurs. Et un entrepreneur, c'est intrinsèquement quelqu'un qui fait bouger les lignes et qui considère que l'impossible est possible.

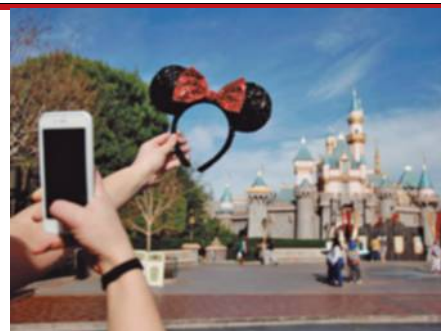
L'ubérisation n'est-elle pas synonyme, pour la France, de destruction de notre modèle social ?

Au contraire ! Notre activité est un facteur de création de lien social. Jamais il ne s'est créé autant d'entreprises et d'emplois en Seine-Saint-Denis. Ce qui détruit le modèle social français aujourd'hui, c'est le chômage massif, c'est l'abandon de villes ou de quartiers entiers par de nombreux secteurs d'activité. Nos partenaires chauffeurs sont en majorité des personnes peu qualifiées, ou au contraire trop qualifiées mais victimes de discrimination à l'embauche. Près de la moitié des 15000 chauffeurs travaillant avec l'appli Uber était avant sans emploi ou sans activité. Et la très grande majorité d'entre eux fait le choix de ce métier parce qu'il leur apporte la liberté des horaires et la possibilité d'être son propre patron. C'est toute une filière qui se crée, avec des services associés auxquels nous contribuons, et qui permet à des chauffeurs de créer leur entreprise et d'embaucher, en CDD et en CDI.

Vous ne croyez pas à la fin du salariat ?

Non. Cela, ce sont des grands mots que certains emploient sciemment car ils sont anxieux. Nous croyons au travail indépendant, tel qu'il existe depuis très longtemps dans beaucoup de métiers, dont celui de taxi, d'ailleurs, qui est historiquement un secteur d'indépendants. Mais il y a des réponses à apporter aux carences du statut d'indépendant et du RSI, par exemple sur la couverture des accidents du travail. Oui, le travail évolue : ayons un débat serein sur le sujet, sans outrance ni caricature. Nous sommes prêts à y participer, en apportant toutes les réponses aux questions que notre modèle peut soulever. Je voudrais que toutes les entreprises de technologie y participent et prennent la parole. ■

» Lire l'intégralité de l'entretien sur lefigaro.fr



Disney, propriétaire des puissantes chaînes sportives ESPN, cherche à se renforcer dans la diffusion d'événements en direct. JAE C. HONG/AP

Disney rejoint la liste des prétendants au rachat de Twitter

Le groupe de médias se pencherait avec intérêt sur ce dossier.

CHLOÉ WOITIER @W_Chloe

INTERNET Le carnet de bal de Twitter ne cesse de se remplir. Après Google et Salesforce, Disney se pencherait à son tour avec intérêt sur le réseau social, selon la presse américaine. Le groupe de divertissements et de médias travaillerait avec une banque pour étudier un éventuel rachat, selon Bloomberg.

Les rumeurs de vente du réseau social enflent à nouveau depuis quelques semaines. La chaîne CNBC affirme même que l'affaire sera bouclée d'ici au début novembre. Car Twitter connaît une panne de croissance. Si son chiffre d'affaires publicitaire augmente (+20% au deuxième trimestre), son nombre d'utilisateurs reste désespérément stable depuis un an. Twitter reste trop compliqué à utiliser, en dépit des efforts de son cocréateur, Jack Dorsey, revenu à son chevet l'an passé pour rendre le réseau plus simple d'accès. Une vente à un grand groupe semble inéluctable.

Une valorisation à 20 milliards de dollars

Or, pour Disney, Twitter recèle des atouts intéressants. Le réseau social s'est lancé il y a peu dans la diffusion en direct d'événements sportifs, en acquérant les droits numériques des matchs du jeudi soir de la ligue de football américain (NFL). Les premières audiences sont encore faibles (330 000 spectateurs en moyenne jeudi dernier, sur un total de 2,6 millions de visionnages) mais prometteuses. Ces retransmissions se font grâce à la technologie de BAMTech, une start-up spécialisée dans le streaming sportif dans laquelle Disney a investi cet été un milliard de dollars...




Disney, propriétaire des puissantes chaînes sportives ESPN, cherche à se renforcer alors que les consommateurs américains commencent à se détourner du câble au profit des services de télévision en ligne (OTT), comme Netflix. Son PDG, Bob Iger, souhaiterait que la compagnie puisse distribuer elle-même ses contenus, plutôt que de dépendre d'intermédiaires.

En plus de la technologie apportée par BAMTech, Disney disposerait donc avec Twitter d'une large plateforme de diffusion, très présente sur mobile, pour ses contenus sportifs en direct. La même logique pourrait être appliquée aux chaînes généralistes ABC pour l'information en direct. Dernier argument de la presse américaine : Bob Iger et Jack Dorsey, qui fait partie du conseil d'administration de Disney, s'entendraient particulièrement bien. Pourquoi dès lors ne pas travailler ensemble ?

Mais, note le site spécialisé Recode, un passage de Twitter sous la bannière Disney pourrait faire fuir les médias américains du réseau social. Ces derniers n'auraient aucun intérêt à diffuser leurs contenus sur une plateforme détenue par la concurrence...

Autre problème, le prix élevé du réseau social. Depuis les rumeurs sur l'intérêt de Google et de Salesforce, le cours de Twitter a bondi de 20%. Sa valorisation frôle désormais les 20 milliards de dollars. Le rachat de Twitter risquerait donc de coûter à Disney plus cher que ses hautement stratégiques précédentes acquisitions : Pixar, Marvel et Lucasfilm (15 milliards de dollars combinés). Le petit oiseau bleu vaudrait-il le plus que Star Wars ? Pas si sûr... ■

LA SÉANCE DU MARDI 27 SEPTEMBRE 2016

| LE CAC | JOUR | SEMAINE | HAUT/BAIS | PLUS HAUT | PLUS BAS | SCALP | 31/12 | | | | | | |
|---|--------|---------|-----------|-----------|----------|--------|---|--------|-------|--------|--------|-------|--------|
| ACCOR | 35,035 | +0,16 | 35,36 | 34,43 | 0,511 | -12,42 | NOKIA | 5,072 | +185 | 5,09 | 4,951 | 0,037 | -23,03 |
| AIR LIQUIDE  | 94,28 | -0,17 | 95,11 | 93,22 | 0,614 | -9,04 | ORANGE | 13,76 | +174 | 13,95 | 13,7 | 0,328 | -11,14 |
| AIRBUS GROUP | 52,14 | -0,67 | 52,91 | 51,58 | 0,194 | -15,9 | PERNOD RICARD | 105,65 | -0,14 | 106,85 | 105,4 | 0,128 | +0,43 |
| ARCELORMITTAL | 5,375 | -1,94 | 5,487 | 5,262 | 0,505 | -36,39 | PEUGEOT | 13,205 | -0,15 | 13,44 | 13,045 | 0,425 | -8,51 |
| AXA | 18,64 | -1,32 | 19,08 | 18,42 | 0,387 | -26,12 | PUBLICIS GROUPE SA | 66,35 | -0,08 | 66,93 | 66 | 0,194 | -4,81 |
| BNP PARIBAS ACTA | 45,185 | -0,52 | 45,92 | 44,525 | 0,338 | -13,49 | RENAULT | 71,24 | -0,71 | 72,28 | 70,16 | 0,265 | -23,09 |
| BOUYGUES | 29,04 | -0,77 | 29,46 | 28,805 | 0,18 | -20,54 | SAFRAN | 63,1 | -0,46 | 63,88 | 62,47 | 0,203 | +0,43 |
| CAP GEMINI | 87,14 | -0,02 | 88,7 | 85,97 | 0,363 | -1,8 | SAINT GOBAIN | 37,99 | -0,03 | 38,295 | 37,49 | 0,3 | -4,67 |
| CARREFOUR | 22,935 | -0,35 | 23,21 | 22,785 | 0,299 | -13,94 | SANOFI | 67,94 | -0,52 | 68,61 | 67,39 | 0,205 | -13,56 |
| CREDIT AGRICOLE | 8,543 | -1,05 | 8,74 | 8,43 | 0,261 | -21,48 | SCHNEIDER ELECTRIC | 61,98 | -0,5 | 62,78 | 61,62 | 0,201 | +7,92 |
| DANONE | 63,68 | -0,66 | 66,27 | 63,04 | 0,162 | -15,94 | SOCIÉTÉ GÉNÉRALE | 30,625 | -1,05 | 31,41 | 30,245 | 0,628 | -20,06 |
| ENGIE | 13,54 | -0,02 | 13,75 | 13,485 | 0,151 | -17,06 | SODEXO | 10,45 | -0,72 | 10,475 | 10,33 | 0,104 | +0,93 |
| ESSILORNTL | 116,55 | -0,09 | 117,25 | 115,7 | 0,169 | +1,3 | SOLVAY | 10,01 | -0,6 | 10,19 | 9,976 | 0,299 | +1,7 |
| KERING | 178,95 | -0,53 | 184,35 | 177,2 | 0,245 | -13,3 | TECHNIP  | 50,23 | -1,72 | 51 | 49,86 | 0,726 | +9,83 |
| KLEPPER | 41,155 | -0,89 | 41,155 | 40,605 | 0,128 | +0,4 | TOTAL | 40,77 | -2,3 | 41,51 | 40,53 | 0,248 | -1,2 |
| L'ORÉAL | 167,55 | -0,54 | 168,65 | 166,9 | 0,077 | +7,89 | UNIBAIL-RODAMCO | 243,1 | -0,75 | 244,35 | 239,85 | 0,24 | +3,71 |
| LAFARGEHOLCIM LTD | 47,625 | -0,6 | 48 | 46,87 | 0,064 | -1,94 | VALEO | 49,395 | -0,81 | 49,75 | 48,09 | 0,124 | +3,36 |
| LEGRAND | 52,68 | -0,98 | 53,06 | 52,04 | 0,282 | +0,82 | VEDIJA ENVIRON | 20,25 | -0,15 | 20,325 | 20,125 | 0,285 | +7,39 |
| LYNIX | 15,185 | -0,07 | 15,32 | 15,05 | 0,114 | +4,8 | VINCI | 67,69 | -0,01 | 68,14 | 67,08 | 0,144 | +14,46 |
| MICHELIN  | 97,39 | +1,14 | 97,39 | 96 | 0,333 | +10,8 | VIVENDI | 17,625 | -0,42 | 17,87 | 17,455 | 0,258 | -11,25 |

LES DEVISES

| MONNAIE | 1 EURO= |
|----------------------|-------------|
| AUSTRALIE | 1,4661 AUD |
| CANADA | 1,4873 CAD |
| GBRÉTAGNE | 0,8641 GBP |
| HONGKONG | 8,7005 HKD |
| JAPON | 112,52 JPY |
| YEN | 112,52 JPY |
| SUISSE | 1,088 CHF |
| ÉTATS-UNIS | 1,122 USD |
| DOLLAR | 1,122 USD |
| DINAR TUNISIEN | 2,4704 TND |
| DIRHAM | 10,89 MAD |
| TURQUIE | 3,3424 TRY |
| NOUVEAU LIVRE TURQUE | 1,421 TRY |
| LIVRE ÉGYPTIENNE | 9,9128 EGP |
| YUAN | 7,4826 CNY |
| ROUPIE | 74,5795 INR |
| DINAR ALGERIEN | 122,29 DZD |

SICAV ET FCP

VALEURS LIQUIDATIVES EN EUROS (OU EN DEVISES), HORS FRAIS

| VALORIS | DATE DE VALORISATION |
|-----------------|----------------------|
| BETELGEUSE | 47,55 23/09/16 |
| BELLAROCK | 37,41 23/09/16 |
| VICTOIRE SIRIUS | 50,80 23/09/16 |
| SICAV | 250,89 23/09/16 |
| UNI HOUCHE C | 250,89 23/09/16 |

L'OR

COTATION QUOTIDIENNE ASSURÉE PAR TESSI-CPOR

www.cpordevises.com

| JOUR | VEILLE | 31/12 |
|--------------------|--------|-------|
| LINGOT DE 999,9 | 38280 | 37610 |
| NAPOLEON | 2212 | 2219 |
| PIECE 10 DOLLARS | 650 | 630 |
| PIECE 10 LORINS | 228 | 228 |
| PIECE 20 DOLLARS | 1290 | 1290 |
| PIECE 20F TUNISIE | 223 | 223 |
| PIECE 5 DOLLARS | 328 | 328 |
| PIECE 50 PESOS MEX | 1421 | 1421 |
| PIECE FR 10 FR | 129 | 129 |
| PIECE SUISSE 20F | 2212 | 2212 |
| PIECE LATINE 20F | 223 | 223 |
| SOUVERAIN | 279,9 | 279,9 |
| KRUGERAND | 1265 | 1270 |

RETROUVEZ

SITE D'INFORMATIONS EXCLUSIVES

WWW.WANSQUARE.COM



LE CONSEIL DE ROLAND LASKINE rlaskine@lefigaro.fr

Les valeurs pétrolières ont souffert des divergences entre les pays producteurs de pétrole à la veille de la réunion informelle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prévue ce mercredi à Alger. Comme le craignaient de nombreux observateurs, les chances que les membres de l'Opep parviennent à un accord portant sur le gel de leur production sont

désormais très minces. Hier, le prix du baril de Brent de mer du Nord est donc reparti à la baisse, en direction des 45 dollars.

Les espoirs du marché ont été touchés par le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, qui a déclaré mardi que « parvenir à un accord sur le gel de la production en deux jours ne figure pas sur notre agenda ». Il n'a pas exclu qu'une so-

lution soit trouvée lors de la réunion du 30 novembre à Vienne. Mais les investisseurs ne disposent d'aucune visibilité sur les contours que pourrait prendre un accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite, qui restent les deux grandes puissances rivales du Moyen-Orient. En avril, à Doha, leurs divergences en avril avaient déjà conduit à un échec retentissant.

Dans un tel contexte, les valeurs pétrolières ont été, une fois encore, les plus pénalisées, car sans perspective d'amélioration durable des prix, les contrats d'exploration n'ont aucune chance de repartir à la hausse. Vallourec a rechuté de 5,03%, à 3,68 euros, CGG a perdu 4,34%, à 21,16 euros, et Technip a limité des dégâts avec un repli de 1,72%,

à 50,23 euros. Total qui a mis en place une stratégie convaincante de réduction de ses investissements et des coûts de fonctionnement a résisté en limitant la baisse de 0,85%, à 40,77 euros. Le groupe met tout en œuvre pour sauver son dividende. La Bourse apprécie, le rendement constitue le meilleur soutien du titre. ■

Free et CanalSat bouleversent la télé payante

Les 3 millions de clients Freebox Révolution ont un accès Internet et un bouquet de télévisions pour 39,99 euros au lieu de 63 euros.

ENGUERAND RENAULT @erenault

AUDIOVISUEL C'est une offre véritablement révolutionnaire qui va modifier d'un seul coup le visage de CanalSat. À partir de ce mardi 27 octobre, l'ensemble des abonnés à la Freebox Révolution, soit un peu plus de 3 millions de foyers, ont accès au bouquet de CanalSat Panorama d'une cinquantaine de chaînes, dont 25 exclusives, et à myCANAL, qui permet de regarder les chaînes en replay et de manière délinéarisée (100 chaînes en live et plus de 8 000 contenus à la demande). Le tout pour 39,99 euros par mois sans engagement, soit seulement 2 euros de plus que le prix de la seule Freebox Révolution avec option TV. Bien entendu, les clients de Free peuvent librement refuser cette offre et revenir à l'ancien prix de 37,98 euros. Mais il est difficile de passer à côté d'une offre à seulement 39,99 euros pour un ensemble Freebox Révolution et CanalSat Panorama qui a une valeur client finale de 63 euros.

Pour Free, cette offre est une manière de répondre aux offensives de SFR, qui a investi dans un bouquet de chaînes de sport et dans le groupe audiovisuel NextRadioTV, et d'Orange qui mène une offensive dans la distribution de contenus. C'est aussi une réponse à la guerre des prix sur l'Internet fixe lancée par Bouygues Telecom avec son offre ASDL à 19,99 euros. Free était déjà l'un des principaux distributeurs des offres Canal+ et CanalSat vendus en autodistribution par le groupe Canal+. Aujourd'hui, il intègre CanalSat directement dans ses offres Internet et garde ainsi le lien avec le client final.

Une énorme contrepartie

Pour le groupe Canal+, c'est un véritable changement de dimension. En quelques heures seulement, le groupe Canal+ a augmenté sa base d'abonnés de plus de 3 millions de clients. Cela efface largement les 500 000 abonnés perdus ces derniers mois. Mais la contrepartie est énorme. Alors que le groupe Canal+ auto-



Cette offre s'inscrit dans la guerre des prix et des contenus à laquelle se livrent groupes audiovisuels et opérateurs télécoms. AFP

distribuait ses bouquets CanalSat au prix de 25 euros, avec un engagement de 12 mois, il accepte aujourd'hui de les vendre largement moins cher, de confier la relation client à Free et de renoncer à la notion d'engagement.

Les deux partenaires partagent l'effort sur la remise de 22,88 euros ainsi offerte aux abonnés de Free. « Avec cette offre nous démocratisons la TV

payante : toutes les plus belles marques et la Freebox Révolution pour un prix incroyable », assure Maxime Lombardini, le directeur général d'Iliad. L'équation économique pour CanalSat est simple. En vendant son bouquet en gros à Free, il économise les coûts de distribution, les coûts du service client et les frais de publicité. Au total, cela lui permet d'économiser entre 40 et 50 % de

ses frais. Mieux, en plaçant le service myCANAL dans l'offre, il fait découvrir à moindres frais l'univers Canal, ce qui pourrait pousser les abonnés de Free à souscrire en plus un abonnement à la chaîne premium.

Des paris audacieux

Le groupe Canal+ multiplie actuellement les paris audacieux afin de sortir de l'impasse. Après avoir lancé seul, une offre pour la chaîne Canal+ à 20 euros sans engagement et avoir conclu un accord avec Orange pour distribuer un mini-bouquet CanalSat à moins de 10 euros, voilà qu'il offre l'intégralité de son bouquet CanalSat à la large base d'abonnés de Free. Et début octobre, le groupe audiovisuel dévoilera de nouvelles offres commerciales totalement repensées. Fini l'offre monolithique alliant sport et divertissement pour un prix unique de 40 euros pour Canal+ ou 25 euros pour CanalSat. Les abonnés pourront choisir dans toute une gamme d'offres des thématiques sport ou cinéma-série à des prix revus à la baisse. Ce faisant, le groupe Canal+ entame sa phase de reconquête en jouant sur tous les leviers : maximiser les volumes grâce à des abonnements peu chers commercialisés par les opérateurs télécoms et maximiser la valeur grâce à des abonnements premium mieux adaptés à la demande. ■

Le CSA nourrit le débat sur le numérique

Le gendarme de l'audiovisuel a publié un rapport sur les plateformes et l'accès aux contenus.

ALEXANDRE DEBOUTÉ @axel_deb

NUMÉRIQUE Après la publication la semaine dernière d'un rapport sur les nouvelles plateformes en ligne et l'accès aux contenus audiovisuels, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a prolongé le débat, mardi, en organisant plusieurs tables rondes

sur les enjeux de la révolution numérique dans le secteur audiovisuel. Vaste sujet qui consiste notamment à s'interroger sur le statut, dans l'écosystème européen, de plateformes de partage de vidéos ou de diffusion de contenus telles que YouTube (Google), Netflix ou Amazon, qui concentrent désormais parmi les plus importantes audiences en ligne.

Le Conseil chargé du traitement des attentats

C'est un article glissé dans la loi de prolongation de l'état d'urgence du 21 juillet dernier. Il est passé totalement inaperçu. Il donne pourtant au Conseil supérieur de l'audiovisuel une nouvelle mission. Celle de rédiger une sorte de code de bonne conduite à l'usage des médias audiovisuels dans le traitement des attentats. Cette disposition législative a été prise au lendemain de l'attentat du 14 juillet à Nice, au cours duquel France 2 s'est

fait épingler pour un sujet sur une personne choquée. Olivier Schrameck, le président du CSA, a mené des discussions avec l'ensemble des responsables des rédactions des chaînes de télévision et des stations de radio afin d'élaborer ce texte. Une première mouture sera remise début novembre. Jusqu'à présent, le CSA réagissait a posteriori sur le traitement des attentats par les médias. Ainsi, après l'attaque de Charlie Hebdo

en janvier 2015, il avait tapé du poing sur la table et infligé des mises en garde à l'encontre de 15 médias et des mises en demeure à l'encontre de 21 autres en raison de la diffusion d'images portant atteinte à la dignité de la personne humaine. Avec la rédaction de ce nouveau texte, le CSA donnera a priori un ensemble de règles à suivre. La difficulté est de trouver un subtil équilibre entre souplesse et rigueur. E. R.

La ministre de la Culture, Audrey Azoulay, a appelé à une réponse « à l'échelle européenne ». « L'acte II de l'exception culturelle à l'ère numérique doit être un acte II européen, faute de quoi il sera voué à l'échec », a prévenu la ministre, pour qui les nouvelles plateformes, souvent américaines, sont devenues des « acteurs à part entière de l'audiovisuel et des médias » et qui « ne s'en cachent plus ». Bien que Google ne se considère pas comme un éditeur de contenus mais « comme une entreprise technologique », ce qu'a souligné Laurent Samama, directeur médias de Google, l'idée serait bien de mettre les nouvelles plateformes au même régime que des médias comme TF1 ou Canal+, soumis à des obligations de quotas dans leur offre et de financement de la création audiovisuelle.

20 % d'œuvres européennes

Avant l'été, un projet de réforme de la directive sur les services de médias audiovisuels (SMA) a été présenté par la Commission européenne. Il va dans ce sens, puisqu'il imposera aux services de vidéo à la demande par abonnement (SVOD),

comme Netflix, de proposer au moins 20 % d'œuvres européennes dans leurs catalogues. Un niveau qu'André Azoulay estime « encore insuffisant ». Le texte, qui doit encore être débattu entre États membres, imposerait aussi à ces plateformes de contribuer financièrement à la création d'œuvres en créant une dérogation au principe du pays d'origine, selon lequel la législation applicable est celle du pays où est établie la société. Netflix ou Amazon, dont les sièges sont situés aux Pays-Bas et au Luxembourg, devraient ainsi contribuer au financement d'œuvres françaises à partir du moment où ils ciblent le public français.

Autre sujet au cœur des débats et abordé par Audrey Azoulay : la réforme européenne des règles de propriété littéraire et artistique. Présenté il y a quinze jours par la Commission, le « paquet droit d'auteur » doit encore être amélioré, selon la ministre. Encore une fois l'idée serait de clarifier le statut des intermédiaires, comme les plateformes, au regard du droit d'auteur et de les responsabiliser en les obligeant à coopérer avec les titulaires de droits. ■

EN BREF

MEDIASET ENGAGE UNE ACTION CONTRE VIVENDI

Le conseil d'administration de Mediaset a fait savoir qu'il n'avait pas reçu de nouvelle offre de Vivendi et qu'il donnait son feu vert à une action en justice contre le français pour non-respect de l'accord sur l'achat de la chaîne Mediaset Premium.

LES VENTES DU « PARISIEN » EN HAUSSE

Les ventes en kiosque du *Parisien-Aujourd'hui en France* ont progressé de 10 % lors de la semaine de lancement de la nouvelle formule. Cela représente une moyenne de 223 000 ventes par jour.

WANSQUARE ENRICHT SON OFFRE

WanSquare, filiale du Figaro, enrichit son abonnement avec WanSquare Executives. Cette nouvelle verticale s'intéresse aux décideurs, à leurs parcours et à leur positionnement. Elle cible les DRH et les chasseurs de têtes.

LE BIG BANG SANTÉ DU FIGARO

Big Bang de l'homme réparé
Big Bang du big data
Big Bang de la télémédecine
Big Bang de l'homme augmenté

LE JEUDI 27 OCTOBRE, LE 1^{ER} BIG BANG DE LA SANTÉ

MAISON DE LA CHIMIE / PARIS / 8H30 - 19H

28 rue Saint-Dominique 75007 Paris

Le numérique provoque un véritable big bang dans la santé et la médecine, dont on est loin de mesurer toutes les conséquences, mais dont on pressent qu'elles seront immenses. Non seulement, les nouvelles technologies deviennent un outil incontournable pour soigner plus efficacement, mais elles permettent d'explorer des territoires inconnus il y a peu.

ILS INTERVIENDRONT



Laurent Alexandre
Médecin entrepreneur



Laurence Comte-Arassus
Medtronic



Ekaterina Besse
DreamUp Vision



Nicolas Huchet
My Human Kit



Etienne Klein
Philosophe



Professeur Carpentier
Chirurgien cardiaque



Arnold Munich
Hôpital Necker



Yanick Philippou
Generali France



INSCRIVEZ-VOUS
bigbang.lefigaro.fr

#BigBangFigaro
Événement organisé par

LE FIGARO

UNE RENTRÉE RÉUSSIE POUR LES CHAÎNES TNT DU GROUPE M6



**LEADER
DES CHAÎNES TNT
AUPRÈS DES < 50 ANS***

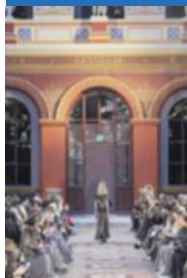
**LEADER
DES CHAÎNES TNT HD
AUPRÈS DES FEMMES < 50 ANS***



**LES ÉCRANS LES PLUS PUISSANTS
AUPRÈS DES < 50 ANS**
GRÂCE AUX SEULS ÉCRANS
SYNCHRONISÉS DE LA TNT**

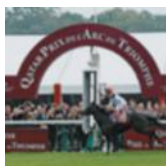


LE FIGARO et vous



COLLECTIONS
LES TEMPS FORTS
DE LA FASHION WEEK
PARISIENNE

PAGE 31



ESCAPADE
REDÉCOUVRIR CHANTILLY,
À L'OCCASION DU PRIX
DE L'ARC-DE-TRIOMPHE

PAGE 32



ÇA C'EST...
PARIS!

Léna Lutaud

PAPA TINTIN

VISITE DE L'EXPOSITION
«HERGÉ» AVEC DES ÉCOLIERS

Comme chaque mardi, le Grand Palais est fermé. Les vigiles sont pourtant sur le qui-vive. Un brouhaha joyeux éclate derrière les buissons. Une centaine d'enfants déboulent en courant. Le mécène Jean-Pierre Aubin, directeur général de la société de courtage Aurel BGC, les a invités à venir voir l'exposition «Hergé». Les élèves des écoles privées Sainte-Clotilde et Fénelon Sainte-Marie connaissent bien Tintin. «J'ai tous les DVD», dit fièrement Maxence, «9 ans trois quarts». «Mon papa, il adore Tintin et il a tous les albums», ajoute Éléonore. «Moi, je lis les BD chez ma grand-mère», précise Priscilla. Issus des quartiers défavorisés d'Asnières, dans l'Ouest parisien, les collégiens du cours Antoine-de-Saint-Exupéry, eux, ont découvert Tintin autrement : en empruntant, la semaine dernière, l'album de leur choix à la bibliothèque municipale. Créée il y a un an, leur école, soutenue par la Fondation Espérance Banlieues, croule sous les listes d'attente. Comme Khalil, qui veut devenir directeur de zoo pour espèces menacées, ces élèves brillants sont curieux de tout. «On n'a pas bien compris les jurons et les mots comme "gredin", mais j'ai adoré Le Secret de La Licorne», sourit Wassah, 11 ans. «C'est bien d'être venu ici», acquiesce Ebinesh. «C'est la première fois qu'ils vont au musée», confie Hedwige Hallopeau, leur professeur de français. «N'oubliez pas que vous représentez l'école», chuchote le directeur, Xavier Villarmet, quand les enfants se divisent en petits groupes de dix. Avec son début de parcours sur l'art abstrait, une succession de planches posées à plat jamais agrandies et aucune interactivité, l'exposition semble peu adaptée aux enfants. Par chance, Laurence et les autres conférenciers sont des passionnés de Tintin et arrivent à rendre le parcours sympathique. Les doigts se lèvent sans cesse, les questions fusent. Au bout d'une heure trente, la joyeuse troupe est tout de même un peu fatiguée. Les hôtesses offrent à chacun un sac Tintin en Amérique, un livre et deux figurines. C'est Noël. «La fusée, je vais l'utiliser en porte-clés», s'écrit Fatoumata. «C'est trop bien!», remercie Sonia et Maëly. Khalil repart les yeux particulièrement brillants. Les conférencières l'ont rebaptisé «Renard Curieux». Le nom totemique d'Hergé chez les scouts.

+ » Lire aussi PAGE 33

Le cinéma en pointes

Avec quatre longs-métrages, deux documentaires et un film d'animation, la danse sur grand écran affiche cette saison un carnet de bal bien rempli. **PAGE 28**

Soko incarne
Loie Fuller dans
La Danseuse,
de Stéphanie Di Giusto,
en salle aujourd'hui.

SHARNA BESSON/WILD BUNCH DISTRIBUTION - MAXTREE.COM - MATTHIEU ALEXANDRE/APP



PIAGET

PIAGET POLO S

E-boutique piaget.fr
01 58 18 14 15

LARIANE BAVELIER
@arianebavelier

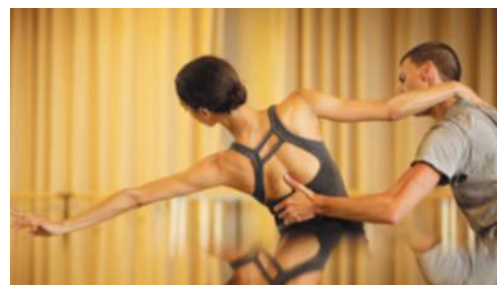
La danse fait-elle rêver à ce point ? Aujourd'hui, deux films sont à l'affiche : *La Danseuse* de Stéphanie Di Giusto, avec Soko et Lily-Rose Depp respectivement dans le rôle de Loïe Fuller et Isadora Duncan, et *Anna Halprin et Rodin, voyage vers la sensualité*, documentaire de Ruedi Gerber. Ou comment la papasse écolo new age de la danse américaine, aujourd'hui âgée de 96 ans, entraîne ses étudiants à sentir dans leur chair les vertiges du sculpteur français. Si Blanca Li a ouvert le bal le 26 août avec *Elektro Mathematrix*, suivie de Benjamin Millepied avec *Relève* le 6 septembre, le cortège des sorties se poursuit jusqu'à Noël. Le 16 novembre avec *Polina, danser sa vie*, adapté de la BD éponyme de Bastien Vivès et, le 14 décembre, avec *Ballerina*, dessin animé retraçant l'aventure d'une petite Bretonne montée à Paris pour devenir étoile de l'Opéra. Début 2017, Damien Chazelle fera entrer Ryan Gosling et Emma Stone dans la comédie musicale, à travers *La La Land*, sensation de la Mostra de Venise.

« Remplacer les mots »

Avec cette vague de sorties, les producteurs renouent aussi avec le frisson de la peur. « *En France, faire un premier film sur une artiste qui n'a pas laissé de nom, qui plus est une danseuse, cela suffit à ne pas faire un film, m'a dit mon producteur Alain Attal* », se souvient Stéphanie Di Giusto. De son côté, Didier Creste, producteur de *Polina*, ne cache pas son inquiétude : « *Le cinéma peut amener à la danse un public beaucoup plus large que celui des salles. Billy Elliot a fait plus de 2,3 millions d'entrées et Black Swan encore davantage. Mais ce trimestre, avec toutes ces sorties consécutives, il y a un peu embouteillage...* » Michel Zana, distributeur de *Mr Gaga*, documentaire sur le chorégraphe israélien Ohad Naharin (90 000 entrées depuis le 1^{er} juin) insiste : « *D'habitude, les films de danse, fictions et documentaires étaient réservés à la télévision. Et puis, il y a eu Pina de Wim Wenders, qui a fait 300 000 entrées, Les Réves dansants, près de 100 000, et 110 000 pour La Danse de Fred Wiseman. Simplement, on choisit toujours soigneusement la date de sortie. Pour Mr Gaga, celle du début de l'Euro : nous voulions proposer aux femmes une alternative au foot. Le risque, c'était tout de même de faire 5 000 entrées.* » Il en fait sans doute ainsi d'*Elektro Mathematrix*, dont la production refuse de communiquer les chiffres... *Relève*, documentaire sur les débâcles de Benjamin Millepied à l'Opéra de Paris, rallongé de 20 minutes par rapport à la version passée sur Canal + en fé-



Étoiles & toiles
CINÉMA La danse a, cet automne, les faveurs de plusieurs cinéastes, qui ne manquent pas d'imagination pour faire tourner la tête du public.



Actuellement au cinéma, *Elektro Mathematrix* (en haut), la comédie musicale urbaine de Blanca Li, entièrement chorégraphiée et sans aucune parole. *Relève* (ci-dessus), le documentaire captivant de Thierry Demaizière et Alban Teurlai sur le passage de Benjamin Millepied à la direction de l'Opéra de Paris.

vrier, a rassemblé 21 473 spectateurs en deux semaines. De quoi injecter dans le circuit cent copies supplémentaires.

Malgré les dangers, le cinéma et la danse entretiennent des liens passionnés. Né pour capter les mystères du mouvement, le 7^e art s'inventa sur des danseurs, plutôt que sur des acteurs. Et la danse, qui a besoin du cinéma pour garder sa mémoire, reste un défi pour la caméra. « *Le naturel est fondamental. La difficulté surgit lorsque scènes de danse et scènes de jeu se mêlent. Je dessine les poses des comédiens, essayant de remplacer les mots et les états d'âme par des gestes* », dit Stéphanie Di Giusto qui, avec la complicité du collectif I Could Never Be a Dancer, réussit l'exploit d'une scène de nuit où vingt-cinq fillettes dansent en robe blanche dans un parc sans que l'image ne semble mièvre. Didier Creste, producteur de *Polina*, a quant à lui voulu convier Angelin Preljocaj à la réalisation. Valérie Muller, épouse du chorégraphe, a parfait le tandem en s'occupant du scénario. « *J'ai filmé au plus près des corps pour saisir l'investissement du danseur. Pour moi, l'émotion de la danse surgit des corps* », dit celui qui s'autorise tout de même des plans larges et travaille leur rythme pour que la danse imprègne l'ensemble du film. ■

LA CRITIQUE

« Pourquoi faire moche ? » Stéphanie Di Giusto reprend à son compte la réflexion de Xavier Dolan et signe, avec *La Danseuse*, un premier film envoûtant dédié à la beauté : celle, mystérieuse et frémissante, que Mallarmé, Toulouse-Lautrec et Rodin reconnaissent dans les prestations de Loïe Fuller. Cette Américaine qui fit carrière dans les salons parisiens, aux Folies Bergère et au Palais Garnier, compte parmi les légendes du tournant du XX^e siècle. Le corps dissimulé sous une immense tunique, les bras prolongés de baguettes pour donner plus d'envergure à ses gestes, elle se fait, avec sa danse serpentine, femme fleur ou papillon, tandis qu'une caméra projette des couleurs sur ses voiles. Dans ses Mémoires, publiés récemment au Mercure de France, Loïe Fuller précise qu'elle eut deux grands chagrins : la mort de son père et son échec amoureux avec Isadora Duncan, inventrice de la danse libre, qui, en tunique et pieds nus, détrôna Loïe et tout son falbala.

Avec ce matériau, Stéphanie Di Giusto tisse un film comme un roman. Elle mêle le faux au vrai, réécrit des passages, cisele le drame, filme des vertiges, soulignant avec la souffrance de Loïe, la beauté de sa danse et sa recherche

éperdue d'une liberté qui se confond alors avec la révolution de l'art moderne. Dans ce Paris de la Belle Époque, le corps de la danseuse éblouit de fantasmies. Intense et secrète, escortée de Mélanie Thierry en régisseuse, Soko en Loïe danse avec ses ombres de manière fascinante. Gaspard Ulliel, en Louis d'Orsay, dandy étheromane cousin de Des Esseintes, s'y épanouit. Lily-Rose Depp, lumineuse et cruelle comme les enfants, les envoie promener de son joli coup de pied. Pour qui s'y laisse prendre, les deux heures du film sont un envoûtement.

« La Danseuse »

Drame de Stéphanie Di Giusto
Avec Soko, Gaspard Ulliel, Mélanie Thierry, Lily-Rose Depp
Durée 1 h 48
■ L'avis du Figaro : ●●●○



Coachs et danseurs à la rescousse des acteurs

Les réalisateurs sont formels : impossible de tricher avec le corps, surtout dans des films de danse. Pour danser leur rôle, les acteurs doivent passer à la barre. Stéphanie Di Giusto a confié chacune de ses actrices à un coach, présent jusque sur le tournage. Pour Soko, elle a choisi Jody Sperling, danseuse et chorégraphe new-yorkaise incolable sur la réinterprétation des danses de Loïe Fuller. Pour Lily-Rose Depp, qui incarne Isadora Duncan, elle a voulu Julie Bour, naguère danseuse chez Preljocaj et qui enseigne aujourd'hui en Californie. « *Un jour m'a suffi pour savoir que Soko pourrait être Loïe Fuller. Elle n'a pas cette sorte de grâce propre aux danseu-*

ses, mais une énergie et une force qui m'ont captivée », dit Jody Sperling. Cinq semaines de rang, à raison de cinq heures par jour, Sperling fait répéter Soko, suivie parallèlement par un coach athlétique. « *Je me suis beaucoup questionnée sur la manière de créer une danseuse, dit Sperling. On a d'emblée travaillé avec le costume, puis il a fallu réaliser ces danses non plus sur le sol mais, comme Loïe, sur un promontoire dont la pénombre cache les limites.* »

À Los Angeles, Julie Bour est sortie épâtée du travail avec Lily-Rose Depp, « *instinctive, entière, hypervolontaire. Quand ça tourne, elle s'approprie le matériel et vit le mouvement. Elle a gardé le bon côté de cette*

capacité d'imitation qu'ont tous les enfants - et les grands acteurs. Elle a une franchise dans le travail, une forme de maturité, sans les complexes qui vont avec », explique-t-elle. « *Depuis son audition, je me suis attachée à étudier la façon dont son corps bouge, s'exprime, et à trouver avec elle les corrélations entre ma danse et son corps.* » Et de conclure : « *N'importe qui peut danser. Le point de départ, à mon sens, est de désinhiber la relation cerveau/corps.* »

Une doublure pour les jambes

Le défi est nettement plus compliqué lorsqu'il s'agit de danse classique, avec pointes et tutu. Pour *Black Swan*, Darren

Aronofsky avait confié Natalie Portman à un coach nommé Benjamin Millepied. Coup de foudre s'ensuivit, malgré le régime de spartiate imposé à la belle. Mais il fallut trouver une doublure pour « être » les jambes de la ballerine. Ce fut Sarah Lane, soliste à l'American Ballet Theatre, qui solda l'affaire par un joli scandale, accusant Portman de tirer la couverture à elle, alors qu'elle n'avait tourné que « 5 % des scènes de ballet ». Pour *Polina*, qui débute au Bolchoï - comme le roman graphique de Bastien Vivès -, Angelin Preljocaj et Valérie Muller ont retourné l'Europe, auditionnant 650 filles, jusqu'à Saint-Petersbourg.

Là, parmi une centaine de prétendants, ils ont finalement déniché « l'actrice danseuse » dont ils rêvaient : Anastasia Shevtsova, alors élève à l'école de danse Vaganova, douée pour le français... et le jeu. En guise de professeur, ils ont formé Aleksei Guskov au rôle de Bojinsky, maître à danser qui regarde et commente plus qu'il ne montre, et surtout Juliette Binoche, transformée en clone d'Angelin Preljocaj, puisqu'elle se retrouve chorégraphe, directrice du Pavillon noir, le propre centre chorégraphique du réalisateur. « *Notre choix s'est porté sur Juliette, car elle a une histoire avec la danse et s'adonne chaque jour à des entraînements physiques*, dit Preljocaj. Elle a travaillé plus d'un an avec nous, passant des semaines à Aix à pratiquer et à regarder le travail. » Autre novice : Niels Schneider, comédien, fils de danseur, incarnant le petit ami de Polina. Lui a intégré le Ballet Preljocaj début 2015 et y est resté jusqu'à *Polina*. À l'inverse, Jérémie Bélingard, étoile à l'Opéra de Paris, s'est improvisé comédien, coach par... Juliette Binoche ! De la danse au jeu comme du jeu à la danse, il y a plus qu'un pas. ■ A.B.

LE FIGARO présente

27^e FESTIVAL DU FILM BRITANNIQUE de DINARD
DU 28 SEPT. AU 2 OCT. 2016
www.festivaldufilm-dinard.com

Conception : G. BARRIÈRES

VILLE DE DINARD

f t i y

CULTURE

« Clara est une projection de ma mère »

CINÉMA Dans « Aquarius », le Brésilien Kleber Mendonça Filho fait de Sonia Braga une sexagénaire en colère. Un film à la nostalgie musicale et combative.

Avec Toni Erdmann, *Aquarius* est l'autre grand oublié du palmarès du dernier Festival de Cannes. Déjà remarqué pour son premier long-métrage, *Les Bruits de Recife*, chronique anxieuse d'un quartier prospère en proie à la fièvre sécuritaire, le Brésilien Kleber Mendonça Filho confirme son talent fou. Dans *Aquarius*, il met en scène Clara (Sonia Braga, superbe), une ex-critique de musique, dernière habitante d'un immeuble de Recife promis à la démolition, en lutte contre des promoteurs sans scrupule. Rencontre.

LE FIGARO. - Contre toute attente, *Aquarius* ne représentera pas le Brésil aux Oscars. Payez-vous votre soutien à Dilma Rousseff à Cannes, quand vous avez brandi des pancartes sur le tapis rouge, dénonçant un coup d'État ?
KLEBER MENDONÇA FILHO. - À Cannes, le journaliste Marcos Petrucelli nous a attaqués en proférant des mensonges. Il a prétendu que nous avions été payés par la présidente Dilma Rousseff. Deux mois plus tard, le ministre de la Culture l'a choisi pour faire partie de la commission qui sélectionne les films brésiliens pour les Oscars. Ils ont finalement choisi *Little Secrets*, de David Schurmann. Un titre ironique pour un film que personne n'a vu puisqu'il ne sortira qu'en octobre. La commission a déclaré que ce film était parfait pour les Oscars alors qu'*Aquarius* était un film pour Cannes... Un argument étrange dans la mesure où *La Grande Bellezza* ou *Le Fils de Saul* ont tous deux été sélectionnés à Cannes avant de remporter l'Oscar. C'est donc un choix politique, néfaste pour l'image du cinéma brésilien. J'attends de voir *Little Secrets* mais, même si c'est un chef-d'œuvre, il part de zéro. *Julietta* va représenter l'Espagne, l'Allemagne a choisi Toni Erdmann... Mais mon film va sortir dans soixante pays, donc je ne m'en fais pas trop.

Aquarius, tout comme dans votre précédent film *Les Bruits de Recife*, commence par une série de photographies en noir et blanc. Je suis fasciné par les archives, officielles ou non. Quand j'entre chez quelqu'un, j'aime regarder les photos de famille et je pose plein de questions. J'aime aussi beaucoup l'architecture, les bâtiments. Je me suis inspiré de James Gray, qui ouvre *La nuit nous appartient* par des fantasmes clichés de policiers new-yorkais, dignes de Weegee. Ce procédé me plaît beaucoup. Dans *Aquarius*, on voit le front de mer tel qu'il était quarante-cinq ans auparavant. J'avais commencé à écrire le scénario pour un autre immeuble qui a été rasé. L'*Aquarius* est le dernier de ce style qui donne sur la plage. Il n'est pas si ancien puisqu'il date de 1968 mais, au Brésil, on détruit tout pour reconstruire.

Êtes-vous quelqu'un de nostalgique ?
Oui, mais de façon saine j'espère. Trop de nostalgie mène à la dépression. J'ai 47 ans, je ne suis ni jeune ni vieux. Je trouve magnifique de se souvenir du passé, de le respecter, ce qui ne signifie pas vouloir vivre dans le passé. Par exemple, je voulais tourner *Aquarius* en pellicule 35 mm mais, pour des raisons économiques, j'ai dû tourner en numérique.

Vous parlez des *Bruits de Recife* comme d'un « soap opéra filmé par John Carpenter ». La formule ne s'applique-t-elle pas aussi à *Aquarius*, qui ressemble à un « siege movie », tel *Assaut de Carpenter* justement ?

Bien sûr. L'appartement et l'immeuble sont le territoire de Clara. Elle le défend en ne laissant personne de l'extérieur y pénétrer. Comme dans un film de vampires : si vous n'invitez pas un vampire chez vous, il n'y entrera jamais. J'ai pensé à cette légende en écrivant le scénario.

Aquarius vient juste de sortir au Brésil. Comment est-il accueilli ?

Il suscite beaucoup de débats. Dans le cinéma brésilien, on trouve surtout des gens riches qui ne sont que riches ou des gens pauvres qui ne sont que pauvres, ou qui vivent dans les favelas et s'entre-tuent. Clara est riche, bourgeoise mais aussi « libérale ». Elle a une bonne qu'elle traite avec tendresse et aussi un peu de dédain. Elle est propriétaire de cinq appartements mais refuse de quitter celui qu'elle occupe. Cela perturbe certains spectateurs. Elle ne correspond pas à l'héroïne classique du schéma David contre Goliath. Je trouve cela plus intéressant. Clara veut juste dire non et qu'on la laisse tranquille. Peut-être est-elle de droite, qui sait ?

Clara aurait-elle pu être un homme ?

Non. Dès le début, je voulais que ce soit une femme. Plus je parle du film et plus je trouve des réponses à des questions que je ne me posais pas. La semaine dernière, à Toronto, je me suis rendu compte pour la première fois que ma mère est morte à 64 ans. Clara a 65 ans, elle est en quelque sorte une projection de ma mère. De façon générale, les femmes sont des personnages plus intéressants. C'est plus ou moins vrai selon les pays, bien sûr, mais nulle part dans le monde il n'est facile d'être une femme. Un personnage féminin crée plus de tension, de conflit.

Pourquoi avoir fait de Clara une ex-critique musicale et non une critique de cinéma, métier que vous avez exercé ?

C'est une façon pour moi d'avancer masqué. Et un prétexte parfait pour passer des chansons que j'aime. Certaines étaient dans le scénario et sont restées, d'autres ont disparu. Celles de Queen ou de Gilberto Gil étaient là dès l'écriture, j'en ai ajouté d'autres selon l'humeur de l'équipe et de Sonia Braga sur le plateau. Chaque fois que Clara met un disque sur sa platine, elle le fait pour de vrai. Ce sont aussi des archives, des documents sonores. Certaines chansons sont très populaires, d'autres moins connues ou un peu oubliées. Elles renvoient toutes à une époque de ma vie.

LA CRITIQUE

1980. Une voiture sur la plage de Recife. Une jeune femme met une cassette dans l'autoradio. Les basses d'*Another One Bites the Dust* de Queen font bouger les corps. Clara a 30 ans, comme Freddie Mercury, et les cheveux courts. Elle a vaincu un cancer. Un fondu enchaîné et, des années plus tard, l'ex-critique musicale, devenue veuve, a un autre combat à mener. Dernière occupante de l'immeuble *Aquarius*, sur le front de mer, Clara repousse les assauts des promoteurs immobiliers qui veulent faire de son passé table rase. La bourgeoisie se rebiffe, rend les coups, boit du vin, écoute des disques, fait l'amour. Ne se laisse enterrer vivante par rien ni personne.

Sonia Braga, tignasse brune et colère froide, donne à la révolte un visage sénior et sexy. ■



« Aquarius »

Drame de Kleber Mendonça Filho
Avec Sonia Braga
Durée 2 h 22
■ L'avis du Figaro: ●●●○



Clara (Sonia Braga), dernière occupante d'un immeuble de Recife, va mener une guerre sourde contre un promoteur immobilier sans scrupule. VICTOR JUCA CINEMASCOPIO

RADIN! de Fred Cavayé



LE NANAR DE LA SEMAINE

■ François Gautier est un violoniste doué, mais un radin pur et dur depuis sa plus tendre enfance.

Un jour, il tombe amoureux et découvre l'existence de sa grande fille, qui le croit généreux. Réalisateur de polars, Fred Cavayé s'essaie, avec *Radin!*, à la comédie. C'est raté, tant il fait l'économie d'un scénario développé - deux auteurs s'y sont pourtant attelés -, de dialogues écrits et d'une vraie direction d'acteurs. Des erreurs de débutant (qu'il n'est pourtant pas) et des lacunes qui donnent un film pataud, prévisible et paresseux. Presque du sur-mesure pour Dany Boon, qui paraît lui-même ne pas y croire, mais qui en fait des tonnes. Il est bien le seul. Le héros joue du pipeau et les seconds rôles font tapisserie. Comble, pour un long-métrage censé être drôle : jamais il ne touche la corde sensible du spectateur. ■ NATHALIE SIMON



10-23 AVRIL
2017



CONCERT - 10 AVRIL - GRAND THÉÂTRE DE PROVENCE

JOHN ELIOT GARDINER
MONTEVERDI, LE RETOUR D'ULYSSE DANS SA PATRIE

MONTEVERDI CHOIR • CAPPELLA GABETTA • BAMBERGER SYMPHONIKER • NELSON FREIRE • ANDRÁS SCHIFF
CHAMBER ORCHESTRA OF EUROPE • PHILIPPE HERREWEGHE • BEATRICE RANA • MAXIM VENGEROV • THE KNIGHTS
ALISA WEILERSTEIN • SEONG-JIN CHO • ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE • CHRISTOPH ESCHENBACH • MAURO PETER
GIANANDREA NOSEDA • ALEXANDRA CONUNOVA • THIERRY ESCAICH • KHATIA ET GVANTSA BUNIATISHVILI
RENAUD CAPUÇON • MARC MINKOWSKI • JEAN-YVES THIBAUDET • QUATUOR BELCEA • BERTRAND CHAMAYOU
DANIEL LOZAKOVICH • MYUNG-WHUN CHUNG • CHARLES DUTOIT • ROYAL PHILHARMONIC ORCHESTRA

festivalpaques.com

08 2013 2013*

CIC PARTENAIRE FONDATEUR

AVEC LE FIGARO vivacitas.fr - Crédit photo : Caroline Dautre. * (0,15 € TTC/min)

Chienne de vie

CHRONIQUE «Dogs», premier film prometteur du Roumain Bogdan Mirica, met un citadin aux prises avec des bouseux violents. Jusqu'où iront-ils ?



LE CINÉMA
Eric Neuhoff
eneuhoff@lefigaro.fr

Elle aboie. Elle aboie tout le temps. Cela finit par taper sur les nerfs. Quelle idée, aussi, d'appeler une chienne Police ? Telles sont les mœurs de la Roumanie profonde. On voit que l'humour n'en est pas absent. L'animal tire sur sa chaîne, montre les dents. Il ne faut pas l'énervier, voilà tout.

Apparemment, les autochtones sont de la même eau. Roman, qui débarque de Bucarest, ne tarde pas à le découvrir. Il veut vendre le terrain dont il vient d'hériter. Cette parcelle perdue au milieu de nulle part, où rien ne pousse, appartenait à son grand-père. Pourquoi l'empêchent-on d'aller chez le notaire ? Qui sont tous ces gens patibulaires qui essaient de le décourager ? L'endroit servait à de sombres trafics. Les gangsters locaux refusent qu'on y touche. C'est une campagne où les pêcheurs trouvent dans un

étang un pied humain coupé à hauteur de la cheville. La chose n'a pas l'air de choquer grand monde. Le filic dépiaute le membre dans une assiette, comme il inspecterait un plat inconnu. Il a d'autres chats à fouetter : un cancer le ronge. La nuit, des rendez-vous ont lieu dans les champs. On tire sur un sanglier enragé. Les malfrats organisent des barbecues à des heures indues. Pas question de refuser leur invitation.

Sourdes menaces

Le citadin les imite, boit de l'alcool au goulot, les regarde se battre torse nu, conduire leur 4x4 comme Ben-Hur menait son char. La brutalité ravit les hommes. Le grand-père n'était pas celui qu'on croyait. Un parain, même rural, laisse derrière lui de solides traditions, des habitudes de chantage et de violence. La fiancée du héros le rejoint sans prévenir. L'initiative est incongrue. Elle comporte ses dangers. Dans ces villages, tout se sait. Les conversations contiennent de sourdes menaces.

Mirica filme beaucoup de discussions à deux. L'action progresse ainsi, à coups



En débarquant de Bucarest, Roman (Dragos Bucur) se trouve confronté aux mœurs de la Roumanie profonde dans une première œuvre qui tient du *Délivrance* de Boorman.

de phrases et de détonations. Cette première œuvre tient du *Délivrance* de John Boorman : le mythe du bon sauvage en prend pour son grade. Des crânes sont fracassés avec un marteau. Des cadavres disparaissent. « Quels cadavres ? » demandent les assassins avec une mine faussement naïve. Roman semble bien dérisoire, face à eux, avec sa Winchester qui s'enraye, ses cartouches qu'il n'arrive pas à charger.

Il y a ici une désillusion à la Simenon, une noirceur que ne tempère aucune lueur d'espoir. Tout le monde meurt, comme dans Shakespeare. Mirica s'abstient de juger. Il contemple des âmes mortes. Il n'a pas pitié d'elles. Il ne verse

pas la moindre larme sur ces malfrats qui mettent un temps infini à succomber, qui ricanent malgré leur corps criblé de balles. Le monde reste pour lui une énigme. Une Europe folle fermentée au fond de ces contrées arides. Le chien aboie, la caravane ne passe pas. Encore une pépite du cinéma roumain. Cela n'arrête plus. Ils vont se calmer, oui ? ■

«Dogs»

Drame de Bogdan Mirica
Avec Dragos Bucur, Gheorghe Visu et Vlad Ivanov
Durée 1h44

■ L'avis du Figaro : ●●●○

Les autres films

■ «FUOCOAMMARE, PAR-DELA LAMPEDUSA», documentaire de Gianfranco Rosi. 1h49.



Après le périphérique de Rome (*Sacro Gra*, lion d'or à Venise), Rosi fait le tour de Lampedusa, l'île sicilienne devenue le symbole de la tragédie de l'exil. Depuis vingt ans, 400 000 Africains ont tenté de rejoindre cette porte d'entrée vers l'Europe, et des milliers y ont perdu la vie. Rosi suit Samuele, un fils de pêcheur espagnol, un fils de pêcheur espagnol. Il représente l'insouciance, l'innocence de cette île de la Méditerranée dont les habitants ne sont presque jamais au contact des réfugiés, à l'exception du docteur Pietro Bartolo (*lire son portrait dans nos éditions d'hier*). Son récit des corps qu'il doit autopsier est bouleversant. Ours d'or à Berlin, le film représentera l'Italie aux Oscars. **ÉTIENNE SORIN**

■ L'avis du Figaro : ●●●○

■ «IVAN TSAREVITCH ET LA PRINCESSE CHANGEANTE», animation de Michel Ocelot. 53 minutes.



Le père de Kirikou continue d'arranger les contes traditionnels à sa sauce et à son style. Malgré le numérique, son théâtre d'ombres garde toute sa naïveté et sa beauté. **É. S.**

■ L'avis du Figaro : ●●●○

■ «CHOUETTE... UN NOUVEL AMI !», animation de Gholamreza Kazzazi et Behzad Farahat. 43 minutes.



Cinq splendides courts-métrages d'animation (4 iraniens et 1 belge) et autant d'odes à l'amitié portés par des personnages bien dessinés. Les titres donnent déjà envie : *Contes qui tiennent sur une ligne*, *Le Moineau et l'Épouvantail*, *Jolie Lune...* **NATHALIE SIMON**

■ L'avis du Figaro : ●●●○

■ «LES SEPT MERCENAIRES», western d'Antoine Fuqua. 2h12.



Denzel Washington, Ethan Hawke, Chris Pratt et Vincent D'Onofrio remplacent Steve McQueen, Charles Bronson, Yul Brynner et James Coburn... Ils font ce qu'ils peuvent, et même si Antoine Fuqua n'est pas manchot (*Training Day*, *Equalizer*), ce remake du classique de John Sturges tourne vite au pastiche. **É. S.**

■ L'avis du Figaro : ●●●○

Le cinéma garde la foi

PHÉNOMÈNE La sortie du «Pape François» illustre la percée en France des films chrétiens, grâce notamment au distributeur Hubert de Torcy.



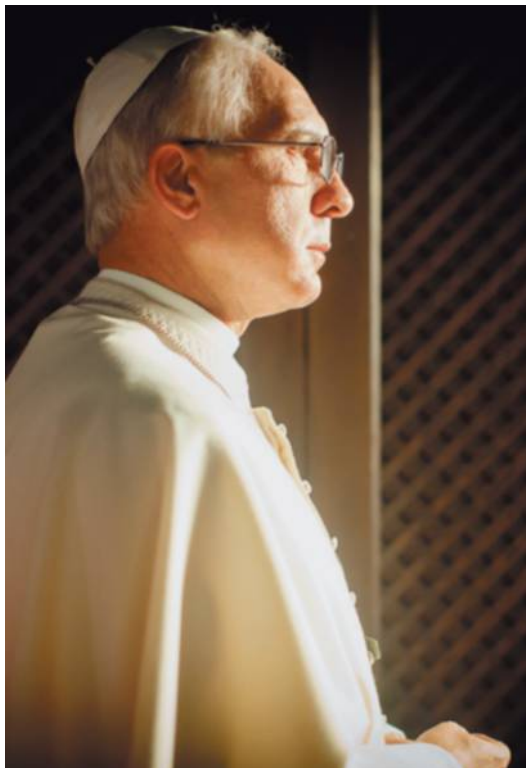
MARIE-NOËLLE TRANCHANT
mntranchant@lefigaro.fr

Cent cinquante salles de cinéma vont accueillir en France *Le Pape François*, du réalisateur argentin Beda Docampo Feijóo. De quoi faire plus ample connaissance avec une des personnalités les plus médiatiques du monde, qui intrigue et fascine croyants et incroyants. Ce premier biopic consacré à Jorge Mario Bergoglio suit le parcours du futur pape, de son enfance dans le quartier italien de Buenos Aires jusqu'à son élection au pontificat, en 2013.

C'est aussi une aventure de cinéma, qui dessine de nouvelles perspectives dans le paysage actuel de la programmation : l'ouverture à des films d'inspiration chrétienne. Hubert de Torcy, à la tête de sa petite compagnie de distribution Saje, en est un des acteurs les plus dynamiques. Au début de 2015, il a repéré dans le catalogue d'un vendeur ce film sur le Pape, production hispano-argentine alors en tournage. « J'ai tout de suite affirmé mon intention de le sortir en France. Le vendeur exigeait 600 000 € de garantie, ce qui était hors de ma portée. Pour négocier, j'ai fait valoir que je serais le seul distributeur intéressé. Mais, contre toute attente, au Festival de Cannes 2015, le film a été acquis par Metropolitan, généralement porté sur les blockbusters. J'ai alors proposé mes services à Metropolitan, et on m'a embarqué comme distributeur délégué, eux assurant l'investissement et moi toute la mise en place. »

C'est la deuxième fois que Saje fait alliance avec des compagnies qui ont pignon sur rue. Au printemps dernier, la société a sorti avec Sony La Résurrection du Christ, qui a dépassé les 100 000 spectateurs et sera disponible en DVD en octobre. « Sony a créé un studio de production. Affirm, entièrement dédié aux films chrétiens. Le mouvement date de 2010, où des études faites à Hollywood ont montré que le public avait soif de spiritualité. D'où le retour, plus ou moins heureux, des péplums religieux. Il y a une attente du public, c'est dans l'air du temps. Il s'agit d'en faire la preuve. »

En deux ans, Hubert de Torcy a déjà beaucoup fait avancer les choses. Cet homme de communication et de foi, membre de la communauté de l'Emmanuel, a créé Saje Distribution en 2014, pour sortir *Cristeros*, western historique sur la violente persécution des catholiques mexicains au début du XX^e siècle. 65 000 spectateurs, 20 000 DVD vendus. « On a fait nos premières armes en pratiquant une dis-



Ce premier biopic consacré à Jorge Mario Bergoglio (Dario Grandinetti) suit le parcours du futur pape, de son enfance à Buenos Aires jusqu'à son élection au pontificat.

tribution alternative, presque du cinéma à la demande. Cela reposait sur une communication de niche. Des associations, des collectivités religieuses organisaient des projections spéciales. L'expérience a eu l'avantage d'amener un public différent aux quelques salles qui avaient fait confiance à ce distributeur atypique.

Authentique et humain

« Avec les exploitants, il y a eu un accompagnement progressif », dit Hubert de Torcy. Aujourd'hui, on franchit une nouvelle marche avec *Le Pape François*. Le groupe CGR (troisième circuit cinématographique français avec 474 salles) s'est montré enthousiaste et beaucoup de salles demandent le film. »

Les frères Hadida, de Metropolitan, ont misé sur le potentiel grand public de ce récit très authentique et très humain, qui bénéficie d'avance de la popularité de François. Leur puissance de feu commerciale permet un lancement très visible et, parallèlement, Saje poursuit son travail de niche en mobilisant les réseaux paroissiaux, influents localement. Ainsi, de nombreuses avant-premières ont été organisées avec l'appui de la Conférence des évêques de France.

Reste à accéder aux télévisions, maillon indispensable à la rentabilité d'un film. « En Italie, la RAI diffuse régulièrement des téléfilms sur des vies de saints, produits avec Lux Video, qui font 50 % d'audience, raconte Hubert de

Torcy. Je les rachète pour les sortir en DVD. J'ai proposé aux chaînes deux films sur *Mère Teresa*, au moment de sa canonisation. Sans succès. Les responsables n'ont pas saisi l'occasion parce qu'ils n'ont pas mesuré le retentissement de l'événement et l'intérêt du public. » Avec une efficacité pleine de bienveillance, Hubert de Torcy ouvre de nouveaux espaces à la culture chrétienne. Une sorte de « hubertisation » de l'audiovisuel ? ■

LA CRITIQUE

Les papes imaginaires et les Vatican de fantaisie ne manquent pas à l'écran. Ils fournissent des figures de pouvoir, des mystères, des conclave, des complots. On a eu *Habemus Papam* de Nanni Moretti. On verra bientôt la série de Paolo Sorrentino, *The Young Pope*, avec Jude Law. *Le Pape François*, premier biopic consacré au chef actuel de l'Église catholique, fournit quelques clés (de saint Pierre) pour entrer d'une manière authentique dans ces énigmes qui fascinent toujours.

On suivra deux conclave, mais surtout l'histoire d'une ascension qui n'obéit pas aux règles habituelles de l'ambition et de la volonté de puissance. Jorge Mario Bergoglio aimait le foot, le tango et il était amoureux quand il a découvert sa vocation. Devenu jésuite, il se met au service des pauvres, des opprimés et ne craint pas d'affronter les autorités politiques. Le film de Beda Docampo Feijóo plonge dans le passé argentin du futur pape, en prenant pour fil conducteur l'amitié qui lie l'archevêque de Buenos Aires à une jeune journaliste, Ana. Dans la réalité, Elisabeth Piqué, auteur de la biographie dont le film est tiré (*Francisco, vida y revolución*). La fiction enjôle un peu les choses, mais le fond est de première main.

Si l'absence de ressemblance physique de Dario Grandinetti avec son modèle déconcerte d'abord, le talent du comédien compose un portrait convaincant. Impossible de rester insensible à cette personnalité savoureuse. L'humanité, l'humilité (c'est le même mot, si on y prend garde), l'humour, la tendresse alliée à l'exigence de vérité et de justice, donnent un naturel incomparable à cet homme de Dieu. Quand le pouvoir est service, c'est beaucoup plus joyeux. ■

«Le Pape François»

Drame de Beda Docampo Feijóo
Avec Dario Grandinetti, Silvia Abascal
Durée 1h44

■ L'avis du Figaro : ●●●○

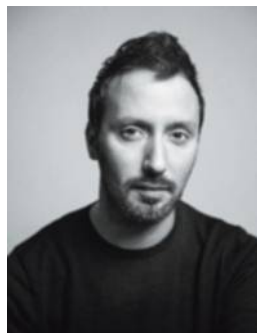
Ce que nous réservent les défilés à Paris

DÉCRYPTAGE Hier, la capitale française donnait le coup d'envoi d'une semaine chargée en collections. Passage en revue des galops d'essai, des hommages, des hashtags de stars et des inaugurations attendues.

Après New York, Londres et Milan, la Ville lumière est, pour un peu plus d'une semaine, le centre de la planète mode. Neuf jours au cours desquels se dérouleront quatre-vingt-onze défilés. Des milliers de professionnels (dont 1500 journalistes accrédités) venus de vingt-quatre pays différents parcourront la capitale entre podiums et showrooms, entre rive droite et rive gauche. Cette saison encore, la Fashion Week, qui ferme la marche des présentations pour le printemps-été 2017, réserve son lot de surprises et de shows à ne pas manquer. Le premier opus plus qu'attendu de nouveaux directeurs artistiques à la tête de maisons emblématiques, la bataille de likes à coups d'événements ultraconnectés et les inaugurations de boutiques incontournables. Suivez tous les temps forts que nous ménage cette semaine.

Leurs premières fois

Hier soir, dans son futur siège de l'abbaye de Penthemont, rue de Bellechasse, Saint Laurent Paris orchestrait le tout premier défilé signé Anthony Vaccarello. Depuis la sortie théâtrale de Hedi Slimane, en avril dernier, le trentenaire révélé par le Festival international de mode et de photographie d'Hyères, en 2006, a la tâche délicate de poursuivre l'ascension folle de la marque, de continuer à plaire aux inconditonnels (et) et à développer l'offre de robes qui était le talon d'Achille de son prédécesseur. Il aura fallu presque un an à Christian Dior pour trouver un remplaçant au Belge Raf Simons, après son départ surprise en octobre 2015. Et ce fut une remplaçante ! C'est dire les attentes autour du défilé de la Romaine Maria Grazia Chiuri, 52 ans, comme directrice artistique des collections de haute couture et de prêt-à-porter féminins de l'institution de l'avenue Montaigne. Après des premiers pas en duo avec Pierpaolo Piccioli chez Fendi, elle et son complice de 25 ans ont assuré le renouveau de Valentino. Qu'apportera aux legs de Monsieur Dior la première femme jamais nommée à ce poste ? Réponse ce vendredi.



De gauche à droite et de haut en bas : Sonia Rykiel, Bouchra Jarrar (Lanvin), Anthony Vaccarello (Saint Laurent), Maria Grazia Chiuri (Christian Dior) et Pierpaolo Piccioli (Valentino). GAILLARDE/GAMMA-RAPHO, INEZ ET VINOODH, MARIPOLE ET DOR

Désormais seul aux manettes de la griffe romaine, Pierpaolo Piccioli y officie tout de même depuis dix-sept ans. Alors que l'on annonce « une nouvelle ère », journalistes et acheteurs guettent avec impatience les débuts en solo de celui qui, adolescent, se rêvait metteur en scène. Une autre femme génère beaucoup d'attente. Bouchra Jarrar, 45 ans, passée par les studios de Jean Paul Gaultier et de Balenciaga, donne aujourd'hui son show étalon à la tête de Lanvin. Désignée en mars dernier, la créatrice, chante de la femme française, mordue du fait-main et des métiers d'art, ne doit rien de

moins que réveiller le prêt-à-porter mal en point, depuis le renvoi brutal d'Alber Elbaz aux commandes de la maison durant quatorze ans. Enfin, la jeune Christine Phung s'attache, lundi prochain, aux brassées de fleurs typiques de Leonard Paris. La jeune femme, primée en 2013 par l'Andam et dont le nom signifie « phénix » en vietnamien, réveillera-t-elle le vestiaire imprimé de la griffe parisienne ? À signaler aussi, le retour de l'enfant prodige, Olivier Theyskens qui, hier, relançait sa marque lors d'une présentation intime très applaudie.



la maille autour de ses marottes : Saint-Germain-des-Près, les artistes, la littérature... Le tout au son de la voix de Madame Rykiel dans une scénographie très dadaïste. Un joli moment d'émotion en perspective.

Les stars des réseaux sociaux

À grand renfort de posts Instagram, Rihanna a annoncé sa présence dans la capitale française, ces jours-ci. Non pas au premier rang des défilés, comme elle en a pris l'habitude, mais pour dévoiler sa deuxième saison en collaboration avec l'équipementier Puma. Gageons que les fans de la chanteuse seront au rendez-vous, ce mercredi en fin de journée. Les autres pourront toujours suivre les festivités sur la plate-forme musicale Tidal, s'ils y sont abonnés. Il y a quelques jours, les sœurs Hadid ont affilé les compteurs (de likes) en apparaissant inséparables dans les coulisses et aux abords des plus grands shows milanaï (Versace, Fendi, entre autres). Va-t-on voir dans l'Hexagone le même déferlement de portables à chacune des apparitions de Gigi la blonde et Bella la brune ? Et s'il fallait un peu plus de visibilité aux marques sur les réseaux sociaux, les happy few des fêtes orchestrées pendant cette semaine des collections (hier, Etam pour son 100^e anniversaire ; dimanche, la Golden Obsession Party de L'Oréal ; mardi, Kenzo pour sa collaboration avec les maquillages M.A.C...) s'en chargeront.

La reprise du lèche-vitrines

À Paris, du Palais-Royal (Vivienne Westwood) jusqu'aux abords de l'Élysée (Mugler), au croisement des rues Saint-Honoré et du Chevalier-de-Saint-Georges (Longchamp et Fendi), près de la place Vendôme (Louis Vuitton), dans le triangle d'or (Chloé) ou sur le boulevard Saint-Germain (Emporio Armani), aux environs de la tour Eiffel (Issetan à la Maison de la culture du Japon), les grands noms de la création ont bien l'intention de profiter de la semaine des collections pour inaugurer ou rouvrir des boutiques amirales taillées pour être des hauts lieux de shopping dans la capitale. ■

Un masque, et au lit

BEAUTÉ Ces formules gélifiées venues de Corée, à appliquer sur le visage avant le coucher, promettent une peau fraîche et rebondie au réveil.

ÉMILIE VEYRETOUT veyretout@lefigaro.fr

La cosmétique et le sommeil font bon ménage. En Asie, les femmes le savent depuis longtemps. Elles utilisent systématiquement un (ou plusieurs) soin(s) avant d'aller se coucher, de préférence avant le « golden time », la période entre 23 heures et 2 heures, quand la régénération cutanée est maximale. Pour l'anecdote, en coréen, un beau visage se dit « visage de bonne dormeuse ». Pas étonnant que la plupart d'entre elles soient déjà converties aux « sleeping packs », des formules intensives à utiliser le soir, deux à trois fois par semaine, sans rincer.

La différence avec nos crèmes de nuit traditionnelles ? La texture, d'abord, qui s'apparente plus à un gel, non gras et légèrement élastique (aucune trace sur l'oreiller) ; l'application, ensuite, par long massage (essentiel pour drainer et atténuer les traces de fatigue) ; mais surtout la revendication : repulper les traits et rafraîchir le teint, « comme après dix heures de sommeil profond », clament certaines étiquettes.

Effet Belle au bois dormant

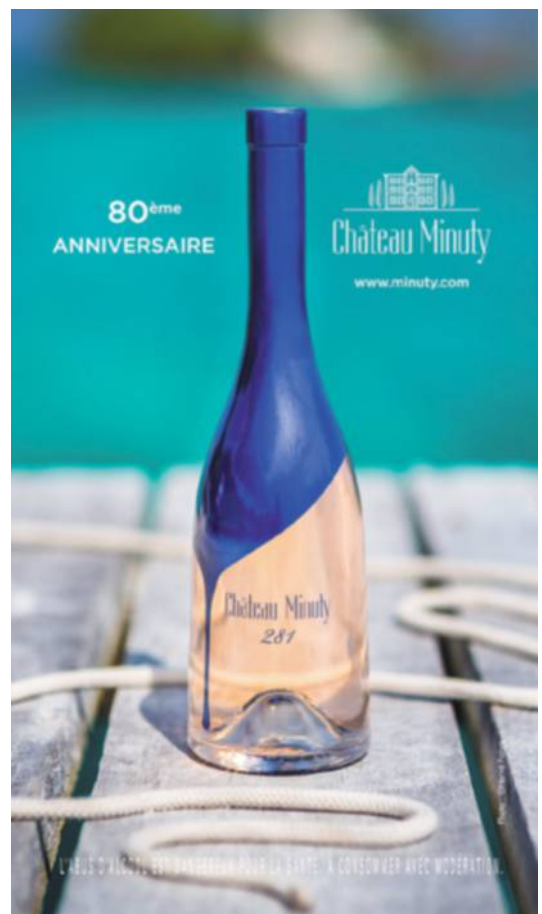
« Les Coréens ont le chic pour marketer avec talent des concepts déjà existants (ici, un hybride entre masque et crème de nuit). Ajoutez à cela une formulation de pointe... Vous avez entre les mains une nouvelle catégorie de produits, qui répond précisément à nos besoins actuels : la fatigue parle à toutes les générations, dans le monde entier, souligne Marie-Hélène



Lair, directrice scientifique de Clarins. Après une grosse journée, son effet défatigant est immédiat. De plus, en France, encore une femme sur deux n'utilise pas de crème le soir, parce qu'elle n'aime pas la sensation de gras. Avec une texture non-occlusive, qui laisse la peau respirer, le sleeping pack peut la convaincre. » La marque française vient de commercialiser le Masque Multi-Régénérant (1), à laisser posé toute la nuit ou, en version accélérée, une dizaine de minutes avant une soirée. Ce gel mauve aux extraits de banane verte, de thym citron et d'acérola promet « un visage comme après un week-end reposant » - le slogan est alléchant.

Alors que chez le japonais Shiseido, le Masque de Nuit Peau Reposée Ibuki (2) se hisse déjà parmi les best-sellers, la plupart des groupes occidentaux s'essaient au concept : Dior (Hydra Life Sleeping Masque Gélée), Khel's (Masque Anti-Pollution à la coriandre et à l'extrait d'orange), Garnier (Miracle Sleeping Crème), bientôt Biotherm (Life Plankton (3), mi-octobre). Sephora en a fait un produit star de l'automne. Avec des formules originales venues de Corée (Dr Jart, Too Cool for School, Panda's Dream White Sleeping Pack (4) de Tony Moly) et des packagings attractifs (unidosé, flacon en forme kawai), l'enseigne aimera éveiller les jeunes filles, encore moins expertes que leurs aînées, aux routines de nuit. ■

+ **SUR LE WEB**
» Plus de beauté
www.lefigaro.fr/madame



32 VOYAGE



La ville dispose d'une piste de 2400 mètres, corde à gauche, qui longe le château.
APRH

Chantilly fait la course en tête

ESCAPADE Coup de maître pour la cité cantilienne qui accueille dimanche le Qatar Prix de l'Arc-de-Triomphe. L'occasion de redécouvrir la ville-jardin.

La rue du Connétable, qui traverse Chantilly dans une irréprochable droiture, a une particularité : on y croise des voitures aussi souvent que des cavaliers. Sur la selle d'un henson, race chevaline récemment réintroduite pour visiter Chantilly, on a de la cité une vue bien différente. On passe alors aisément le regard par-dessus les murs pour découvrir en plein cœur de la cité des petits morceaux de vraie campagne. C'est la magie Chantilly. Une ville-jardin, aux portes de Paris, réserve d'un art de vivre unique qui tient à la cohabitation harmonieuse entre 10 000 habitants et 5 000 chevaux. Elle oscille entre deux passions, le cheval et la culture. En témoignent les Grandes Écuries d'un Louis-Henri de Bourbon-Condé qui, craignant d'être réincarné en cheval, en fit un palais. Chantilly doit beaucoup aux princes. Loin d'être cousin et héritier de la fortune des Condé, le duc d'Aumale reconstruisit le château à la fin du XIX^e siècle. Il constitua ce qui est aujourd'hui la seconde collection française de peinture ancienne après celle du Louvre. Ce patrimoine monumental, propriété de l'Institut de France qui le reçut par legs en 1897, connut une longue période de sommeil jusqu'à ce qu'un autre prince le réveille : l'aga Khan. Sur ses derniers personnels dans une généreuse opération de mécénat privé relayée par la puissance publique, sa fondation enchaîne depuis dix ans les restaurations : la galerie de peinture, la perspective de Le Nôtre, la salle du Jeu de paume, le Musée du cheval... auxquels s'ajoute la création d'un hôtel 5 étoiles, l'Auberge du Jeu de paume. La venue du Qatar Prix de l'Arc-de-Triomphe et la superbe exposition autour de la figure du Grand Condé consacrent ce sans-faute princier.

La gloire des Condé

Lors d'une première venue à Chantilly, aborder la ville (depuis Paris) par la route forestière qui vient de La Chapelle-en-Serval (D924A). Le face-à-face avec le château au sortir des bois est inoubliable, choc esthétique assuré. Posé sur un miroir d'eau, le monument trône tel une imagerie de conte de fées. Le parc doit tout à Le Nôtre, qui en est pour l'essentiel l'auteur. Pièces d'eau, canal, parterre... on s'y promène bluffé par tant de grâce et de beauté. La grandeur des Condé s'exprime partout et particulièrement dans ce Grand Canal étiré sur 2 km, plus long encore que celui de Versailles, dont il est le contemporain. Le château reconstruit par le duc d'Aumale se visite, écrin de chefs-d'œuvre d'un prince qui fut sans doute le plus grand collectionneur français de son temps. Exemples avec un autoportrait d'Ingres, *Le Massacre des innocents* de Nicolas Poussin, ou les

Carnet de route

Y ALLER

Chantilly est à 30 minutes de Paris par le train (Amiens) ou la route.

Y DORMIR

À l'Auberge du Jeu de Paume, un Relais & Châteaux de 92 chambres. Les chambres qui ouvrent sur le jardin anglais du parc de Chantilly offrent une vue rare. Le chef Clément Leroy, 35 ans, second de Guy Savoy, vient d'arriver et ne devrait pas avoir de difficulté à garder les 2 macarons Michelin de la Table du Connétable (menu découverte, 115 €). Spa Valmont. À partir de 225 €. L'hôtel vient d'inaugurer une suite Arc de Triomphe de 230 m² (5500 €) et propose un forfait nuit en chambre de luxe avec petits déjeuners, deux entrées et un soin au spa pour 1630 €. Jusqu'au 2 octobre. 4, rue du Connétable. Tél.: 03 44 65 50 00 et www.aubergedujeupaumechantilly.fr

Château de la Tour, 3 étoiles, un beau chalet néonormand, dans la même famille depuis trois générations. Il domine un parc vallonné en pelouse (5 ha) planté d'arbres centenaires sur lequel ouvrent des chambres spacieuses dotées de petits balcons. Décoration en toile de Jouy. La table passe pour une des meilleures de la région, portée par le jeune chef Cédric Boissart. 47 chambres à partir de 129 €. Chemin du Château-de-la-Tour (Gouvieux). Tél.: 03 44 62 38 38 et www.lechateauadelatour.fr

VISITER

Le Musée de la dentelle, ouvert cette semaine. Hommage à cet art de Chantilly très en vogue aux XVII^e et XVIII^e siècles. 34, rue d'Aumale (www.chantilly-dentelle.com).

SE RENSEIGNER

Office de tourisme, tél.: 03 44 67 37 37 et www.chantilly-tourisme.com



L'Auberge du Jeu de Paume, un Relais & Châteaux de 92 chambres ouvrant sur le parc.

Trois Grâces de Raphaël. On parcourt encore les grands appartements des Condé et ceux, privés, du duc d'Aumale. Ces derniers sont comme inchangés depuis la mort du prince en 1897. La passementerie, les fauteuils capitonnés et l'héraldique en dominent le décor dans le grand goût de l'époque. Le souvenir du Grand Condé est, lui, largement évoqué dans l'exposition que le domaine lui consacre dans la salle du Jeu de paume (*lire nos éditions du 6 septembre 2016 ainsi que Le Figaro Magazine du 9 septembre*). La destinée du héros de la bataille de Rocroi est évoquée dans un accrochage très classique, en 120 numéros, avec quelques raretés : le plus vieil étendard pris à l'ennemi sur le champ de bataille ou une remarquable et monumentale peinture sur tissu cannelé à la manière d'une tapisserie. L'exquise fraîcheur de cette pièce inédite détenue par le Mobilier national en rend la contemplation émuante. Jusqu'au 2 janvier 2017. Entrée : 10 €.

Cheval roi

À Chantilly, le cheval règne en maître, décliné sous toutes ses activités. Les courses en occupent 2 500 autour du plus ancien hippodrome de France, administré par France Galop, 145 km de pistes en sable et autant sur gazon. La plus célèbre est celle des Lions. Il faut s'y rendre vers 6 heures le matin, pour voir s'entraîner les chevaux. Le polo est la seconde activité prestigieuse de Chantilly. On pratique ce sport équestre de haute tenue sur dix terrains à la Ferme d'Apremont, où tous les jours se disputent des rencontres. 900 chevaux sont dédiés à cette discipline qui, pour rompre avec sa réputation élitiste, accueille gratuitement le public. Le reste des équidés se partagent entre les loisirs et la chasse à courre pour laquelle la forêt a été plantée par les princes de Condé. Un équipage local, le rallye Pic'Hardy, y piste le chevreuil tous les mercredis (les samedis en forêt d'Ermenonville). L'offre « A cheval

chez les princes », une nouveauté, propose à tout un chacun, cavalier débutant ou émérite, de suivre la chasse en VIP : prêt d'une tenue, accueil par le maître d'équipage, suivi à cheval, collations au champagne et accompagnateur dédié (800 €, tél.: 03 44 21 24 40, et www.acheval-chezlesprinces.com). Une alternative économique, puisque gratuite, consiste à suivre la chasse à pied ou en VTT. Enfin, depuis deux ans, Chantilly a réintroduit dans la ville, les henson, chevaux doux et rustiques. Cette race née dans les années 1970 dans le parc du Marquenterre (Somme), a été reconnue par les haras nationaux en 2004. Des balades encadrées pour tous les niveaux conduisent du pavillon de la Manse, au centre de Chantilly, jusqu'au parc du château que l'on visite, donc, en selle, privilège rare. 54 € les trois heures, matériel et tenue fournis. Tél.: 06 48 10 51 45 et www.henson.fr. Le Musée du cheval, inauguré en 2013, installé dans les Grandes Écuries « est l'une des seules institutions au monde exclusivement consacrée à l'histoire du cheval sous toutes ses formes », rappelle le prince Aga Khan, son promoteur. Il a pris la place de l'ancien musée créé en 1982. Les merveilles s'y succèdent dans une muséographie très élaborée, jamais rébarbative. On y voit des pièces rarissimes comme une paire d'étriers chinois de la dynastie Qing ou un superbe portrait équestre du jeune Louis XIV. La visite est complétée par un spectacle, *Métamorphoses*, donné sous la coupole des Grandes Écuries. Jusqu'au 20 octobre, les jeudis et dimanches à 14 h 30, 21 €.

Le Prix

« Ce n'est pas un hasard si nous accueillons cette course prestigieuse durant la fermeture de l'hippodrome de Longchamp. Chantilly dispose d'une piste de 2400 mètres, corde à gauche, dans un cadre historique qui justifie ce choix pour les deux ans à venir », explique Marin Le Cour Grandmaison, directeur adjoint de l'hippodrome. L'événement considéré comme « la plus grande course hippique au monde » se déroulera le dimanche 2 octobre à 16 h 05. Un milliard de téléspectateurs seront devant leur écran. Mais tout le week-end, 14 autres courses engageront les meilleurs chevaux du moment. Le dispositif de France Galop est imposant : « Nous avons prévu 5 000 places assises, mais nous attendons plusieurs dizaines de milliers de personnes sur l'hippodrome. La SNCF multiplie par trois le nombre habituel de trains pour Chantilly, porté à 13 pour le seul dimanche matin », précise encore Marin Le Cour Grandmaison. France Galop organise différentes animations dans un village dédié, comme une initiation au pari pour les débutants et « Racing expérience », un simulateur de course en 3D qui donne l'impression d'être en piste pour le prix. À partir de 12 € (www.prixarcdetriomphe.com). ■

AILLEURS

SKIER CE WEEK-END

Ça y est, la glisse, c'est reparti sur le glacier de la Grande Motte, à Tignes (Savoie). Dès samedi 1^{er} octobre, 20 km de pistes seront ouvertes entre 3500 m et 2700 m d'altitude. Forfait journée à 37 €. Jusqu'au 25 novembre, 30 € pour les moins de 14 ans et les plus de 65 ans. www.tignes.net



FRANÇOIS BOLCHON/LE FIGARO

LA BARBADE EN DIRECT

À compter du 2 février 2017, Air France proposera des vols pour cette île du sud des Caraïbes qu'aucune compagnie n'a jamais reliée depuis l'Hexagone. Toutefois, cette liaison, au départ d'Orly Ouest une à deux fois par semaine, ne s'effectuera pas d'une traite mais via les Antilles françaises. Correspondances rapides pour Bridgetown, capitale de la Barbade, assurées par Air Antilles à Fort-de-France (Martinique) ou Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). www.airfrance.fr et www.visitbarbados.org



JON ARNOLD/HEMIS FR

SWING À BIARRITZ

La station reine de la côte basque vient de lancer un site Internet dédié au golf. Au sommaire : la présentation des 15 parcours sur place et dans les environs ; les forfaits Golf Pass valables pour deux à huit parcours, assortis d'offres hôtelières en ligne ; les moyens d'accès et toutes les actualités golfeuses de la région. www.biarriz-destination-golf.com

+ @ SUR LE WEB

Retrouvez d'autres propositions de voyages. En particulier, un nouvel hôtel Barrière à Courchevel, un tour du monde à petit prix, une découverte de l'Andalousie, etc.

www.lefigaro.fr/voyage

TÉLÉVISION

Le rire, arme contre la barbarie

«Humoristes et musulmans», un documentaire part à la rencontre de professionnels du rire engagés à travers le monde dans une lutte contre tous les fanatismes.

NATHALIE SIMON nsimon@lefigaro.fr

«**R**ire est le propre de l'homme», a écrit Rabelais. Il peut également s'avérer être une arme de résistance en temps de guerre. On le constate aujourd'hui sur les scènes des salles de spectacles. Il y aura un avant et un après les attentats. C'est en partant de ce constat que Frank Eggers a réalisé le documentaire *Humoristes et musulmans*, diffusé ce mercredi sur Arte.

«**Q**uand on fait rire quelqu'un, on le désarme», assure Kheiron. Le garçon d'origine iranienne, qui a joué à guichets fermés au République, à Paris, et s'est distingué en sortant *Nous trois ou rien*, un premier long-métrage sur l'arrivée de ses parents en France, est l'un des nombreux intervenants de ce film de 52 minutes produit en Allemagne en 2015. Une œuvre riche en enseignements dans laquelle le réalisateur a pris «la mesure de la difficulté pour l'humour de franchir les barrières culturelles et religieuses». En particulier, bien sûr, depuis la récente vague d'attentats en France et dans le monde.

Frank Eggers, qui habite à Berlin, a mené l'enquête auprès d'humoristes, hommes et femmes, musulmans ou non, issus de pays divers. Il s'est rendu en Turquie, où l'histoire de l'humour a «*toujours été jalonnée d'interdits*», en Tunisie, en Jordanie et en Allemagne aussi, où il ne coule pas de source. Dans tous ces pays, des comiques l'utilisent pour combattre la violence et l'intégrisme sous toutes ses formes.

Voile de couleur sur les cheveux, née en France de parents tunisiens, Samia Orosemane se produit actuellement au Point-virgule, le temple des humoristes



Kheiron, comédien d'origine iranienne, se sert de son art de l'improvisation pour combattre les préjugés.

à Paris. Elle veut «*dénoncer les préjugés islamophobes*», transmettre des valeurs de tolérance. Cette artiste réalise des vidéos sur Internet dans ce sens. Sans tabous.

Lettres d'injures

«**L**e public est une barrière, c'est aussi important de trouver le bon public que la bonne blague», estime un jeune adepte de YouTube. «*Pour peu que tu sois habile, tu peux exprimer tout ce que tu veux avec l'humour*», observe un dessinateur turc. Même «*le Prophète a fait des blagues*», rappelle Samia Orosemane en souriant. «*L'humour m'a souvent*

sauvé, il me donne du recul par rapport à ce qui se passe dans la réalité, l'Irak, où les catastrophes s'enchaînent; l'humour met de la distance, de ce point de vue il nous a sauvés ma famille et moi», confie Ahmad al-Basheer, un animateur de la télé irakienne très populaire. Mais après chacune de ses émissions, il reçoit des lettres d'injures. Il est également menacé de mort par les intégristes.

D'autres comiques, plus jeunes, n'osent pas encore trop s'aventurer dans le domaine de l'humour engagé. Faire rire n'est jamais anodin. Parmi les personnes qu'a rencontrées Frank Eggers : Bassem Youssef est un animateur

de télévision égyptien qui a été le premier Arabe à présenter les Emmy Awards à New York après les attentats de Paris et de Tunis en novembre 2015. Il a dû quitter Le Caire pour des raisons de sécurité, tout simplement parce qu'il a osé dire que l'humour est une arme contre le terrorisme.

À travers son documentaire qui montre plus qu'il n'analyse une situation, Frank Eggers témoigne du quotidien des acteurs de l'humour aujourd'hui dans le monde. Il laisse entendre qu'on ne peut toujours pas rire de tout avec tout le monde. Le sujet aurait mérité d'être un peu plus fouillé. ■



BIEN VU

Anthony Palou
apalou@lefigaro.fr

Hergé, ce géant

«Paso doble»

France Culture | 6h05 | Mardi

«**T**intin, c'était moi, avec tout ce qu'il y a en moi de besoin d'héroïsme, de courage, de droiture, de malice et de débrouillardise. C'était moi, et je t'assure que je n'avais pas à me demander si cela plaisait ou non aux gosses. Et les sujets que je choisissais, c'étaient des sujets qui me tendaient à cœur, où je trouvais quelque chose à dire, où j'avais quelque chose à dire», expliquait Hergé, un des plus grands artistes contemporains. Il fallait bien que le Grand Palais lui ouvre un jour ses portes. Il a enfin son tombeau. Traîne-potence, nycatolope, phlébotome, oryctérope, protozoaire, anaphabète diplômé, anaooluth, bayadère de carnaval, satrape, cataplasme, crème d'emplâtre à la graisse de hérisson, marin d'eau douce, crétin des Alpes, trompe-la-mort, tchouk-tchouk nougat, sapajou, fatma de Prismic, kroumir, tous bachi-bouzouk que nous sommes, irons de ce pas voir cette exposition. À l'abordage ! Tintin, c'était lui, Tintin, c'est nous. Tellement lisse, tellement abstrait, tellement clair, transparent – sans doute est-ce pour cela qu'il côtoie l'éternité – que l'on peut tous aisément enfiler son pantalon de golf. Michel Serres, auteur du merveilleux *Hergé mon ami* (1) était donc l'hôte de Tewfik Hakem sur France Culture. Le philosophe eut une «*amitié de vieillesse*» avec le dessinateur, forçat du crayon, une amitié de plus de vingt ans. Sans doute est-ce Serres qui en parle le mieux. Hergé serait, selon lui, le «*Jules Verne des sciences humaines*». «*Vous savez, quand vous avez des moments de mélancolie, d'abattement ou de dépression, je vous conseille de lire un album de Tintin, vous verrez. Au point de vue thérapeutique, c'est excellent. Je vous le donne comme ordonnance médicale*». Ah, mon vieux Milou, c'est peu dire que ton créateur de génie, nous a «*donné à rire, nous a éduqués*».

(1) Éditions du Pommier

➔ Lire aussi PAGE 27

LE BUZZ TV

Invitée : Annelise Hesme

interviewée par Nicolas Voltaire, aujourd'hui sur :



Le quartier général de la CIA, à McLean en Virginie. LARRY DOWNING / REUTERS

La CIA, agence très spéciale

Une série documentaire décrypte les abus du renseignement américain.

BLAISE DE CHABALLIER
bdechaballier@lefigaro.fr

«**L**a CIA est née avec la guerre froide. Elle n'avait qu'une seule et unique fonction : *pré-dire quand, comment et à quel endroit précis l'Union soviétique allait attaquer les États-Unis*», explique Robert Baer, un ancien de l'agence, interviewé dans la série documentaire en trois parties, *CIA : guerres secrètes*, diffusée à partir de ce mercredi. Le film du Tunisien William Karel, sorti en 2003, riche de nombreux témoignages, brosse l'histoire de la Central Intelligence Agency

depuis sa création par le président Truman, après la Seconde Guerre mondiale, jusqu'au début des années 2000.

Le controversé Allen Dulles

Le résultat est une plongée édifiante, souvent choquante, dans les coulisses d'une institution qui devint un État dans l'État. Cette immersion, dans sa première partie, évoque surtout les années 1950 et 1960. Conçue comme une arme fatale entre les mains du président américain, l'agence, placée sous la direction du controversé Allen Dulles, sera utilisée pour effectuer des coups d'État contre des régimes considérés comme communistes. En 1953, la CIA

organise l'opération «*Ajax*» afin de renverser le premier ministre iranien Mossadegh, qui venait de nationaliser l'Anglo Iran Oil Compagnie, et de faire revenir au pouvoir le jeune Chah Resa Pahlavi. En 1954, le président du Guatemala est destitué. En 1960, le Congo belge accède à l'indépendance et son premier ministre, Patrice Lumumba, est renversé puis assassiné avec l'appui de la CIA. Mais quand elle s'attaque à Castro, l'agence se casse les dents dans la baie des Cochons et accuse John Kennedy. Le président, qui perd le contrôle de l'agence, relève Allen Dulles de ses fonctions en 1961. JFK a-t-il été assassiné par la CIA ? Le mystère reste entier. ■



MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 4217

HORIZONTALEMENT

1. Réussir à détendre. – 2. Fait saliver quand elle bave. – 3. Pensées pour un Lamartine ou un Descartes. – 4. Transport démodé. Envoya la monnaie. – 5. Peut avoir le dessus comme le dessous. Donne soit mais n'est jamais altéré. Sortie d'enfants. – 6. Une commune dans la banlieue sud de Bruxelles. Non déclaré. – 7. Clé des chais. Lourde charge à porter. – 8. Donne du souffle. C'est le tube de l'été. – 9. Nation celtique. Manche du côté anglais. – 10. Vraiment pénible. A connu une résistible ascension au théâtre. – 11. Ancien minimum vital. Zone en crise. – 12. Il fait de fréquents arrêts en rase campagne.

VERTICALEMENT

1. Golden boys. – 2. Tour de New York ou de Chicago. – 3. Ne résiste pas à la pression. Avantage de jouer le premier. – 4. Un palindrome qui meurt dans le lac Balkhach. Elle fait se lever les supporters. Foyer d'incendie. – 5. Accueillent avec joie. Ne se plante pas à tous les coups. – 6. Question élémentaire. Retenus ou en supplément. Puissante cité sumérienne. – 7. A définitivement arrêté de cracher et de fumer. Un croisé moderne. – 8. Impliquait jadis des monarques, emploie aujourd'hui de simples garçons.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 4216

HORIZONTALEMENT 1. Crassane. – 2. Resterail. – 3. Ostracon. – 4. Strate. – 5. Sras. ATT. – 6. Cul. Bure. – 7. Oc. Fixal. – 8. Utile. Vn. – 9. Numance. – 10. Trac. OSS. – 11. Régolite. – 12. Ysengrin.

VERTICALEMENT 1. Cross-country. – 2. Restructures. – 3. Astral. Image. – 4. Stras. Flacon. – 5. SEAT. Bien. Lg. – 6. Arceaux. Coir. – 7. Nao. Travesti. – 8. Einstein. Sen.

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | |

BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

TEST D'ENCHÈRES N° 2403

Votre main en Sud

1-♠7 ♥V4 ♦RD1062 ♣AV1076
2-♠82 ♥74 ♦ARD943 ♣RV4
3-♠AD6 ♥9 ♦RV642 ♣AD73
4-♠V ♥R106 ♦ADV72 ♣RD43
5-♠832 ♥A ♦ARD1093 ♣AV3

Le début de la séquence :

Sud Ouest Nord Est
1♦ ? 1♠ contre 2♠
Quelle est votre enchère en Sud avec chacune des cinq mains ci-contre ?

SOLUTION DU PROBLÈME N° 2402 : Savoir renoncer

Contrat : Sud joue 6 Trèfles.

Entame : Valet de ♦ pour l'As d'Est qui rejoue le 2 de ♦.

La première bonne décision est de **couper gros**, mettons de la Dame, afin de fluidifier vos communications. Cela devrait être un «*réflexe*» quand vous disposez d'atouts absolument maîtres. La deuxième décision est plus délicate. Si vous encaissez maintenant As-Roi d'atout, vous l'emporterez lorsque les ♠ sont 4-1 à la condition de trouver les ♣ 3-3. Mais si tout le monde fournit, vous en serez aussi réduit à trouver les ♣ 3-3. Jouer avec environ une chance sur trois de gagner n'est pas satisfaisant.

Le manœuvre juste est de jouer As de ♣ et ♠ pour le Valet, afin d'être au mort pour couper un ♦. Vous poursuivez alors par As-Roi de ♣, petit ♠ coupé du 9, vous encaissez le 10 de ♣ pour purger le dernier atout et l'As de ♥ vous permettra d'accéder aux ♠ affranchis. Ainsi, en renonçant à gagner lorsque les atouts sont 4-1, vous vous donnez l'opportunité de l'emporter avec les atouts 3-2 et les ♠ 4-2, ce qui vous donne un peu moins de six chances sur dix de terminer avec un sourire.

♠54
♥876
♦8765
♣V1097
♠9832
♥D102
♦V1093
♣32
♠V10
♥V543
♦AD42
♣865
♠ARD76
♥AR9
♦R
♣ARD4

34 TÉLÉVISION

TF1

18.50 Bienvenue à l'hôtel. Jeu **20.00** Le 20h **20.50** Nos chers voisins. Série. Avec Martin Lamotte.

20.55

Série. Policière


Les experts : Cyber

EU. Saison 2. Avec Patricia Arquette, Fred Danson, Shad Moss, Charley Koontz. 2 épisodes. Inédits. Une course contre la montre débute lorsque l'on découvre un virus se propageant de routeur en routeur.

22.35 Les experts : Cyber Série. Policière. EU. 2015. Saison 2. Courir ou mourir. Inédit **23.20** Les experts.

CANAL+

19.10 Le Grand journal **19.45** Le Grand journal, la suite **20.15** Les Guignols (C) **20.25** Avant-match (C).

20.45

Football


Ludogorets/Paris-SG

Ligue des champions. Groupe A - 2^e journée. En direct du Ludogorets Arena, à Razgrad (Bulgarie). Pour leur deuxième rencontre dans cette phase de poules, les Parisiens effectuent un déplacement en Bulgarie.

22.50 Le tour du Bagel Série. Sketches. Fra. 2015. Saison 1 **23.30** Braquo. Série. 11 Virgule - Bankster.

TMC

19.10 Quotidien, première partie. **19.40** Quotidien. **20.30** PeP's. Série.

20.55 Sosie ! Or not Sosie ? Divertissement. Prés. : Vincent Cerutti. 2h05. Inédit. Invités notamment : Thierry Lhermitte, M. Pokora. Une soirée où les stars s'amuse à jouer leur propre sosie.

23.00 La folie des jeux TV. Divertissement **0.50** Quotidien. Talk-show.

2

18.45 N'oubliez pas les paroles ! Jeu **20.00** 20 heures **20.35** Parents mode d'emploi. Série **20.45** Alcaline

20.55

Série. Drame


Nina

Fra. Saison 2. Avec Annelise Hesme, Thomas Jouannet, Nina Melo. 2 épisodes. Inédits. Nina, devenue infirmière titulaire malgré l'opposition du docteur Proust, s'affranchit de la tutelle de Leo.

22.40 Stupéfiant ! Magazine. Invité : Alain Delon. **0.20** Nos bébés ont une histoire. Film TV. Docu-fiction.

arte

19.00 L'Allemagne sauvage. Série documentaire. La Rhön **19.45** Arte journal **20.05** 28 minutes. Magazine

20.55

Film. Drame


Une autre vie

Fra. 2013. Réal. : Emmanuel Mouret. Inédit. 1h35. Avec Joey Starr, Virginie Ledoyen, Jasmine Trinca, Stéphane Freiss. Un électricien et une célèbre pianiste tombent amoureux, malgré leurs différences.

22.25 Humoristes et musulmans Documentaire **23.20** Entre deux mondes. Film. Drame.

3

19.00 19/20 **20.00** Tout le sport. Magazine **20.25** Plus belle la vie. Feuilletton. Avec David Baiot.

20.55

Magazine. Nature


Faut pas rêver

Prés. : P. Gougler. 1h50. Grèce: des Cyclades au Péloponnèse. Inédit Au programme : «Le courtier des popes» - «Hydra, un paradis protégé» - «L'odyssée des Valaques».

22.50 Grand Soir/3

6

19.45 Le 19.45 **20.25** Scènes de ménages. Série. Avec Audrey Lamy, Loup-Denis Elion, Valérie Karsenti.

21.00

Magazine. Société


Dossier tabou

Prés. : Bernard de La Villardière. 1h50. L'islam en France : la République en échec. Inédit. Bernard de La Villardière et son équipe ont découvert que plusieurs courants de l'islam se livrent à une sévère concurrence.

22.50 Expulsions, saisies, constats d'adultère: les huissiers sur tous les fronts Documentaire.

NT1

19.35 Secret Story. Téléralité. Prés. : Christophe Beaugrand.

20.55 Joséphine, ange gardien Série. Comédie. Fra. 2003. Saison 7. Avec Mimie Mathy. Sens dessus dessous. Alain, restaurateur étoilé, a tout pour être heureux. Joséphine doit découvrir le but de sa mission.

22.50 Joséphine, ange gardien Série **0.40** 4 bébés par seconde.

5

19.00 C à vous **20.00** C à vous, la suite. Magazine **20.20** Entrée libre

20.45 Terre, le compte à rebours a commencé Série doc. 2013. Réal. : S. Schneider. 1h40. Volcans. Prés de 1900 volcans sont considérés comme actifs dans le monde. - Séismes.

22.30 C dans l'air **23.35** Entrée libre **0.00** Pesticides, le poison de la terre

NRJ

18.55 Sorry je me marie ! Jeu **20.30** NRJ12 Zapping. Divertissement.

20.55 En territoire ennemi 4 : opération Congo Film TV. Guerre. EU. 2014. Réal. : Roel Reiné. Inédit. 1h38. Avec Tom Sizemore. Des marines tentent d'empêcher des terroristes de nuire.

22.55 12 rounds 2 : Reloaded. Film TV. Action. Avec Randy Orton.

RMC

19.30 Le Liquidateur. Daniel à la barre - Trésors indiens - La relève.

20.50 Top Gear Magazine. Automobile. Prés. : Chris Evans, Rory Reid, Matt LeBlanc, Chris Harris. 0h50. Inédit. Le combat des chefs. Invités : Jennifer Saunders, Paul Hollywood.

21.40 Top Gear. Magazine. **22.30** Top gear extra. **23.05** Top Gear

6ter

19.20 Une nounou d'enfer. Série. Avec Fran Drescher.

20.55 Bobby : seul contre tous Film TV. Drame. EU. 2009. Réal. : R. Mulcahy. 1h25. Avec Sigourney Weaver. Une fervente presbytérienne remet en cause ses convictions le jour où son fils se suicide.

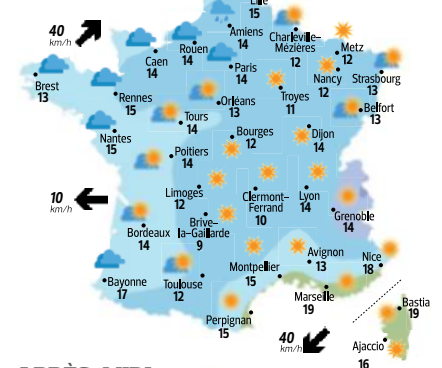
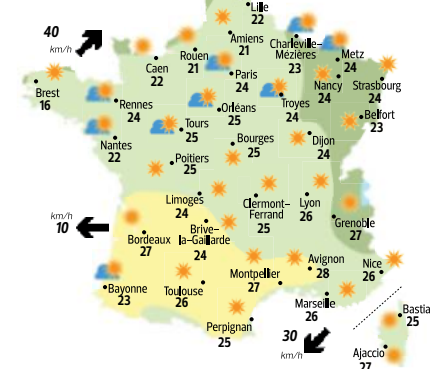
22.30 Conséquences. Film TV. Drame. Avec Jennie Garth.

TV Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

MÉTÉO PAR

la chaîne météo

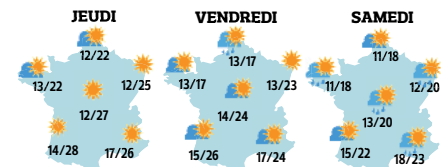
ÉPHÉMÉRIDE St-Vanceslas
Soleil: Lever 07h46 - Coucher 19h34 - Lune décroissante

MATIN

APRÈS-MIDI


T (en °C) -10 à 0 0 à 10 10 à 20 20 à 30 30 à 40

LE TEMPS AILLEURS...

| | | | | | |
|------------|-------|-----------|-------|----------|-------|
| ALGER | 20/24 | AMSTERDAM | 17/19 | ATHÈNES | 15/24 |
| BARCELONE | 18/25 | BELGRADE | 13/21 | BERLIN | 15/19 |
| BERNE | 6/20 | BRUXELLES | 15/21 | BUDAPEST | 10/22 |
| COPENHAGUE | 16/17 | DUBLIN | 14/21 | LISBONNE | 20/33 |
| LONDRES | 13/20 | MADRID | 16/25 | PRAGUE | 13/21 |
| RABAT | 22/31 | ROME | 16/25 | TUNIS | 18/22 |



la chaîne météo lachainemeteo.com
par téléphone 3201 3201
LIVE 24/24 SUR CANALSAT et sur www.lachainemeteo.com

SUDOKU

Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 1882 MOYEN

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 3 | 7 | | 6 | | 2 | |
| 6 | 7 | | | | 5 | | 4 | |
| | 1 | | | 8 | 7 | 9 | 6 | |
| 3 | 2 | 6 | | 5 | | | | |
| | | 5 | | 1 | 8 | | | |
| | | | | 9 | | 3 | 5 | 7 |
| 5 | 8 | 7 | 2 | | | | 1 | |
| 4 | | 2 | | | | | 7 | 9 |
| | 6 | | 4 | | 3 | 2 | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 7 | 4 | 3 | 1 | 9 | 5 | 6 | 8 |
| 9 | 8 | 6 | 4 | 2 | 5 | 1 | 3 | 7 |
| 3 | 1 | 5 | 7 | 6 | 8 | 4 | 2 | 9 |
| 5 | 3 | 9 | 1 | 7 | 6 | 8 | 4 | 2 |
| 4 | 6 | 7 | 8 | 5 | 2 | 3 | 9 | 1 |
| 1 | 2 | 8 | 9 | 3 | 4 | 7 | 5 | 6 |
| 8 | 5 | 3 | 2 | 9 | 1 | 6 | 7 | 4 |
| 6 | 9 | 1 | 5 | 4 | 7 | 2 | 8 | 3 |
| 7 | 4 | 2 | 6 | 8 | 3 | 9 | 1 | 5 |

MOTS FLÉCHÉS N°1467

| | | | | | | | |
|---|--|------------------------------------|--|---|--|---|---|
| COMIQUE | POUR AP- PELER SANS AMÉLIER BOUCHIER | DANDY AUBER- GISTE | FOYER CHALEU- REUX | NON PARTI- CIPATION | PEU PRÉCIS DANS SA RÉPONSE ÉPUSER | ALLONGER APRÈS L'EFFORT (S) EXISTES | ENCHAN- TEMENTS PETIT SUPPORT AU GOLF |
| JEUNE BRANCHE | | | COMBLÉE FERRE DANS L'INTIMITÉ | BAR À LA KERMESSE REFUS DE CROIRE | | | |
| FINES LARMES | | | | | | | |
| ELLE S'ENFONCE DANS LES COTES | BOITE À IDÉES IL TROTTE DANS LA TÊTE | DIVISION DE PIÈCE DE THÉÂTRE | ÉPREUVE SPORTIVE GARDE SECRET | RECOTEN PARTAGE LE COMPLÈTE UN FILI | CHACUN Y MET SON NOM | IL PASSE ENTRE AUTRES À LA DÉFENSE | DÉBUT DE RECU- SEMENT |
| MARIAGE SES TOURS NOUS AMUSENT | | | COCHER UNE CARTE COUPE COURT | TITRE HONORI- FIQUE REFLEXES | | DONNE UN COUP DE FER | DEVANT JESUS |
| BIEN PARTIE | MESURE D'ANGLE APPELÉE TOUR | ACTE CHARITABLE | | | SYMBOLE DE L'ERBUM | | |
| | | BALANÇER UN GRAND COUP | | | | | |

FORCE 2

NOUVEAU
LE FIGARO
PRÉSENTE
100 LIEUX CÉLÈBRES OU MÉCONNUS QUI FONT DE NOTRE PATRIMOINE UN JOUYAU !

9,90 €
EN VENTE ACTUELLEMENT en kiosque et sur www.figarostore.fr

Bruno Lasserre, pédagogue de la concurrence

SUCCÈS Il a présidé pendant douze ans l'Autorité de la concurrence. Il était autant redouté que respecté par les chefs d'entreprise.



JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO



Enguérand Renault
et Mathilde Visseyrias
@erenault et @MVisseyrias

« Je ne voulais pas devenir le dernier monarque subsistant en France. » C'est par cette pirouette que Bruno Lasserre, l'homme qui a incarné le rôle de gendarme de la concurrence en France depuis douze ans, explique sa décision de ne pas aller au bout de son troisième mandat. Il quitte sa fonction pour intégrer le Conseil d'Etat. Mais l'homme le plus redouté des milieux économiques en France a toujours rejeté l'étiquette de gendarme. Il n'en a ni le képi, ni la moustache, ni l'air sévère. « Ma ligne directrice n'a jamais été la répression. J'aime mon pays et j'ai tout fait pour favoriser sa modernisation et le dynamisme de son économie. J'ai toujours vu la concurrence comme l'émulation nécessaire pour redistribuer les chances en faveur de la jeunesse et du mérite. »

Quand il décide de bousculer la profession de notaire, c'est pour ouvrir des perspectives d'établissement à des jeunes. Quand il plaide jusqu'à l'Élysée en faveur de l'ouverture du marché des autocars, c'est pour offrir un moyen de déplacement pratique et peu onéreux aux personnes à faibles revenus. Quitte à en laisser l'entière paternité à Emmanuel Macron.

On retiendra pourtant la longue litanie d'amendes, parfois très élevées, infligées aux trois opérateurs télécoms français (532 millions d'euros) qui avaient tenté d'étouffer la concurrence ou aux

grands fabricants de produits d'hygiène et d'entretien (951 millions d'euros). « La concurrence est la corde de rappel du capitalisme. »

S'il arbore toujours un grand sourire, il sait aussi se montrer intraitable. « Il y a une éthique des affaires, et quand on donne sa parole, on la respecte », assène-t-il sèchement. Canal+ l'a appris à ses dépens. Six ans après avoir obtenu le droit de racheter TPS sous conditions, le groupe audiovisuel a vu ce rachat annulé pour avoir ostensiblement ignoré ses engagements. « Sa sévérité est la preuve d'une certaine forme de courage », reconnaît un avocat spécialiste de la concurrence.

La réforme de 2009

Mais sa grande œuvre est la réforme de la concurrence lancée en 2009 avec la création d'une autorité indépendante du gouvernement. « La France était le dernier pays où le ministre de l'Économie réglait les problèmes de concurrence. Les entreprises défilaient à Bercy pour y négocier au mieux leurs intérêts. » Au départ, personne ne soutenait ce projet de modernisation. Il a fallu l'appui de son grand ami Mario Monti, ancien commissaire européen à la Concurrence et président du Conseil italien, pour convaincre Nicolas Sarkozy de le mettre en œuvre.

Depuis, tous les grands patrons défilent dans son bureau de la rue de l'Échelle, à Paris. « Ils viennent m'ex-

pliquer leurs projets de fusion et d'acquisition. J'es- saie toujours de les comprendre et de travailler en amont avec eux. Je n'ai jamais bloqué systématiquement la course à la taille critique, qui est un ressort de la concurrence. Je n'ai jamais opposé l'intérêt des consommateurs à celui des entreprises. Dans l'affaire Fnac-Darty, j'ai veillé à élargir la réflexion au rôle croissant du digital dans la distribution spécialisée. »

Bio EXPRESS

1954 Naissance à Bordeaux
1978 Il sort de l'ENA (promotion Mendès France) et préfère intégrer le Conseil d'Etat au lieu de l'Inspection des finances
1993-1997 Directeur général des postes et télécommunications. Artisan de la libéralisation du secteur
2004 Président du Conseil de la concurrence
2009 Il milite pour la création d'une autorité indépendante de la concurrence dont il prend la présidence

Au courant de tout, véritable dépositaire des secrets d'affaires les plus importants, Bruno Lasserre s'est toujours appliqué à paraître terne pour ne jamais en piper mot. « En dehors de mon bureau, je mets un point d'honneur à ne pas me rendre intéressant. » Comment? « J'aime parler de droit, ce qui emmène un peu mes interlocuteurs. » Sa jovialité fait le reste. Il a été celui à qui on confie tout et qui ne confie rien en retour. Selon Anne Wachsmann, avocat en droit de la concurrence chez Linklaters, « il est excellent sur le plan de la technique juridique, mais également capable de disserter devant un tableau de Goya ».

Cet amateur de montagne et de ski a toujours mis autant d'énergie à protéger sa famille que les secrets d'affaires. En revanche, une fois les décisions prises par l'Autorité de la concurrence, Bruno Lasserre n'était pas avare de son temps pour les expliquer. Il avait la passion de la pédagogie de la concurrence.

Stature internationale

Mais, une fois par an, lors du bilan de l'action de l'autorité, Bruno Lasserre s'autorisait un grand moment d'autosatisfaction. Il est très fier du fait que la France soit numéro 1 dans le classement international des autorités de la concurrence. Selon des avocats, « Bruno Lasserre a vraiment forgé l'Autorité de la concurrence. Grand communicant, parlant un anglais parfait et très apprécié de la Commission européenne, il a une vraie écoute dans le réseau international ».

Vice-président du réseau mondial des gendarmes de la concurrence, Bruno Lasserre était très respecté de ses pairs. Fort de cette aura internationale, il n'a jamais hésité à affronter les géants du numérique. En tête-à-tête avec Jeff Bezos, le patron d'Amazon, il lui signifie son opposition au rachat de Colis privé. Et il fut le premier à condamner Google pour position dominante sur la publicité liée aux moteurs de recherche.

À 62 ans, il est conscient d'avoir participé à la personnalisation de son institution. « Il faut savoir écouter, impulser et surtout prendre les coups. » C'est un sacerdoce. Il faut beaucoup travailler pour être très pointu sur les sujets les plus divers tels que le marché des télécoms, ou ceux de l'eau, des lessives et des yaourts. « Surtout, on ne se fait pas beaucoup d'amis à ce poste. » ■

CONCERT TRÈS TRÈS PRIVÉ

DE PALMAS

CE SOIR 21H00
EN DIRECT SUR RTL2

LE SON POP-ROCK

Nouvel album
DE PALMAS
LA BEAUTÉ DU GESTE

Suivez-nous sur
f t w i s
rtl2.fr



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety
edemontety@lefigaro.fr

Tintin [tin-tin]

Promis à un grand dessin.

Une exposition au Grand Palais est consacrée au père de Tintin. Ce patronyme, désormais aussi célèbre que le général de Gaulle, se présente d'emblée comme une alliteration. Pour suggérer quoi? Le tintouin que fait le petit reporter, héros bon teint, partout où il passe; en un mot: tout le toutim. Avec lui, on est toujours tenté par le tautogramme: « Tremble truant, tremble trafiquant, Tintin, tendre trublion, te toise ». Le mot n'est pas né en 1929, il existait depuis très longtemps: « tintin », c'était une onomatopée exprimant le tintement des verres qui s'entrechoquent ou des cloches en branle. Le tintin annonçait toujours le tintamarre. Une vieille expression, « faire tintin », signifiait jadis « payer en monnaie sonnante et rébuchante ». Hergé lui aussi a fait Tintin, mais il a été payé en retour. Son nom et celui de sa créature ont retenti dans le monde entier. Ce qui a tinté pendant cinquante ans, ce sont les oreilles de l'artiste, à force d'éloges et de consécration. Avec, à la manière de Victor Hugo, et du tac au tac: « Tu tintes le glas pour le traître, mais pour Tintin, c'est le tocsin ». ■

FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

Gérard Depardieu à pleines dents!

On connaît la passion de l'acteur pour la bonne chère. Avec Laurent Audiot, le chef cuisinier de La Fontaine Gaillon, son restaurant étoilé, à Paris, Gérard Depardieu a décidé de publier un livre de cuisine. Les deux hommes invitent le lecteur à la découverte des produits du terroir à travers l'Europe. Ils proposent également trente recettes inédites. Son titre? À pleines dents! À paraître chez Michel Lafon, le 20 octobre.



J.-C. MARMARA/LE FIGARO

Le bon agenda de NKM

Le calendrier fait bien les choses pour Nathalie Kosciusko-Morizet: la proposition de loi « pénalisant la prédication subversive », qu'elle a déposée le 31 août contre les auteurs de prêches qui font « prévaloir l'interprétation d'un texte religieux sur les principes constitutionnels et fondamentaux de la République » et contre ceux qui y assistent régulièrement, va être débattue le 13 octobre à l'Assemblée nationale. Soit le jour du premier débat télévisé de la primaire de la droite, à laquelle elle est candidate.

Un géographe auprès des patrons des départements

Christophe Guilluy, le géographe français spécialiste de la géographie urbaine et théoricien de « la France périphérique », a été sollicité par l'Association des départements de France pour élaborer un atlas de la nouvelle géographie sociale des territoires. Ce travail sera dévoilé lors de la dernière journée du congrès de l'ADF, organisé au Futuroscope de Poitiers du 5 au 7 octobre.

GIORGIO ARMANI

